Vol. 6 • No. 39 • Du 10 au 16 Avril 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

WIKILEAKS REVÈLE: COMMENT LES ETATS-UNIS REPRIRENT L'AIDE MILITAIRE À DUVALIER



Voir page 4

Un attaché non identifié au régime des Duvalier donnant la main à Baby Doc Jean-Claude Duvalier sous les yeux vigilants du Général Claude Raymond

PUGILAT AU PARLEMENT HAÏTIEN!



Voir page 4

Le président de la chambre basse, le député Jean Tholbert Alexis demande aux sécurités du Parlement de mettre à la porte le ministre Ralph Theano







HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Des opportunistes à visage découvert !

Par Berthony Dupont

Nous ne voulons pas déranger les acteurs de l'opposition qui de l'Arcahaie aux Gonaïves sont en train de serrer leurs poings contre le pouvoir en place, ni empêcher qu'une certaine unité même circonstancielle prenne naissance au sein de cette classe politique. Cependant, respectant nos principes, nous sommes obligés de revenir sur des faits que le grand nombre n'a certainement pas encore oubliés.

En vérité, nous applaudissons le fait que certains leaders politiques se soient donnés la peine de s'asseoir ensemble pour étudier et analyser la façon de contrecarrer le régime en place. Il est advenu qu'aux Gonaïves, ils ont pris la décision de participer aux élections pour contrecarrer le pouvoir. Cependant, il faut signaler que dans cette « tèt ansanm » contre « tèt kale ou kaletèt », le parti Fanmi lavalas et l'Organisation du peuple en lutte ne sont pas en lice. Déjà, ça prouve que ce n'est pas l'opposition unifiée qui va se présenter en face du pouvoir. Sinon, est-ce qu'on peut dire que ces deux partis ne font pas partie de la dite opposition ?

On dit pourtant, que l'histoire ne se répète pas, ce ne sont que les acteurs qui changent. Alors là, ce qui se passe dans le pays à travers les élections annoncées a un air de déjà vu avec la création du « mouvement patriotique de l'opposition démocratique ». Va-t-on subir une nouvelle offensive d'affolement collectif de la petite bourgeoisie électoraliste, comme ce fut le cas au temps du « rache manyòk » aux élections, ou à l'époque redoutable de la Convergence Démocratique ?

Cette petite bourgeoisie haïtienne n'a aucune mémoire, en plus qu'elle est de mauvaise foi et opportuniste. Ce n'est pas la première fois que cette classe prend une telle tangente. À chaque élection, elle recourt à une formule pour justifier sa participation : nous ne pouvons pas leur laisser le terrain libre, il nous faut faire entendre notre voix pour les combattre, d'autant que leur participation bien souvent ne sert à rien d'autre qu'à apporter de l'eau au moulin de la classe dirigeante, qu'à partager le gâteau électoral avec elle au détriment des masses populaires.

La seule fois que cette petite bourgeoisie avait pris une position réellement hostile fut dans sa campagne de déstabilisation du pouvoir Lavalas, incluant des dirigeants de l'Organisation du Peuple en Lutte, de l'Espace de Concertation, du Rassemblement des démocrates progressistes nationaux et du Groupe184. La Convergence Démocratique, formée en 2000 était une coalition de 15 partis anti-Lavalas dont certains chefs furent Serge Gilles, Evans Paul, Turneb Delpé, Micha Gaillard, Victor Benoît pour ne citer que ceux-là. Et voici les recommandations qu'ils avaient envoyées au gouvernement Canadien dans un manifeste qui avait pour titre : Pourquoi Aristide doit-il partir ? « Un régime de terreur ! Si le Président Aristide a été élu avec le soutien et la faveur de l'immense majorité des Haïtiennes et des Haïtiens pour qui il représentait, en 1990, l'espoir de sortir Haïti de la dictature et de la pauvreté, on doit maintenant se rendre à l'évidence, que ces temps sont bel et bien révolus. En réalité, on dirait qu'Aristide s'est donné Duvalier pour modèle » (AlterPresse 16 février 2004)

Sur les ondes de Radio Métropole le lundi, 4 mars 2002 le responsable du Mouvement des Paysans de Papaye (MPP) Chavannes Jean Baptiste pour sa part affirmait sans rougir « que le président Aristide ne respectera jamais un éventuel accord avec la Convergence sous le parapluie de l'OEA.» Il souhaitait, lors, « *une mobilisation de tous les secteurs pour forcer le président Aristide à restituer le pouvoir au peuple haïtien* »

Pourquoi n'ont-ils pas la même hargne contre le pouvoir de Martelly-Lamothe qui s'affiche nettement dans le duvaliérisme ? Alors que des enfants d'ancien tortionnaire duvaliériste siègent non seulement au gouvernement mais au collège transitoire du conseil électoral permanent qui va devoir organiser les élections. Pourquoi veulent-ils au contraire donner simplement à Martelly des cartons rouges aux élections comme le suggère le sénateur Bien-Aimé ? Est-ce du fait que la Communauté internationale et l'Ambassade américaine qui les soutiennent ne sont pas pour le moment sur cette longueur d'onde, et que seules les élections sont leur priorité ?

D'autant que cette petite bourgeoisie à la traîne de l'impérialisme n'a jamais dénoncé l'ingérence flagrante et humiliante de l'ambassade américaine lors des résultats du premier tour des élections présidentielles de 2010 et le fait que l'OEA et l'administration d'Obama à travers Hillary Clinton soient venues nous imposer Martelly illégalement en mettant hors du jeu le Conseil Electoral d'alors.

Est-ce à travers une autre pareille élection-sélection, également favorable aux intérêts de la politique impériale, que ledit « mouvement patriotique de l'opposition démocratique » espère gagner une majorité tellement écrasante aux élections qu'éventuellement il forcera le régime en place à quitter le pouvoir ? Est-ce que ce dit mouvement, en son âme et conscience, croit-il vraiment à l'organisation d'élections libres, crédibles et démocratiques ?

Voilà donc que pour justifier et masquer aux yeux du peuple sa politique opportuniste au lieu de lutter pour reconstruire le pays à travers un changement total, ces individus préfèrent une fois de plus faire le jeu de l'internationale et de la classe dirigeante. Les élections que demandent coûte que coûte les puissances tutrices ne visent qu'à dédouaner le vendeur de patrie Michel Martelly pour le faire passer comme quelqu'un de démocrate et pour renforcer son régime.

Le comble dans tout cela, c'est qu'on se demande pourquoi, diable, ne se lancent-ils pas dans une lutte pour déchouquer Martelly, comme celle contre Aristide,? Non ! Ils ne le feront jamais puisque là n'est pas l'avis de Washington !

Tout cela pour montrer que cette petite bourgeoisie agit toujours en fossoyeur de tout ce qui peut être réellement progressiste et facteur de changement véritable pour le peuple haïtien.

Alors on comprendra aisément avec le sénateur Moise Jean Charles pourquoi aucune élection n'est possible avec Martelly et que seul son départ et celui des forces occupantes du pays reste la clef de voûte d'un processus pouvant sortir Haiti du fossé où l'a jetée l'opportunisme de cette petite bourgeoisie sans mémoire, sans principe, à la traine d'une bourgeoisie elle-même courroie de relais de l'impérialisme.

Bulletin d'Abonnment

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: ____________________
Prénom: ____________________
Adresse: ____________________
Ville: ____________________
Etat/Pays: ____________________
Zip Code/Code Postal: ____________
Tél: ____________________
E-mail: ____________________

Modalités de paiement

Montant : $ ____________
☐ Chèque ☐ Mandat bancaire
☐ Carte de crédit
Numéro : ____________________
Date d'expiration : ________ /_______
Code de sécurité : ________________

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis
Première Classe
☐ $80 pour un an
☐ $42 pour six mois

Canada
☐ $125 pour un an
☐ $65 pour six mois

Europe
☐ $150 pour un an
☐ $80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes
☐ $140 pour un an
☐ $80 pour six mois

Afrique
☐ $150 pour un an
☐ $85 pour six mois

Assassinat…! De mal en Pis

Par Jacques Elie Leblanc

Le pays en a marre. Nous devons fermer le robinet. Assez de sang a déjà coulé. Assez de larmes aussi. Les assassinats en pleine rue à visage découvert à une heure où le public ordinairement vaque à ses occupations, ne sont pas seulement une provocation. C'est du fascisme. Le pays est en droit de s'inquiéter.

Le fascisme qui fut hier la cause de tous les malheurs du monde, la cause des milliers d'assassinats, la cause de milliers de tombes encore toutes fraîches est actuellement le Gouvernail Politique du gouvernement Marthelly /Lamothe.

Nous continuons à dire la vérité au peuple. Nous continuons à dénoncer les saboteurs d'une politique de dignité nationale afin de faire revivre l'esprit du premier Janvier 1804, du sept Janvier 1946 et de Février 1986, de les enrichir de toutes expériences nouvelles, de faire qu'il incarne à jamais une rupture d'avec la vieille politique de démission nationale qui a commencé avec l'occupation Américaine et qui a marqué son aboutissement logique dans la honte Duvaliériste.

Duvalier n'est pas mort ! Tous les politiciens à courte vue, tous ceux qui ne voyaient dans l'idéologie Duvaliériste que la doctrine politique d'un homme et d'un nombre limité de ses acolytes, sitôt le gouvernement renversé se sont mis à crier : Duvalier est mort ! Quelques-uns de ses complices furent jugés et condamnés par le gouvernement provisoire. La paix va revenir, le Duvaliérisme va disparaître. Comme ils s'étaient trompés ! Car le Duvaliérisme n'est pas mort. Il est toujours là, vivant. Monstrueux et sanglant.



Les Funérailles de Georges Honorat ont eu lieu le mercredi 3 avril dernier

Mais nous suivions et nous suivrons toujours la politique de la démocratie, du peuple, de la constitution, de l'indépendance et de la Souveraineté Nationale ! Notre position se justifie bien plutôt par notre attachement à tout ce qui donne à ce peuple une raison de vivre et d'espérer en des lendemains meilleurs. Elle est fondée sur le fait que nous prenons appui, que nous basons notre action, non sur les classes sociales en décomposition, mais sur celles qui se développent qui ont un avenir. C'est par là que nous sommes « un os de poisson » une « tête chargée » pour tous ceux qui complotent contre le peuple et la démocratie. Aussi, gardons-nous de ne tomber dans aucun piège, de ne nous livrer à aucun compromis contre le peuple.

Nous avons suivi avec tout le sang- froid dont nous sommes capables, les malfaisances de certains éléments du gouvernement Marthelly/ Lamothe. Un des gros magnats de l'industrie est pris en flagrant délit de kidnapping. Arrêté et déféré à la justice, on attend toujours comme sœur Anne la date de son jugement. S'il s'était agi d'un petit boutiquier de la Grand- Rue ou du Poste marchand, c'est à coup de matraque qu'il serait conduit au Pénitencier National. Mais avec les grands messieurs, il faut des manières.

L'assassinat de George Honorat est un acte néfaste qui porte à réfléchir, à se demander à qui profite ce crime. Souhaitons que ce ne sera pas encore l'occasion d'une enquête qui se poursuit. Et c'est d'estoc et de taille que nous défendrons les libertés acquises et auxquelles la majorité a donné sa pleine adhésion.

Ne s'en portent mal que les extrémistes réactionnaires locaux

Suite à la page (13)

Haïti-République Dominicaine : un Haïtien retrouvé mort à Hondo Valle !



Des ressortissants-es haïtiens en train de contempler le coffin de leur compatriote, Elikes Pierre Antiste lâchement tué à Hondo Valle (République Dominicaine), le 22 mars 2013 Photo: Janel Delpé

Un jeune Haïtien, Elikes Pierre Antiste, 22 ans, a été retrouvé mort le 22 mars 2013 à Hondo Valle, municipalité de la province d'Elias Piña en République Dominicaine, a appris le GARR.

Elikes qui est originaire de Miguel, localité frontalière de la 2ème section communale de Savanette (Centre) participait à une festivité de Rara organisée à Hondo Valle, informe l'animateur du GARR basé à Savanette, Janel Delpé.

Le corps sans vie du jeune ressortissant haïtien avait été découvert dans la journée du vendredi 22 mars avec de multiples traces de coups de couteau.

Un Dominicain, Anibalito ainsi connu, se trouve pour l'instant entre les mains de la police dominicaine à Elias Piña. Il serait le présumé assassin d'Elikes Pierre Antiste , selon la même source.

Le 24 mars 2013, des Dominicains s'étaient opposés à l'inhumation des dépouilles de la victime à Hondo Valle et les parents l'ont enterrée dans la localité frontalière de Miguel en Haiti, a appris le GARR. Le présumé assassin qui devait être entendu par la justice dominicaine le 26 mars 2013, a été reconduit à nouveau dans sa cellule à Elias Piña en raison de l'absence des parents de la victime qui étaient empêchés.

Entre janvier et mars 2013, au moins quatre (4) cas de meurtres ont été signalés à la frontière : Le corps sans vie d'une fillette de 10 ans, Venurose Georges, originaire de Tilory (Centre), avait été découvert en territoire dominicain, le 19 janvier 2013 ; un autre ressortissant haïtien dénommé Rubio, 30 ans, de Fonds-Verrettes (Ouest) avait rendu l'âme dans la ville de Barahona après avoir été attaqué dans la localité frontalière de Duverger, le 13 janvier par des policiers dominicains.

Le 15 février 2013, vers 7 heures du soir, le cadavre d'un Haïtien dénommé Papo Augustin, 35 ans, avait été retrouvé avec des traces de coups de machettes dans un buisson à Fonds-Verrettes. Tôt dans la matinée, il était allé travailler en territoire dominicain (Nan semili); un autre cultivateur, Elissoit Zimé, 34 ans qui vivait en République Dominicaine, avait été porté disparu le 23 janvier 2013 et son cadavre allait être retrouvé trois jours plus tard, au bord d'une rivière située à Mella le 26 janvier écoulé. Des Dominicains accompagnés d'Haïtiens avaient transporté à la frontière haïtienne le corps sans vie qui portait des traces de couteaux, selon le Coordonnateur Zonal du Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS) à Fonds-Verrettes, Raphael Louis.

Le récent meurtre du jeune Elikes Pierre Antiste, survenu en mars 2013, vient donc s'ajouter à cette liste sinistre. Le GARR, adresse ses condoléances émues aux proches de la victime, et réclame un accompagnement légal en leur faveur. En outre, il exhorte les autorités haïtiennes et dominicaines à œuvrer en vue d'éviter la répétition de tels actes qui risquent de fragiliser les relations de bon voisinage entre les deux peuples qui partagent cet espace commun qu'est la frontière.

Dernier verdict dans l'affaire Coquera Real à San Cristobal : Un ouf de soulagement pour les travailleurs haïtiens

La Cour d'Appel civile de San Cristobal a enfin prononcé son verdict dans l'affaire opposant une centaine de travailleurs migrants haïtiens à l'entreprise Coquera Real que dirigeait l'entrepreneur Alonso Luna.

La sentence rendue en faveur des ressortissants haïtiens a été lue le 2 avril 2013 en présence de leurs avocats dominicains, les frères Carlos et Lucas Sanchez. Le président de la Cour d'Appel de San Cristobal, Juan Pérez, a ordonné que soit remise une prestation laborale de trente (30) millions de pesos dominicains aux Haïtiens qui ont travaillé pendant une dizaine d'années dans l'entreprise dominicaine de noix de coco.

Dans un entretien avec le GARR, le 6 avril 2013 Me Carlos Sanchez s'est dit satisfait du prononcé de la sentence, et a indiqué que les avocats du propriétaire de l'usine Coquera Real ne sauraient l'inciter à se dérober au versement des prestations laborales requis dans la sentence du tribunal. «Le verdict est prononcé, Alonso Luna doit se courber et obéir à ce que dit la loi. C'est-à-dire indemniser tous mes 97 clients. Ses avocats ne peuvent décider autrement,» a assuré l'homme de loi dominicain.

L'avocat des Haïtiens qui dit rester confiant en la justice de son pays, a fait remarquer que ce verdict constitue une toute première dans l'histoire des conflits de travail opposant des travailleurs migrants haïtiens à des patrons dominicains.

De son côté, le porte-parole des travailleurs haïtiens, Francisco Ojilo, a remercié toutes les organisations qui dit-il, continuent de maintenir le contact avec eux et s'intéresser à l'évolution de leur situation.



Vue générale des travailleurs migrants haïtiens en attente de la remise imminente de leur prestation laborale Photo: www.do.MunicipiosAldia.com

M. Ojilo qui s'est dit impatient d'obtenir ce qui lui revient de droit, a fait état des mauvaises conditions d'existence des travailleurs haïtiens en République Dominicaine. Il a renouvelé ses critiques vis-à-vis du comportement des autorités haïtiennes qui ne se sont jamais donné la peine de les visiter ni de les accompagner. «Cela fait bientôt 3 mois que nous sommes ici, aucune autorité haïtienne n'est jamais passée nous voir.» a-t-il déploré.

Rappelons que suite à la fermeture définitive en novembre 2012 de l'entreprise dominicaine de noix de coco, Coquera Real qui aurait déclaré faillite, ces travailleurs haïtiens qui étaient environ une centaine avaient déclenché un mouvement sans précédent de revendication pacifique le 14 décembre de la même année. Ils s'étaient installés avec femmes et enfants devant le Ministère du Travail dominicain situé à «la Feria» à Santo Domingo pendant quarante (40) jours.

Le 20 janvier 2013, ils avaient abandonné leur mouvement de protestation dans une parfaite confusion qui avait surpris plus d'un en raison de l'immixtion de l'OIM qui leur aurait fait de fausses promesses. Depuis le 20 janvier à date, ils résident sur une propriété de leurs avocats à Haina.

AVIS

Organisation des Femmes du Secteur Populaire de Tabarre (OFSPT)

Présentation d'instrument politique.

A l'aube des élections municipales de l'année 2013, l'électorat de Tabarre est divisé en miette-morceaux où l'on retrouve « la jeunesse » comme la plus grande branche avec plus de 70%.
Face à divers problèmes, les candidats sélectionnés par les regroupements politiques sont en proie à de sérieuses difficultés, surtout avec l'émergence des outsiders sur la scène politique.
En conséquence, il revient d'implanter un instrument politico-idéologique pour la bataille sur le terrain.
A cet effet, l'Organisation des Femmes du Secteur Populaire de Tabarre (OFSPT) vous présente un véritable instrument politique baptisé Mouvement des Organisations de Tabarre (MOTA).
Il sera un regroupement de diverses Organisations ayant les mêmes sensibilisations dans la commune.

Objectifs Généraux

Recruter et rassembler toutes les organisations Juvéniles, Femmes, Estudiantines et Populaires, pour devenir membre du mouvement.

Evelyne Renaude Joseph
Coordonnatrice de l'OFSPT

Des câbles exhumés par Wikileaks révèlent: Comment les Etats-Unis reprirent l'aide militaire à Duvalier

Par Kim Ives

C'est une avalanche d'indignation qui remonte contre Jean-Claude «Baby Doc» Duvalier au moment où il se trouve assis au banc des accusés d'un tribunal haïtien, accusé de crimes contre l'humanité au cours de ses 15 ans de règne. Toutefois, le gouvernement américain est étrangement et complètement silencieux là-dessus. Un trésor fait de 40 ans de câbles, nouvellement mis à jour par WikiLeaks, contribue à expliquer pourquoi.

Vers minuit, aux premières heures du matin du 23 juillet 1973, un incendie éclata dans l'arsenal bourré d'armes du palais national du dictateur haïtien Jean-Claude Duvalier.

Presque immédiatement, le «président à vie» Duvalier et son chef d'état-major, le général Claude Raymond, téléphonèrent au chef adjoint de mission à l'ambassade des Etats-Unis, Thomas J. Corcoran, pour lui parler de l'incendie et demander de l'aide américaine pour l'éteindre.

La destruction de la large cache d'armes d'Haïti devint, dans les jours suivants, l'excuse parfaite pour reprendre la vente d'armes militaires, ainsi que l'aide militaire assortie d'entrainement, à la dictature des Duvalier, vente interrompue pendant les années 1960 sous le régime de triste notoriété de François «*Papa Doc*» Duvalier.

Haïti Liberté a pu reconstituer une image claire de ce moment historique capital grâce à un nouveau site établi par WikiLeaks appelé *Bibliothèque publique de la diplomatie américaine* ou PlusD. Le site permet la recherche de plus de 1,7 millions de câbles du Département d'Etat de 1973 à 1976 qui avaient été déclassifiés et stockés dans la US National Archives, mais qui étaient en fait inaccessibles à cause de la forme sous laquelle ils étaient gardés.

Haïti Liberté est l'un des 18 partenaires médiatiques à travers le monde auxquels Wikileaks a donné accès exclusif au motif de recherche PlusD au début de Mars, avant son inauguration ce 8 avril. Cet article est l'un de plusieurs qu'Haïti Liberté compte présenter sur la base des câbles des années 1970.

« *Le général Raymond et le président Duvalier m'ont téléphoné à 0245 [02:45] pour signaler un incendie au Palais National et demander des extincteurs qui ont été envoyés*», a expliqué Corcoran dans un câble confidentiel le 23 juillet 1973. « À à peu près 0325, le ministre des Affaires étrangères [Adrien] Raymond m›a informé que l'incendie se propageait dans l'entrepôt de munitions, y compris des armes légères et des munitions d›artillerie, et qui échappait au contrôle des installations locales de lutte contre l›incendie ».

Les Etats-Unis ont immédiatement déployé une équipe de neuf pompiers militaires de sa base navale de Guantanamo Bay, à Cuba. Ils « *sont intervenus sans se préoccuper de leur sécurité personnelle en luttant contre l'incendie dans une zone où une grande variété de munitions explosives avaient été entreposées et exposées à une chaleur intense sur une période d'heures* », selon ce que Corcoran a écrit dans un câble du 27 juillet 1973 faisant l'éloge de leur bravoure.

Le 24 juillet 1973, le jour suivant immédiatement l'incendie, le ministre des Affaires étrangères Raymond a « *convoqué* » Corcoran et « [*lui a*] *présenté une liste des munitions et des mortiers que le GOH [le Gouvernement d'Haïti] désire acheter d'urgence pour "le maintien de la paix publique, la tranquillité des familles et de la protection des biens"* ».

Adrien « *sur instructions du Président Jean-Claude Duvalier* » a présenté une requête pour des millions de balles pour l›armée d›Haïti. Parmi les quantités les plus importantes sur la longue liste, il y avait 1,5 million de balles calibre 30 pour des fusils M-1, 800,000 balles 50 mm pour des mitrailleuses, 600.000 balles 5,56 mm pour des fusils automatiques M-16, et 400.000 balles 9 mm pour les pistolets-mitrailleurs Uzi. Duvalier voulait aussi des dizaines de mortiers et des dizaines de milliers d›obus pour mortier.

L'armée haïtienne n'avait jamais fait la guerre contre aucun ennemi à part le peuple haïtien. Néanmoins, Corcoran et l'attaché militaire de l'ambassade des Etats-Unis qualifièrent la liste de « *raisonnable* » et ont « *fortement recommandé l'approbation de la vente* », selon le câble.

Pendant les semaines suivantes, la liste de la commande militaire d'Haïti allait en s'allongeant, car non seulement il y avait demande pour plus de munitions, mais aussi pour des armes et plus de fournitures, y compris

Suite à la page (17)

MENEZ JEAN-JEROME
Attorney at Law
Real Estate
Immigration-Divorce
4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203
Nou pale kreyòl!
(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW
107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210
Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514
•Immigration
•Divorce
•Business Formation
(Corporation & Partnership)
•Estate Administration - Wills
•Real Estate Closings

Pugilat au Parlement haïtien: Histoire de gros sous, de privilèges et de règlements de compte

Par Jose Clément

L'Etat est considéré comme étant l'organe régulateur de la dialectique de l'ordre et du mouvement, écrit le professeur Georges Burdeau. Chez nous, l'Etat a perdu de sa substance et de son verbe. Il est devenu tout simplement un Etat-croupion participant dans une vaste entreprise de destruction collective d'institutions qui sont les fondements même de la Nation.



La séance s'était vite transformée en véritable marché public ou députés minoritaires et majoritaires en sont venus aux mains, provoquant la pagaille sous les feux des caméras des stations de télévisions locales

Le spectacle était vraiment navrant le jeudi 4 avril 2013 au Palais Législatif entre Députés minoritaires de l'opposition du groupe Parlementaire pour le Renforcement Institutionnel (PRI) et ceux de la majorité présidentielle, Parlementaire pour la Stabilité Politique (PSP) qui disputaient comme des gamins à la maternelle autour de la présence à la salle des séances du ministre haïtien chargé des Relations avec le Parlement, Ralph Théano. Le ministre en question avait traité sur les ondes de plusieurs stations de radio de la capitale les députés du PRI de «Kamikazes» et d'enfants «Monoparentaux» / «*Kaka san Savon, en Créole*».

Cette séance, convoquée par le bureau de la Chambre basse, était un moyen pour les parlementaires de s'enquérir des informations sur l'action gouvernementale et notamment sur la signature de plusieurs contrats jugés suspects et non conformes aux procédures en vigueur. C'est pour cette raison que le gouvernement dans son entier emmené par le Premier des ministres, Laurent Lamothe était venu répondre à l'invitation des députés minoritaires.

La séance s'était vite transformée en véritable marché public ou députés minoritaires et majoritaires en sont venus aux mains, provoquant la pagaille sous les feux des caméras des stations de télévisions locales. Selon des informations dignes de foi, le ministre Théano aurait été frappé par des députés membres du PRI. Finalement, le président du bureau de la Chambre des Députés Jean-Tolbert Alexis du haut de sa tribune a dû intimer l'ordre aux agents de sécurité de la Chambre basse de «foutre à la porte» M. Théano.

Il s'agit d'abord d'un camouflet infligé au chef du Gouvernement, Laurent Lamothe quand le Président de la Chambre des Députés a finalement passé des instructions afin que Ralph Théano soit expulsé de la salle de séance de la chambre basse. Cela était très prévisible, puisque le Chef du gouvernement a été, à l'avance, informé que des députés refuseraient de siéger avec la présence du ministre incriminé. Ralph Théano était déjà déclaré « persona non grata ». Mr. Lamothe ne s'était pas comporté en responsable dans ce cas précis. Il aurait préféré apporter sa solidarité dans le mal avec un membre de son gouvernement qui oublie qu'il est un officiel. Pour certains, il s'agit d'une attitude provocatrice et irresponsable de la part du Premier ministre par qui le scandale est arrivé.

Un député est un élu. Ralph Théano est un ministre du gouvernement. Tout comme l'ensemble des membres du cabinet ministériel, il est un nommé. De ce fait, sa légitimité vient du Parlement qui a ratifié à la fois le choix du Chef du

Suite à la page (14)

Gonaïves : La cité de l'Opposition

Par J. Fatal Piard

Ndlr. Comment une opposition, réunie aux Gonaïves, amputée de deux grandes forces politiques, Fanmi Lavalas et l'OPL, mal organisée, va-t-elle pouvoir «forcer le pouvoir tèt kale à organiser des élections libres honnêtes et démocratiques sans exclusion aucune pour le tiers du sénat et les collectivités territoriales». Est-ce de l'angélisme ou de l'opportunisme ? [F.L]

Sans vouloir trop élaborer, je vais uniquement faire état d'un cas de figure éloquent. Très chers compatriotes, vous n'avez qu'à vous référer à cette manifestation d'intolérance et de comportements d'exclusion dont a fait preuve le président Martelly à l'occasion du déroulement des festivités carnavalesques de février dernier, au Cap-Haïtien.

Le président du comité organisateur, Monsieur Gilbert Bailly avait fait savoir publiquement au groupe musical Brothers Possy qu'il avait été retenu pour faire partie du défilé. Ce n'est qu'à quelques jours du coup d'envoi que le président Martelly en personne s'est opposé catégoriquement à la participation de l'équipe musicale conduite par Antonio Chèramy mieux connu sous le pseudonyme de Don Kato.

Point n'est besoin d'être fin expert en sociologie politique pour parvenir à la déduction évidente que ce bannissement révoltant de Brothers Possy était dû au fait que le thème traité par le parolier dénonçait sans commune mesure les dérives irrecevables de l'équipe au pouvoir. Alors, comment quelqu'un qui vient de faire preuve de tant d'intolérance pour une banalité va-t-il être d'accord pour organiser des élections libres, honnêtes, et démocratiques ?

Je prends sur ma responsabilité de mettre en défi quiconque de lucide d'apporter des éléments de réponse à cette interrogation pertinente». C'est là la plus éclairée des interventions au cours du forum de l'opposition qui s'est tenu aux Gonaïves le dimanche 7 avril dernier. Continuons pour dre aux lecteurs qui peut moins peut plus. A bon entendeur…….. !!!



Evans Paul



Des personnalités politiques participant à ce forum

abonder dans le même sens que le sénateur Moise pour faire compren-

«Au nom de tous les panélistes, je vous

Suite à la page (13)

Le lait qui monte et qui descend

Par Fanfan la Tulipe

Nos proverbes haïtiens ne manquent pas de saveur, de sagesse, de philosophie ou de réalisme. Nés du vécu populaire, ils véhiculent les observations, les expériences, les réalités de chaque jour de tout un peuple. Quelques-uns sont bien connus et souvent utilisés, à bon escient du reste. Ainsi : *Zafè kabrit pa zafè mouton ; chak mounn gen yon grenn zanno ka* òfèv ; pale *franse pa di lespri pou sa.* Si seulement on pouvait savoir de la bouche de quelle *granmounn* sont sortis ces proverbes pour la première fois. L'un d'entre eux, cher à Maurice Sixto, a inspiré mon texte de cette semaine : *nan pwen lèt ki monte ki pa desann*.

Les gens ont beau s'agiter, se remuer, se tortiller, s'ébrouer, s'énerver, s'exciter, se trémousser, trépider, gesticuler, piaffer, gigoter, il arrive un moment où il faut un peu de calme, de pondération, de modération, de réflexion, où il faut se laisser guider par le nord d'un minimum de précaution, de sagesse. Ainsi avons-nous observé l'évolution d'un bouillant, bouillonnant, fougueux, impétueux, exalté, excité et trop agité Michel Martelly dont le lait de fréquencité, indécence, insolence, irrespect, irrévérence a bouilli, est «monté», a «cumé», pour éventuellement «descendre» ces derniers temps à un niveau de calme, du moins en public.

Nous avons vu des commissaires de gouvernement laisser bouillir leur marmite de lait judiciaire, d'excès de zèle lacté «monter» jusqu'à «descendre» dans l'effervescence d'une révocation déguisée sous forme de «mise en disponibilité» temporaire. On se souvient bien de Me Harrycidas Auguste dont la responsabilité présumée dans la mort violente du prévenu Serge Démosthène au commissariat de police de Pétion-Ville avait fait grand bruit. Auguste n'a pas eu, semble-t-il, de clémence pour Cinna, pardon, pour Démosthène. Il a laissé bouillir, «monter» son lait de fin limier qui voulait à tout prix trouver un suspect, pour ne pas dire un coupable de l'assassinat du président du conseil d'administration de la Banque nationale de crédit (BNC), Guiteau Toussaint. Le pur liquide au reflet blanc déborda, «descendit», écumant, bouillant, spumeux, mousseux. Harrycidas était un débordus. Il fut jeté par-dessus bord, démis pour trop de débordance.

Deux *debòde, sousou* de première classe dans le précédent ministère, Mario Dupuy et Guyler Delva avaient l'habitude de faire bouillir le lait de leur sousouterie, à feu élevé, sur le réchaud de leurs flatteries et prises de positions incongrues en faveur du régime Martelly Tèt kale. A Radio Caraïbe, à l'émission Ranmase, on avait beau dire à l'animal Delva qu'il était trop feu, trop flamme, trop oriflamme, trop enflammé et trop enflammant, trop devant la bande, et qu'il «bouillissait» trop, il ne s'en souciait guère. Le lait de ses extravagances bouillait si fort que la couverture de la marmite sousoute, de temps à autre, menaçait de tomber. Le mec fit tant et si bien que le président adulé, écoeuré par tant de zèle lacté, laissa son flagorneur renverser son lait tout bouillant de flatteries qui



Le député Tholbert Alexis en bandition à la chambre des députés:« «Ralph Théano doit vider les lieux. Agents de sécurité, mettez-le dehors s'il vous plaît ! ».

«descendit», au grand dam du flatteur. L'éclaboussement du lait brûlant fut tel que Guyler fut renvoyé malgré le président, malgré lui, *invitus invitum*.

Le meilleur exemple de lait montant et de lait descendant nous est fourni par l'aventure criminelle, monstrueuse et répugnante du roi de la pègre kidnappante Clifford Brandt, bien que le malfrateux se soit, apparemment, déclaré le numéro 6 de la bande maffieuse, «juste derrière Olivier Martelly». Il n'en reste pas moins vrai qu'il a fait bouillir le lait kidnappant *ale pou vini*. A chaque kidnapping, à chaque rançon perçue, le malfratard faisait monter la température d'ébullition de quelques degrés. Même le couvercle de la marmite au lait kidnappant gazouillait : *m ap tonbe wi, m ap kapote wi*. Ce qui devait arriver arriva, le lait des activités crapulonnes «descendit», le lait crapulon renversa. La police, suite à un coup de fil de Washington – à ce qu'on dit – posa le grappin sur le «bandit légal», sur le crapulard, tout couvert de lait, de *krèm lèt* et de honte.

C'est clair. De même que tant va la cruche à l'eau qu'à la fin, à la fin des fins, elle se casse, de même tant bout le lait, tant «monte» le lait qu'il finit par descendre, par éclabousser tout ce qui est autour. Et ça sent le brûlé, l'odeur de la négligence grave. Tant la famille Martelly a chauffé son lait sur le réchaud brûlant de leur âpreté au gain et à la jouissance effrénée du pouvoir que le liquide lacté a eu fini par déborder, par «descendre», avec tant de fracas que deux jeunes avocats, «*malere e raz*» (selon le sans-gêne Martelly), Newton Saint-Juste et André Michel, se virent obligés de formuler, devant les tribunaux à cet effet des accusations de corruption contre la famille présidentielle, particulièrement Mme Gwo Soso et fiston Olivier.

Sur la liste des «laitiers» négligents figure en première place un certain Josué Pierre-Louis. La rumeur publique lui prête d'être un *malfini* à femmes. Il lui suffit de détecter sa proie à six mille mètres du haut du ciel du bon Dieu pour que son lait d'appétit sexuel commence à bouillir. Il est l'homme de toutes les«montées» et tous les excès lactés. Récemment, une jeune femme s'est plainte d'avoir eu toute sa devanture ébouillantée par le lait masculin brûlant de Josué avide de chair et de plaisir kadéjakant. Tant de lait a éclaboussé le tissu social que même le premier corrompu de la nation a dû se débarrasser de ce lait génital trop bouillant qui menaçait de faire d'autres grandes brûlées dans les cercles proches de la bête inassouvie.

Depuis déjà une année, Martelly prend plaisir à laisser bouillir le lait électoral. Toutes les parades magouillardes lui conviennent pour ne pas se soucier de la température qu'il fait sous la marmite nationale. Ça chauffe de tous les côtés: partis politiques boiteux, bancals (pour ne pas dire bancaux), en *zing* de contrariété et en appétit de décrocher un poste parlementaire; politiciens avides de *kesyon bouyi vide* ; organisations politiques dites de base aux fondements souvent branlants, chancelants, claudicants, béquillards, trainards. Entre-temps «monte» le lait de mécontentement dans la marmite sociale avec risque d'explosion politique déstabilisante pour le Blanc, au point que les blancs-becs de l'internationale ont cru urgent de faire pression sur le grimaud *bèkfè* du palais national pour le porter à «descendre» le lait surchauffé des élections, d'où ce marcher presser pour les législatives partielles, les joutes municipales et locales.

Pour conclure ce hit parade haïtien de lait qui monte et de lait qui descend, signalons ce gros *deblozay* lactant qui a eu lieu à la chambre des députés ce jeudi 4 avril, alors que le Premier ministre et des membres de son cabinet y compris le ministre Théano, devaient répondre à des questions de messieurs et dames les député-e-s. Le lait parlementaire «montait» déjà, était déjà en colère contre Théano qui précédemment avait traité les députés du bloc Parlementaires pour le Renforcement Institutionnel (PRI) « d'enfants monoparentaux, d'oranges pourries, de kamikazes… » parce que les «PRIpistes» avaient boycotté le bilan du Premier ministre lors de l'ouverture de l'année législative en cours.

La température du lait du président de la chambre des députés, Tholbert Alexis, pourtant réputé pro-Martelly monta de 100 degrés lorsqu'il vit la grosse tête de Théano émerger parmi les autres ministres. Le lait alexiste bouillit promptement qui s'adressa sans ménagement aucun aux agents préposés à la sécurité des députés : «Ralph Théano doit vider les lieux. Agents de sécurité, mettez-le dehors s'il vous plaît ! ».

Ce fut un tohu-bohu laitier sans pareil. La salle de réunion des députés était en pleine effervescence lactée. Des propos peu amènes fusaient de part et d'autre de la marmite parlementaire. Finalement, comme *nan pwen lèt ki monte ki pa desann*, le lait de la fureur tholberte-alexiste «descendit» quand deux députés furent délégués par le bureau pour aller rencontrer le Premier ministre au salon diplomatique et le ramener, seul, dans la salle de séance pour solliciter un report de ladite séance de questionnement.



Le ministre Ralph Théano, chahuté, bousculé par les députés PRI, et chassé du Parlement par le président de la chambre des députés Tholbert Alexis

Finalement, très loin d'Haïti bout, «monte» un lait excessivement dangereux. La marmite se trouve être dans la péninsule coréenne. Vers la fin du mois de mars dernier, le survol de la Corée du Sud par deux bombardiers furtifs B-2, le nec plus ultra de l'aviation américaine, lors de manœuvres militaires conjointes Corée-Etats-Unis, a fait monter le lait nucléaire de Kim Jong-Un, leader de la Corée du nord, «pays du matin calme», «pays du matin frais». Le bouillonnement lacté a réveillé deux réactions de poids. En effet, du côté de la Russie, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse a eu à déclarer: «Nous pouvons perdre le contrôle de la situation, elle s'engage dans la spirale d'un cercle vicieux», un cercle de lait «montant».

Du côté de Cuba, Fidel Castro, leader de grande stature morale, politique et intellectuelle a appelé, vendredi dernier, la Corée du Nord et Washington à éviter une guerre nucléaire. Il a fait remarquer que le gouvernement nord-coréen «… doit se rappeler de ses devoirs envers les pays qui ont été ses grands amis, et il ne serait pas juste d'oublier qu'une telle guerre aurait une incidence sur plus de 70% de la population mondiale […]Si la guerre éclate, les peuples de chaque côté de la péninsule (coréenne) seraient horriblement sacrifiés, sans aucun avantage pour aucun des deux. Si un tel conflit éclatait, le second mandat de Barack Obama serait marqué par des images faisant de lui le personnage le plus sinistre de l'histoire des Etats-Unis» (extrait de *Granma*).

On ne sait ce que les faucons militaro-industriels mijotent, concoctent, bouillottent, brassottent, échafaudottent, magouillottent à la Maison Blanche et au Pentagone. Ce sont eux qui ont commencé à faire bouillir le lait de la guerre lors de traditionnelles manœuvres militaires conjointes avec Séoul, agissements qui ont toujours été perçus par Pyongyang comme des actes de provocation. Les réactions nord-coréennes aussi intempestives et menaçantes qu'elles soient peuvent bien s'expliquer à la lumière d'un petit proverbe haïtien assez lapidaire : *gran van, ti vwal*.

En effet, on voit mal Kim Jong-Un laisser monter son lait jusqu'à lancer ses missiles provoquant une riposte américaine foudroyante dont Jong ne sortirait probablement pas vivant et qui serait apocalyptique pour la péninsule coréenne, dévastatrice pour les pays voisins. Si le lait atomique devait finir par «tomber» ainsi, il laisserait une Corée ensevelie sous les cendres nucléaires tandis que Barack Obama se verrait être «le personnage le plus sinistre de l'histoire des Etats-Unis». Le Ciel nous préserve !

Le lait qui monte et qui descend est un phénomène bien connu et universel. L'important, comme dit la chanson, c'est sans doute la rose mais c'est aussi ne pas trop laisser «monter» son lait car il est appelé à «descendre» qu'on le veuille ou non, au risque même d'ébouillanter des innocents.

DENASSE REALTY
• Income Tax
• Rapid Refund
• E-Filing
• Rental: Co-ops, Commercial, Residential
• Typing Service
• Translations
• Notary Public
• Immigration Services
• Resumes, Faxing & More
Lebrens Denasse
Licensed Real Estate Broker
674 Rogers Avenue
(between Lenox & Clarkson)
Brooklyn, NY 11225
718.484.4156 office
646.725.3327 cell
ldenasse76@yahoo.com

GET YOUR TAX REFUND FAST
• Income Tax
• Insurance (car, life, home, business)
• Real Estate
• Financial Consulting
• Notary Public
• Translations (from French, Creole, Spanish to English)
• Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
• Faxing (sending and receiving). Copying.
• Electronic Filing
Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)
CHERY'S BROKERAGE

Komemorasyon gwo mach kont sida ki te fèt 20 avril 1990 la

Komite Sitwayen pou Pwoteksyon Ayisyen (CICOPHA) envite w nan komemorasyon gwo mach kont SIDA ki te fèt 20 Avril 1990. Dat 20 Avril 1990 ak 20 Avril 2013 sa fè 23 zan depi Ayisyen ak Ayisyen-Ameriken nan New York te fè yon gwo leve kanpe.

Jou sa plis pase 150,000 Ayisyen te sekwe pon Brooklyn Bridge la epi bloke Manhattan. Toupatou nan lemond te tande vwa nou lè nou te di non kont Food & Drug Administration (FDA). Nou te di yo se pat Ayisyen ki te pote jèm SIDA, yomenm te kreye nan pwòp laboratwa yo. Repons solid sa a nou te bay FDA te fòse yo retire non nou nan lis moun ki pote viris sila a. Bi yo se te pou detwi pèp Ayisyen an.

Pou komemore gwo dat sila a, Komite Sitwayen pou Pwoteksyon Ayisyen envite w nan yon sware refleksyon ak inite.

Aktivite sa ap fèt Dimanch 21 Avril 2013 a 6è diswa. Adrès la se jimnazyòm Legliz St Jerome ki nan kwen Nostrand ak Newkirk Avni nan Brooklyn. Antre a se nan East 29 Street & gen kote pou pake otomobil ou.

Komite Sitwayen pou Pwoteksyon Ayisyen te kreye nan lane 2012. Misyon nou se pou defann enterè Ayisyen & desandan Ayisyen nan New York, oubyen toupatou nan mond lan. Bi nou se pou pwoteje: kilti nou, vi sosyal nou; anviwonman nou epi dwa nou.

Kontakte: *Gilbert Germain*
Òganizasyon*: Komite Sitwayen pou Pwoteksyon Ayisyen (CICOPHA)*
Telefòn*: 347-867-4859*
Imel: citizencommittee1@gmail.com

DÈNYE JOU POU W APLIKE POU FEMA SE VANDREDI 29 MAS 2013 LA

Aplike pou FEMA kapab ede ou jwenn lajan pou lojman oubyen pou ranplase tout sa ou te pèdi nan siklòn nan oubyen si kay ou te andomaje.

Fè sa kounye a!
Rele
1-800-621-3362
oubyen ale nan
fema.gov/sandy- kreyolayisyen
pou w aplike.

Ou pa bezwen sitwayen Ameriken pou w aplike. Ou dwe aplike menmsi ou pa kwè ou kalifye.

Pou enfòmasyon sou limon ki leve nan kwen kay, sou reparasyon kay, e lòt bagay sou asistans ki genyen sou movetan (dezas) e tout lòt sèvis pou imigran nan New York, rele 311 oubyen ale nan NYC.gov epi chache mo angle sa a: "immigrants."

Sasinay nan Site Solèy

Jou ki te jedi 4 Avril la, Popilasyon site soleil la te leve jwenn yon jen Adolesan ki gen anviron 14 ou 15 zan mouri sasinen nan espas Teren ansyen Izin HASCO. De men l te mare deyè do l, epi tout kò l te chaje kout kouto ak plizyè bal. Devan zak kriminèl sa a popilasyon te fache anpil kont ensekite a k ap vale teren chak jou pi plis nan peyi a sitou nan site solèy.

Popilasyon an nan vwa Jude Crisnol denonse zak Banditis ak enserite fabrike gouvènman Martelly-Lamothe la. Zak ki te konn ap fèt sou rejim tonton makout la retounen chak jou pi plis nan egzekisyon moun ak sachè nwa nan tèt, 2 men mare dèyè do. Se rezilta move gouvènans diktati leta kaletèt la deja mete sou pye pou konsolide pouvwa li.

Yon pouvwa k ap souse pèp la nan yon pakèt Ti pwogram sosyal ki pa itil anyen paske moun nan tout katye yo se grangou k ap touye nou sitou sila yo ki nan site solèy. Zak sa a yo fè sou Ti adolesan an se yon prèv anplis, kriminèl divalyeris yo retounen anfòs.

Wendell Polynice Ak Daniel Tercier



Men kadav la yo jwenn nan espas Teren ansyen Izin HASCO

Ensekirite tribòpabò nan peyi Ayiti

Nan dènye jou sa yo ensekirite a pran plizyè fòm nan peyi Ayiti. Asasina, kidnapin, vòlè k ap dechepiye moun nan plizyè zòn. Menm lapolis pa epanye. Yonn nan ka ki pi tris ki sot pase la a, se yon tigason ki rele DimitriusVillier, ki gen sèlman 12 lane, ki gen nasyonalite etazinyen e ki se pitit yon pastè ki abite Laplèn, nan zòn Maren, kote 7 bandi te antre lakay li, nan lannwit 20 mas pase a, yo vole, yo piye, yo vyole, yo bat moun epi yo pran tigason an ale avèk li. Aprè 8 jou, savledi 28 mas pase a, fanmi l t al jwenn li nan mòg lopital jeneral ak 2 twou bal nan tèt li.

Papa viktim lan, Pastè Patrick Villier se prezidan Konsèy Nasyonal Espirityèl Legliz Ayiti yo (KONASPEH) bandi yo te maltrete l anpil anvan yo ale ak pitit li a. Pastè Jean Dupoux, manm KONASPEH fè konnen Legliz pwotestan yo pa ka rete bèkèkè aprè plizyè moun nan sektè pwotestan an fin viktim anba zak briganday sa a. Bandi yo te kidnape yon pitit pastè Fritzner Elysée ak madanm pastè Jean Robert Bilda, yo maltrete pastè Lochard Rémy ak plizyè lòt zak k ap fèt sou popilasyon an nan tout peyi a, kote bandi legal yo ap mache touye moun lè yo vle, kote yo vle.

Li denonse sektè pwotestan an ki fè l konplis sou tout zak bandi yo, lè yo rete yo pa janm di anyen, yo pa janm denonse otorite yo nan peyi a ki pa fè anyen pou kontrekare zak bandi yo.

Lapolis la viktim anpil tou anba men bandi yo nan peyi a, mèkredi 3 avril pase, gran lajounen, polisye Rodrigue Dorcelon, ajan 4, k ap travay nan Biwo Premye minis Laurent Lamothe tonbe anba bal bandi, nan zòn Delmas 11. Bandi ki te sou yon motosiklèt t ap swiv polisye a depi nan sant vil la jouk li te rive Delmas, kote li ta pral chache pitit li lekòl. Lè li ta pral desann machin li, bandi yo krible l ak bal e li te mouri lapoula.

Samdi 6 avril la, Robert Cangard, yon polisye ajan 4 tonbe anba bal bandi yo nan katye popilè Fòdimanch. Polisye sa a te afekte nan soukomisarya Site Solèy,. Daprè kèk pwòch viktim lan ki te bay jounal la enfòmasyon sa a.

N ap raple, laprès la tou pran kou anba men bandi legal yo. Samdi 25 mas la, direktè jounal Haïti Progrès a, Georges Henry Honorat, ki t ap travay nan biwo Premye minis lan te tonbe anba bal bandi yo devan lakay li nan delmas 31 an. Antèman li te chante mèkredi 3 avril la nan Pòtoprens. Sa fè 2 direktè medya ki jwenn lanmò yo sou rejim tètkale kaletèt la. Nan mwa mas 2012 la, direktè radyo Boukman nan Sitesolèy, Jean Liphète Nelson te tonbe anba bal bandi yo nan Sitesolèy. Nan premye 3 mwa lane 2013 la genyen 6 polisye pou pi piti ki deja tonbe anba bal bandi yo.

Lè nou analize byen fenomèn ensekirite a an Ayiti, nou wè li genyen sous li dirèkteman nan pouvwa tètkale a k ap distribye zam yo te achte pou Lapolis la bay bandi legal yo, nan kò ki rele Lapolis la pou mache touye moun nan peyi a, bay militan yo nan katye popilè yo presyon. N ap raple tou genyen 2 depite ki pwòch anpil pouvwa tètkale a : Rodriguez Séjour ak Nzounaya Belange Jean Baptiste, Lajistis deja akize yo nan sasinay polisye Walky Calixte e li mande leve iminite 2 depite sa yo pou voye yo al jije pou zak kriminèl sa a. Kòripsyon k ap taye banda nan aparèy jidisyè a, k ap bay rèy enpinite a jarèt nètalkole, bay bandi yo chan lib pou mache touye moun nan peyi a lè yo vle, kote yo vle. Sitiyasyon sa a ap vin pi mal chak jou sou rejim tètkale kaletèt la.



101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti
• Nouvèl •
• Analiz •
• Kòmantè •
• Deba •
Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
67 Khz
www.radyopanou.com
Depuis 2002
• Nouvelles
• Analyse
• Publicité
Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861
Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

MAXX
REAL ESTATE
Consultant Corp.
REAL ESTATE:
• Residential
• Commercial • Condo
• Coop • Rentals
INCOME TAX:
• Individual • Business
NOTARY PUBLIC
Unique market knowledge & excellent negotiation skills
1424 Flatbush Ave.,
Brookly, NY 11210
(Corner Farragut Road)
718.576.6601
maxxrealtys.com
Nou pale Kreyòl!

Martelly : Création de 400,000 emplois; fiction ou réalité ?

Par Francklyn B. Geffrard

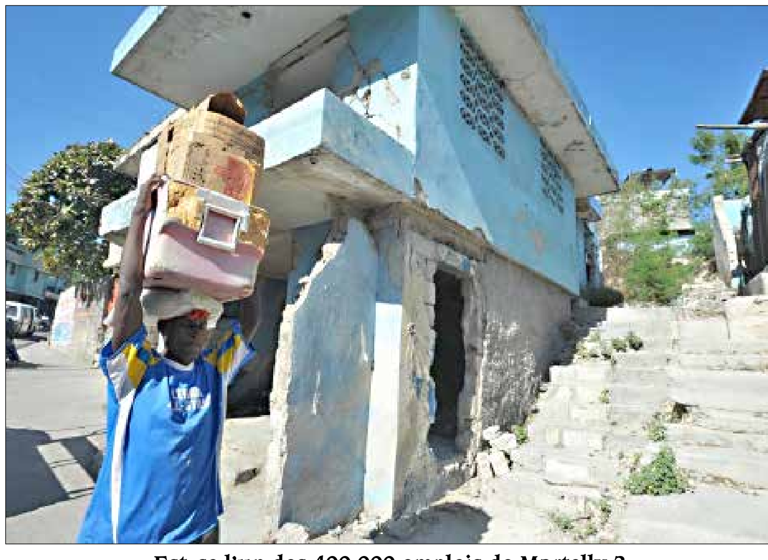
«Le travail est indispensable à l'homme pour assurer son confort et son bien-être matériel et intellectuel. Le travail constitue l'essence de la vie de tout être humain. Il fait partie des droits fondamentaux de l'homme.»

Le 3 Avril dernier, le président Martelly a informé avoir créé quatre-cents mille (400,000) emplois en Haïti et mis le pays en chantier depuis son arrivée au pouvoir. Un véritable record, dirait-on ! Nombreux sont ceux qui ont voulu croire en un poisson d'Avril. Ils sont tombés des nues après avoir entendu l'intervention du chef de l'Etat qui s'exprimait en marge du conseil des ministres tenu le 3 Avril 2013. Même les journalistes présentateurs des nouvelles ont hésité à parler des 400,000 emplois du président Martelly. Ils ont cru que le président avait fait un lapsus linguae. Il y en a qui ont parlé de 4,000. D'autres ont cru entendre 40,000. Il y en a même qui ont pensé que le chef de l'Etat se trompait et qu'il voulait dire 400 emplois. Les professionnels de la presse, ont dû réécouter les déclarations de Michel Martelly plusieurs fois avant de se rendre compte que le locataire du palais national ne plaisantait pas. Et comme M. Martelly ne tenait pas ces déclarations un premier Avril, on se rend compte qu'il ne s'agissait pas non plus d'un poisson d'Avril.

Cependant, les experts en économie, les leaders politiques, les analystes politiques et le gros peuple se montrent particulièrement sceptiques quant à la création de ces 400,000 emplois en moins de deux (2) ans par le régime en place. La question a même suscité de vifs commentaires au niveau des forums et des réseaux sociaux. Apparemment, les déclarations de Michel Martelly n'ont convaincu personne. Le chef de l'Etat n'a fourni aucune précision sur les secteurs et les zones du pays où ces emplois ont été créés. Ces emplois ont-ils été créés dans le secteur privé ou le secteur public ? S'agit-il d'emplois directs ou indirects. Là encore, Michel Martelly n'a donné aucune précision. Il n'a pas dit non plus à quelle catégorie de la société appartiennent les nouveaux employés. S'agit-il d'emplois durables, saisonniers ou à haute intensité de main d'œuvre ? Peut-être ! Mais pas nécessairement la quantité dont M. Martelly a parlé. L'intervention du président de la République sur la création d'emploi soulève donc beaucoup plus d'interrogations que de réponses.

Haïti est le pays le plus appauvri des Amériques. C'est d'ailleurs le seul pays du continent américain à faire partie du groupe des pays moins avancés (PMA). Selon les Nations- Unies, près de 80% de la population vivent dans la pauvreté avec moins de 2 dollars américains par jour. Selon le rapport mondial sur l'indice de développement humain (IDH) publié par le Programme des nations-unis pour de développement (PNUD) le 14 mars 2013, Haïti occupe la 161ème place sur 186 pays dans le groupe des pays à « développement humain faible ». Le pays qui, en 2011 était arrivé en 158e position sur 187, a encore chuté dans le classement mondial sur le développement humain. L'indice de développement humain prend en compte trois (3) facteurs fondamentaux : le bien-être matériel (PIB par habitant en PPA), la santé (l'espérance de vie à la naissance, l'éducation (via le taux de scolarisation et le taux d'alphabétisation des adultes). Le produit intérieur brut haïtien était estimé à 1200 dollars américains en 2011. Ces données statistiques mettent en évidence les faiblesses du pays sur le plan économique. Cette situation tend à se détériorer au fil des années en raison de la crise de l'emploi à laquelle le pays se trouve confronté depuis plusieurs décennies. Cette crise découle, bien entendu, de la crise sociopolitique permanente qui affecte Haïti.

Il ne fait aucun doute que l'impact le plus dramatique de la crise haïtienne se situe au niveau de l'emploi. Le chômage est endémique en Haïti. Le pays accuse aujourd'hui un taux de chômage d'environ 80%. La sous-traitance est le plus grand pourvoyeur d'emplois dans le secteur privé. D'autres connaissent une situation de sous-emploi ou de chômage déguisé. Ce qu'ils font ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins au quotidien. Il en résulte que, la moitié de la population vit même dans un état d'indigence totale avec moins de 1 dollar américain par jour. D'où la création d'emplois servirait de booster à la relance de l'économie haïtienne anémiée par plusieurs décennies d'instabilité et de turbulence politique résultant de la lutte pour la prise et/ou le maintien du pouvoir. A cela, s'ajoutent les inégalités sociales profondes qui touchent la première République noire indépendante du monde: entre riches et pauvres, entre hommes et femmes, entre le monde rural et le monde urbain. La création massive d'emplois dans tous les domaines d'activité et dans tous les secteurs, c'est certainement ce dont le pays a le plus immensément besoin, hormis un climat sûr et stable. Rien ne peut expliquer que le régime Tèt Kale ait créé quatre-cents mille emplois sans que cela ne se reflète sur les conditions de vie de la population majoritairement pauvre ou appauvrie qui vit pratiquement dans une situation de misère atroce.



Est-ce l'un des 400.000 emplois de Martelly ?

Contraste flagrant

Entre les déclarations pompeuses du chef de l'Etat sur la création d'un nombre aussi considérable d'emplois dans un pays avec une économie exsangue et les conditions matérielles de vie des haïtiens, il existe un monde de différence. L'impact réel de ces emplois dont la nature n'est pas précisée n'est même pas perceptible sur l'économie du pays. Le pouvoir d'achat de la majorité des haïtiens continue de diminuer vertigineusement. La faim et la misère continuent de se conjuguer pour anéantir les couches les plus défavorisées. Selon l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) plus d'un Haïtien sur quatre est sous-alimenté. La FAO souligne également qu'Haïti fait partie de la vingtaine de pays où une forte majorité de leurs populations sont peu nourries ou pas du tout. Cette réalité met en lumière un contraste flagrant entre les annonces faites par l'administration Martelly/Lamothe sur ses prouesses en matière de création d'emplois. Ceci porte certains observateurs à croire que le pays ne serait pas entre de bonnes mains. Il y a donc de quoi s'inquiéter pour l'avenir du pays. Et l'on se dit même que le pays n'est pas gouverné. Tout se fait avec une désinvolture déconcertante et une absence de sens de responsabilité sans bornes. Les plus hautes autorités du pays seraient-elles en train de se moquer de la misère de leur peuple ?

Alors que l'administration Martelly/Lamothe parle du plein emploi, il est considéré dans l'opinion publique comme le gouvernement de la précarité et de l'insécurité sociale. Selon le Fonds Monétaire International (FMI) en 2011, le taux d'inflation était de l'ordre de 10.4%. L'année 2013 a débuté avec une note particulièrement inquiétante. Selon une enquête conduite par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) au moins 1.5 million d'haïtiens vivent dans une situation d'insécurité alimentaire élevée. La CNSA a fait remarquer que cette situation est due aux ouragans Isaac et Sandy ainsi que la période de sécheresse ayant touché le pays en 2012 et qui ont provoqué des pertes matérielles estimés à près de deux (200) millions de dollars américains. Mais selon l'organisation, l'ensemble des dix (10) départements du pays est concerné par l'insécurité alimentaire. Le coordonnateur de la CNSA, Garry Mathieu souligne que, « 6.7 millions d'Haïtiens vivent dans l'insécurité alimentaire. Ceux d'entre eux qui connaissent une insécurité alimentaire modérée, environ 5 millions, ont accès à une alimentation réduite, soit deux repas par jour, ou encore, un et demi sur trois par jour. » Autant dire que la majorité des haïtiens vivent en situation d'extrême pauvreté. On n'a pas besoin d'être expert en économie pour comprendre que la création de quatre-cents mille emplois aurait un impact significatif sur les conditions de vie de la population. Traditionnellement, en Haïti, une personne qui travaille soutient une famille de dix (10) personnes. Ce qui revient à dire que, la création de quatre-cent mille emplois contribuerait à soulager les souffrances de quatre (4) millions d'Haïtiens.

En été 2012, de nombreuses manifestations anti-gouvernementales ont été organisées dans plusieurs régions du pays. Les haïtiens protestaient contre la faim, la cherté de la vie et la détérioration de leurs conditions de vie. Ils reprochaient au gouvernement de n'être pas soucieux de leur situation. Le prix des produits de première nécessité avait flambé sur le marché local. La situation était si grave qu'on craignait des émeutes de la faim comme ce fut le cas au printemps 2008. Jusqu'ici, les petits programmes sociaux tels que : « Aba grangou, Ti manman Cheri, Ede Pèp, Panye solidarité » lancés par le gouvernement n'ont pas d'impact significatif sur les conditions de vie des masses défavorisées. Ces petits programmes à caractère populiste n'adressent le problème de la faim que de manière superficielle et conjoncturelle. La cherté de la vie constatée en Haïti est avant tout un problème d'ordre structurel lié à un déficit de production nationale. Tant et aussi longtemps que ce problème n'est pas posé dans toute sa profondeur, les solutions tarderont à venir. Les programmes gouvernementaux, loin de soulager les souffrances des masses démunies, participent au renforcement de la précarité sociale en Haïti.

De même, les jobs à haute intensité de main d'œuvres constituent une forme d'emploi précaire. Ce sont des jobs à faible revenu, n'offrant aucune protection sociale ni de garantie de stabilité pour le travailleur. En principe, l'emploi est le moteur de l'économie. Il participe à la dynamisation du système économique. L'emploi favorise aussi une meilleure circulation de capitaux à l'intérieur de l'économie. C'est l'emploi qui assure le pouvoir d'achat des citoyens. Mais l'emploi fait aussi partie des droits fondamentaux d'un individu.

Si quatre-cents mille emplois étaient créés dans le pays au cours des deux dernières années, l'impact d'une telle opération serait notable au niveau de l'économie globale d'Haïti. Le pays connaitrait certainement une croissance économique. L'an dernier, la croissance économique d'Haïti était de 2.8% alors que les projections établies étaient de 6.5. Le FMI estime que, « Le redressement économique devrait s'affermir pendant l'exercice 2013 et les perspectives à moyen terme sont prometteuses, même si elles restent exposées à d'importants aléas négatifs. La croissance devrait s'accélérer et atteindre 6,5 % en 2013, dans l'hypothèse d'une reprise des activités de reconstruction et d'un rebond de l'agriculture. L'inflation devrait rester stable, autour de 5 %. » Il ne s'agit là que des prévisions. Et elles sont conditionnées à une reprise effective des activités de reconstruction. Et le Fonds n'est pas tout à fait optimiste quant à une relance effective de l'économie haïtienne. Dans une note d'information rendue publique le 2 Avril dernier, le Fonds écrit ce qui suit, « Cependant, une dégradation de la conjoncture économique mondiale, le manque persistant de moyens, la recrudescence des tensions politiques et sociales dans le pays — qui sont alimentées par la pauvreté généralisée et la stagnation des niveaux de vie —, et les catastrophes naturelles sont autant de facteurs qui pourraient freiner la reprise fragile et peser sur les perspectives de croissance d'Haïti. »

Quand le président parle de création d'emplois, il a raison au moins sur un plan. D'abord, il a formé un gouvernement pléthorique avec vingt-deux (2) ministres et autant de secrétaires d'Etat. Au niveau des directions générales, il nomme des directeurs généraux adjoints. Une nouveauté, mais surtout une particularité propre au régime Tèt Kale ; car avant cela n'existait pas. Selon ce que rapportent plusieurs députés de la 49e législature dont celui de la circonscription Delmas/Tabarre, Arnel Bélizaire, le personnel des représentations diplomatiques et des consulaires d'Haïti à l'étranger a doublé et presque triplé dans certains cas. Le chef de l'Etat peut aussi compter sur le parc industriel de Caracol pour créer des emplois. A l'initiative du gouvernement, plusieurs opérations « Woy, Woy » (travaux à haute intensité de main d'œuvre) ont été organisées en 2012 notamment à Port-au-Prince à l'occasion des fêtes de fin d'année et au Cap-Haïtien avant le Carnaval national de 2013. Il s'agit en général, de « jobs » temporaires où plusieurs centaines de personnes démunies sont embauchées pour nettoyer les rues à raison de 1000 gourdes pour deux semaines. Il y a bien d'autres travaux entrepris dans d'autres régions du pays en matière de réparation ou constructions de quelques kilomètres de routes. Cependant, si on additionne le nombre de tous les travailleurs engagés sur les différents chantiers réels ou supposés dont Michel Martelly a parlé, il sera difficile de justifier le chiffre des quatre-cents mille emplois.

Le parc industriel prévoit la création de 20,000 emplois dans un premier temps, pour atteindre 60,000 à 80,000 d'ici quatre à cinq ans. Jusqu'ici, les activités n'ont pas encore atteint leur vitesse de croisière au niveau du parc de Caracol. Autant dire que les promesses

Suite à la page (15)



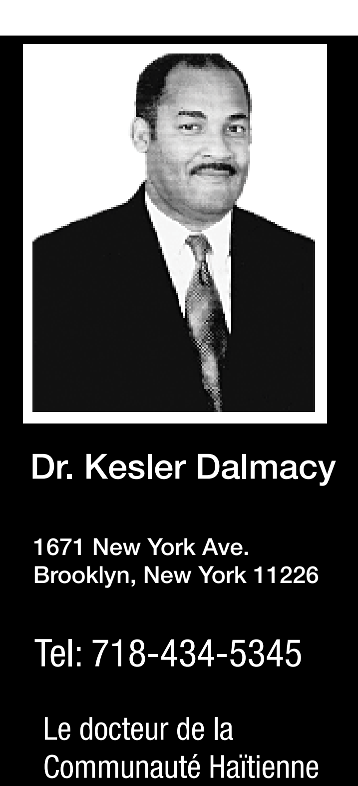
• Vitamins
• Herbs
• Supplements

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 421-6030
Local: 718

www.PotentialVegetal.com





29 Mars 1987-29 Mars 2013:

26 ans de massacre, de colonisation et de déconstruction constitutionnelle en Haïti !

Par Hervé Jean-Michel

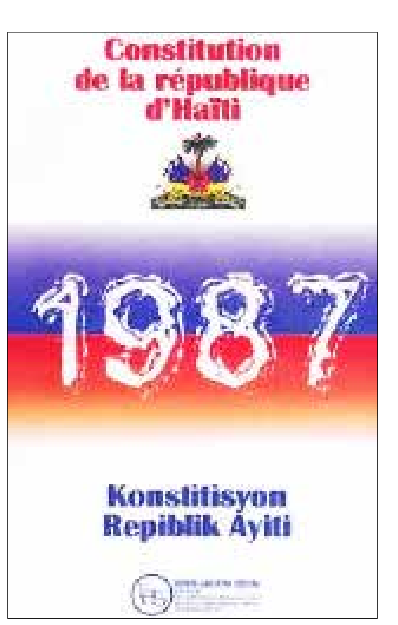
26 années se sont déjà écoulées dans l'horloge du temps, depuis que le peuple haïtien a ratifié par voie référendaire la constitution du 29 Mars 1987. Cette constitution était née dans un contexte spécifique, le contexte post-duvaliérien qui a vu Haïti surgir, s'émergeant à peine d'une dictature trentenaire, la dictature la plus rétrograde, la plus sous-développée, la plus ploutocratique, la plus haïticidaire de notre continent. Bien sûr, une dictature soutenue, renforcée, par l'Occident civilisé, colonio-esclavagiste. Pendant les 29 ans de la gestion dictatoriale d'Haïti, le duvaliérisme n'a même pas eu la décence d'inculquer, un tant soit peu d'alphabétisation au peuple haïtien. C'est l'exclusion sociale dans toute sa splendeur : maintenir les masses dans les ténèbres de l'ignorance pour les asservir et les contraindre à soutenir l'aristocratisme des « papa et bébé Doc Duvalier ». De 1957 à 1986, Haïti a vécu le règne de la peur, de l'insécurité, de la méfiance, de l'individualisme, de l'égocentrisme, de la renégation, du repliement sur soi, de l'espionnage, de la torture et de la mort.

Le plus dramatique, est que ce régime et tous ses thuriféraires croyaient qu'ils agissaient au nom du bien et pour le bien de tous les Haïtiens. C'est pourquoi l'intolérance, l'exclusivisme était sa note dominante. Il croyait qu'il avait reçu d'une quelconque puissance invisible, le don de l'omniscience, de l'omniprésence de conduire Haïti vers le « salut ». Rien, non rien ne pouvait conduire à la raison, à la réflexion scientifique, à l'humanisme, ce duvaliérisme qui se croyait être maître d'Haïti, maître des vies et des biens de tous ses habitants, confortablement installé dans le bloc des colonisateurs.

Voilà le crédo idéologique dans lequel s'enracine cette philosophie du pouvoir, qui n'a même pas épargné de la peine capitale : des enfants, des bébés, qui n'ont même pas conscience qu'ils existent encore, qu'ils sont présents au monde. Voilà donc l'Haïti spécifique qui a vu naître la constitution de 1987. Une Haïti hésitante qui se questionnait, qui cherchait à pousser ses revendications pour en finir avec l'exclusion sociale. Une Haïti qui parlait, du moins qui a renoué avec la parole, qui s'évertuait à créer des organisations pour la défense et l'illustration des droits du citoyen. Une Haïti qui en dépit de son analphabétisme, a pu prendre lentement conscience de l'ampleur des inégalités socio-économiques et des complicités de certains dans la mainmise, le pillage, le gaspillage des richesses de la Nation. Une Haïti qui s'était engagée dans la militance, parce que, comprenant que le départ de la dictature, sans la dissolution des structures qui l'ont engendrée, ne saurait entrainer aucun changement qualitatif dans le pays, mais plutôt une sorte de « ôte-toi de là que je m'y mette ».

Remplacer Duvalier par l'Armée d'Haïti, c'est du blanc bonnet, bonnet blanc, c'est du pareil au même, c'est faire que les choses changent, alors qu'elles restent toujours les mêmes. On comprend donc qu'une constitution élaborée sous l'égide de l'Armée d'Haïti, ne saurait être respectée pour servir au bonheur du peuple et de la Nation dans son ensemble. Donc après le référendum constitutionnel, ratifié par le peuple, la loi-mère allait subir de graves violations de la part du régime « après nous c'est nous ». L'idée, pour les partisans du statu quo, était de faire croire au peuple que ses revendications allaient être prises en compte et respectées ; que tout allait être différent sous l'égide de l'Armée d'Haïti, dont la mission était, non seulement de protéger les vies et les biens, mais aussi et surtout de faire fructifier la démocratie par la promotion des lois et de la constitution du pays.

C'était mal comprendre cet appareil de violence et de répression, forgé de toutes pièces pour renforcer les structures d'exclusion sociale, maintenir et éterniser les pouvoirs des oligarchies sur les masses exploitées. La constitution ratifiée le 29 Mars 1987 par le peuple haïtien, a été l'objet d'immenses violations, les unes plus flagrantes que les autres. Dans cette réflexion, il n'est pas du tout aisé d'en citer toutes, mais quelques-unes parmi les plus notoires. Si la constitution confie au peuple la mission de choisir, dans des élections libres, légitimes et constitutionnelles, les dirigeants qui doivent présider à sa destinée historique, les accapareurs de pouvoir, ceux-là qui nient naturellement toute participation populaire, ne l'entendent pas de cette oreille. C'est pourquoi, parmi les violations suprêmes, le massacre de la ruelle Vaillant, le dimanche 29 novembre 1987, neuf (9) mois seulement après le vote référendaire, doit figurer en pole position.



Notre constitution est violée, souillée, détruite, pour que nous autres d'Haïti, soyons toujours agenouillés aux pieds des grands seigneurs et maîtres des vies et des biens du monde !

Le peuple haïtien, le 29 Novembre 1987, était coupable d'un seul crime, celui de vouloir participer, carte électorale en main, aux premières élections libres et démocratiques dans le pays, après la ratification de notre charte nationale. Ce crime de lèse-patrie, de lèse-humanité dont le peuple est accusé, est la preuve qu'en Haïti, les grands seigneurs, les grands maîtres des vies et des biens de tous n'accepteraient jamais l'éclosion, la construction et l'épanouissement d'un Etat-Nation ; la seule structure apte à rassembler tous les Haïtiens, à quelque niveau, classe sociale, appartenance idéologique-politique, position de classe, place de classe, pour un total dépassement de l'Etat-aristocratique, traditionnellement exclusiviste en Haïti. L'Etat-Nation qui doit être fondé en Haïti, doit l'être sur les ruines de l'Etat-d'exclusion actuel, pour remettre à l'ordre du jour la révolution transformatrice, créatrice de vie et de bonheur pour l'ensemble du peuple haïtien.

Quand l'Armée d'Haïti, dirigée par le général Namphy, président du Conseil National de Gouvernement (CNG), a fait couler le sang du peuple, en maculant la constitution du pays, tout le monde, précisément ceux qui étaient doués du sens de l'histoire, savaient que c'était le point de départ de l'escalade de la violence, pour briser l'élan, l'ardeur combative du peuple haïtien, qui a osé rêver d'un Etat de droit, d'un système démocratique en Haïti. Bien sûr, *« la percée louverturienne de Lesly François Manigat le 7 février 1988 » à l'issue des mascarades électorales organisées par cette armée de la mort, a été l'évidence qu'Haïti était condamnée à la lutte permanente. La suite des événements allait confirmer cette véridique prédiction. 16 décembre 1990, le peuple haïtien, dans son écrasante majorité, s'était lancé à la conquête de la démocratie, de la construction d'un Etat de droit.* C'était la belle promesse d'un beau lendemain souriant, chanteur et rêveur. Ça y est, le peuple joyeux, heureux, croyait pouvoir vivre ce beau lendemain.

Pouvait-il croire que ce lendemain n'allait jamais être atteint, parce que tout simplement les maîtres des vies et des biens d'ici et d'ailleurs, l'avaient décidé autrement !

Pouvait-il croire, ce courageux peuple haïtien, que cette belle promesse allait être noyée, maculée dans les vêpres des 29 et 30 septembre 1991 ?Pourtant les forces des ténèbres ont écrit ces pages sombres de notre histoire, avec des fusils, des larmes, du sang et des cadavres ! Le peuple haïtien a payé de sa vie, les belles illusions dorées, les beaux rêves bleus, d'une Haïti d'inclusion sociale, à la hauteur, à la dimension de l'idéal pour lequel nos aïeux s'étaient battus pour forger cette nation.

Quand les putschistes d'ici et d'ailleurs ont déclenché le coup d'Etat des 29 et 30 septembre 1991, en fauchant des vies humaines, ils entendaient définitivement instaurer le règne de la terreur-terreur, sans espoir pour le peuple d'un retour à la normalité constitutionnelle. C'étaient ces lignes de force que ces putschistes voulaient imprimer à notre histoire. Notre histoire ne parlerait que de cadavres, de misère, de souffrance, de haine, de colonio-esclavagisme, de mensonge, de désespoir, d'exclusion sociale, de renégation et de nihilisme. Cette belle histoire d'Haïti, inaugurée par les preux de 1804, ne saurait malgré les aléas des circonstances, être vouée *à la mort éternelle. Nous devons reconnaître que l'histoire des peuples du Tiers-Monde, est le lieu de grandes turbulences.* Pour parvenir à consommer quelques-unes de ses délicieux fruits il nous faut du temps et surtout de la patience. Si le colonialisme instauré par l'Occident, débuté en 1492 pour ne s'achever que le 1er Janvier 1804, soit plus de trois siècles d'asservissement nous hante encore, nous les Haïtiens, devons reconnaitre qu'il est indispensable que nous finissions par extirper le néo-colonialisme pour fonder définitivement une nation souveraine.

Nous devons apprendre à forger des armes indestructibles, invincibles qui sont : l'éducation des peuples et la construction d'un cercle de solidarité, qui doivent permettre de nous ouvrir à l'ensemble des pays néo-colonisés, désireux et décidés de briser le joug de la dépendance pour l'explosion d'un monde dans lequel l'autodétermination est la règle d'or. Les Haïtiens, aujourd'hui plus que jamais, doivent apprendre à tirer des leçons de l'histoire, dans la mesure où premier pays à offrir au monde un modèle démocratique, Haïti gît à la traîne, dans l'opprobre d'une occupation militaro-économico-politique, vivant dans la souillure de la mendicité internationale. Le pays de Dessalines doit émerger à la dignité pour exorciser les vieux démons du colonio-esclavagisme et du *néocolonio-impérialisme pour déployer son étendard dans le concert des nations libres.*

Notre constitution est violée, souillée, détruite, pour que nous autres d'Ha*ïti, soyons* **toujours agenouillés aux pieds des grands seigneurs et maîtres des vies et des biens du monde !** Si nos ancêtres, tout va-nu-pieds qu'ils étaient, ont pu redresser l'échine face aux atrocités coloniales, a fortiori, combien nous autres, civilisés que nous prétendons être, ne puissions-nous pas briser les contradictions qui nous maintiennent attachés au char de la servitude, de l'exploitation, de l'égocentrisme, des vils préjugés de couleur et d'autres qui nourrissent en nous une prétendue supériorité. Ce sont toutes ces maladies contagieuses, héréditaires du colonialisme, qui bloquent la construction de notre unité historique de peuple, pour refonder la solidarité, libératrice, émancipatrice de notre patrie.

Ce sont les élites qui devraient se plaindre de l'obstination des masses, à ne plus vouloir emprunter le chemin de la libération, et non le contraire. Malheureusement, nos élites qui devraient être nos yeux d'argus, nos oreilles vigilantes, toujours à l'écoute, la sécrétion de la pensée intelligente, libératrice, la voix qui résonne dans l'obscurité de l'ignorance et de l'égarement, à l'instar de la mère-poule qui par son gloussement rassemble ses poussins ; se tiennent dans l'éloignement, se réjouissent de nos malheurs, se raffolent de la suprématie de leur pouvoir, de leur avoir et de leur savoir.

Notre récente histoire nous a appris que les masses peuvent, d'une certaine manière, compter sur la solidarité d'une fraction de ces élites pour sortir de ce trou noir, de cette profondeur abyssale qui les retiennent prisonnières. Comme disait Lénine *« Mieux vaut moins mais mieux »*. Il s'agit d'en tirer parti de cette situation pour construire la politique de *« deux pas en avant un pas en arrière»*. Nous ne pouvons pas demander à l'histoire ce qu'elle ne peut pas nous offrir immédiatement, mais nous devons construire notre pas en avant, avec le possible-possible.

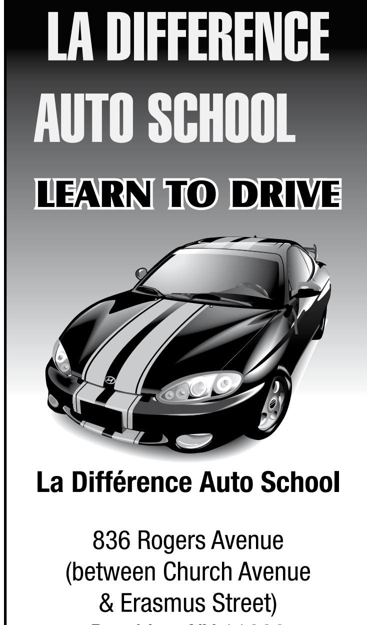
L'important est de nous assurer que nous devons aller de l'avant, de préparer le peuple par l'éducation, l'information, la bonne instruction, pour créer les conditions objectives d'un minimum d'acquisition politique, en attendant que vienne la saison du succès. Nous devons ouvrir le débat et nous préparer aux grandes confrontations politico-idéologiques, avec le souci que nous avons la vérité pour boussole, le savoir pour instrument et la légitimité pour espérance. Les Haïtiens devraient prendre conscience de la triste et catastrophique réalité de leur pays, eu égard au plan concocté par l'ensemble des Etats impérialistes pour le classer, le reléguer et le maintenir dans la catégorie de ce qu'ils appellent « Les Etats voyous, faibles et en déroute ». Après l'attentat du 11 septembre 2001, l'administration Bush, dans le but de déstabiliser Haïti, de le rayer de la carte des Etats souverains, a forgé l'alibi selon lequel certains terroristes d'Al-Qaïda sont passés par Haïti et ont obtenu protection du gouvernement haïtien avant de se diriger sur les lieux du crime. Cette gratuite et terrible accusation, malheureusement, a eu l'adhésion des politiciens et de l'oligarchie haïtienne, absolument déterminés à détruire le

Suite à la page (15)

INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER
Immigration & Tax Services
• Tax Preparation
• Refund Anticipation Check (RAC)
• Electronic Filing
• Business Tax
• Tax ID
• Real Estate


General Manager: Jerry Masters
1814 Nostrand Avenue
(Between Clarendon & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
Tel: 646.340.2561
Cell: 917.517.4216
Email: g.cadesca@verizon.net

• Immigration Petition
• Green Card
• Citizenship
• Passport Picture
• Notary Public



Wikileaks Exhumed Cables Reveal:

How the S. Resumed Military Aid to Duvalier

By Kim Ives

A chorus of outrage is building against former Haitian president Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier as he sits in the dock of a Haitian court, charged with crimes against humanity during his 15-year rule. However, the U.S. government remains strangely and completely silent. A 40-year-old trove of diplomatic cables, newly unearthed by WikiLeaks, helps explain why.



Jean-Claude Duvalier shaking hands with a U.S. military officer in the early 1970s. Does Washington's military support for Baby Doc when he was in power explain its silence about his prosecution for human rights crimes today?

Around midnight in the early morning hours of Jul. 23, 1973, a fire broke out in the packed armory of Haitian dictator Jean-Claude Duvalier's National Palace.

Almost immediately, "President-for-Life" Duvalier and his Army Chief of Staff, General Claude Raymond, telephoned the U.S. Embassy's Deputy Chief of Mission, Thomas J. Corcoran, to tell him about the fire and ask for U.S. assistance in putting it out.

The destruction of Haiti's large weapons cache became, in the following days, the perfect excuse to resume the sale of military weapons as well as military aid and training to the Duvalier dictatorship, after it had been halted during the 1960s under the notorious regime of François "Papa Doc" Duvalier.

Haïti Liberté has been able to reconstruct a clear picture of this pivotal historical moment thanks to a new website constructed by WikiLeaks called the *Public Library of U.S. Diplomacy* or PlusD. The site enables searching of over 1.7 million State Department cables from 1973 to 1976 which had been declassified and stored in the U.S. National Archives, but which were all but inaccessible due to the form in which they were kept.

Haïti Liberté is one of 18 media partners worldwide to which WikiLeaks provided exclusive access to the PlusD search engine in early March, prior to its unveiling for public use on Apr. 8. This article is one of several which *Haïti Liberté* is planning based on the cables from the 1970s.

"General Raymond and President Duvalier telephoned me at 0245 [2:45 a.m.] to report fire in National Palace and to request fire extinguishers which we dispatched," Corcoran explained in a Jul. 23, 1973 Confidential cable. "At about 0325 Foreign Minister [Adrien] Raymond informed me fire was spreading throughout ammunition storage including small arms and artillery ammo and beyond control of local firefighting facilities."

The U.S. immediately deployed a team of nine military fire-fighters from its naval base at Guantanamo Bay, Cuba. They "acted without regard for their personal safety in fighting the fire in an area in which a large variety of explosive ordnance had been stored and exposed to intense heat over a period of hours," Corcoran wrote in a Jul. 27, 1973 cable commending their valor.

On Jul. 24, 1973, the day immediately after the fire, Foreign Minister Raymond "summoned" Corcoran and "presented [him] a list of ammunition and mortars which GOH [the Government of Haiti] urgently desires to purchase for the 'maintenance of public peace, the tranquillity of families and protection of property.'"

Adrien "on instructions of President Jean-Claude Duvalier" urgently requested millions of rounds of ammunition for Haiti's Army. Among the largest items on the long list were 1.5 million 30 caliber rounds for M-1 rifles, 800,000 rounds for 50 caliber machine guns, 600,000 5.56 mm rounds for M-16 automatic rifles, and 400,000 9mm rounds for Uzi submachine guns. Duvalier also wanted dozens of mortars and tens of thousands of mortar shells.

2. LIST OF AMMUNITION GOH DESIRES TO PURCHASE FROM USG:

A. 400,000 RDS 45 CALIBER PISTOL AMMO.
B. 400,000 RDS 9 MM AMMO (ISRAELI UZI)
C. 1,500,000 RDS 30 CALIBER M-1 AMMO (BAR AND M-1 RIFLE)
D. 2,000 LOADED METAL BELTS FOR 30 CALIBER MACHINE GUN 1919 A 4
E. 300,000 RDS 30 CALIBER CARBINE M-2 AMMO
F. 600,000 RDS 5.56 CALIBER AMMO (M-16)
G. 1,000,000 RDS 12.7 CALIBER AMMO (ITALIAN BREDA)
CONFIDENTIAL

CONFIDENTIAL

PAGE 02 PORT A 01248 242203Z

#. 500 LOADED METAL BELTS FOR 12.7

I. 800,000 RDS 50 CALIBER MACHINE GUN AMMO
J. 500 LOADED METAL BELTS FOR CALIBER MACHINE GUN
K. 15,000 RDS 60 MM MORTAR AMMO
L. 10,000 RDS 81 MM MORTAR AMMO
M. 200,000 RDS 38 SPECIAL AMMO
N. 100,000 RDS 9 MM (SHORT) PISTOL AMMO
O. 30 60 MM MORTARS
P. 15 81 MM MORTARS
Q. 400,000 RDS 20 MM AMMO
R. 100,000 RDS 40 MM AMMO
S. 10,000 RDS 37 MM AMMO

3. RAYMOND STRESSED URGENCY OF GOH'S DESIRE FOR THESE ITEMS AND TTS READINESS TO PAY FOR THEM UNDER FMS SALES. HE ALSO SAID THAT IF US WERE WILLING TO CONSIDER GRANTS OR LONG TERM LOANS FOR THESE ITEMS AND SUCH THINGS AS UNIFORMS DESTROYED IN FIRE THAT WOULD BE HELPFUL. I SUGGESTED THAT IT WOULD BE BEST TO ADDRESS GOH'S MOST URGENT NEEDS TO A SALES BASIS SINCE HAITI WAS QUALIFIED FOR FMS SALES. I ALSO SAID THAT I HOPED GOH WOULD ADDRESS QUESTIONS OF MAGAZINE TEMPERATURE

A Confidential cable from the U.S. Embassy in Haiti to Washington on July 24, 1973 requesting ammunition for the Haitian government

The Haitian Army had never waged war against any enemy other than the Haitian people. Nonetheless, Corcoran and the U.S. Embassy's military attaché called the list "reasonable" and "strongly recommend[ed] approval of sale," the cable said.

In the following weeks, Haiti's military laundry list would grow in length and breadth, asking not just for more ammunition but also for weapons and supplies, including 38 and 45 caliber handguns, M-1 rifles, M-2 carbines, 30 and 50 mm machine guns, 60 and 81 mm mortars, grenade launchers, cartridge belts, and high-capacity ammo clips.

On Jul. 25, 1973, Corcoran sent another Confidential cable where he encouraged the State and Defense Departments "to take quickest possible action" and make an "extraordinary effort to expedite paper work" to reply favorably to Duvalier's request because, among other reasons, "the Haitian Government is prepared to pay for its requirements, and there is no reason why the US should not get the sale." (Not long before, Haiti had bought weapons from Israel and Jordan, as well as "from 'fast-buck' private arms dealers," according to Corcoran.)

Furthermore, Duvalier's "request seems an excellent opportunity to strengthen U.S. influence even more with the GOH... and to win the goodwill of individual Haitian military officers," Corcoran wrote in the cable.

The U.S. had curtailed military aid and sales to Haiti after François Duvalier expelled a U.S. Marine Mission from the country in 1963. But following Papa Doc's death in April 1971, his son "Baby Doc" inherited the "Presidency for Life" and began to repair and improve relations with the U.S., from which he wanted aid and investment.

Indeed, the sale was approved and the "GOH delivered to [the U.S.] Embassy Sept. 19, 1973 check no. 163211 drawn on National Bank of Republic of Haiti same date payable to USAFSA [United States Army Forces in South America] in amount of dollars $273,411.40," Corcoran wrote in a Sep. 19, 1973 cable. The sale was equivalent to over $1.4 million in 2013 dollars.

Nonetheless, the U.S. was worried about appearances, and Corcoran wrote in an Aug. 17, 1973 cable that "no, repeat no, USG [U.S. Government] aircraft delivery [is] contemplated." Instead the guns and ammo arrived on two Pan Am charter flights on Sep. 26 and Oct. 1, 1973, the cables show.

Around the same time, the U.S. Embassy was also negotiating with the regime for the sale of six "Cadillac-Gage commando armored cars," two of which would be used for the Leopards, an elite counter-insurgency unit of the Haitian army.

The U.S. wanted to proceed with the sale of just four cars, the request for which had been made in June, before the armory fire. The Embassy wanted to finish with the pending ammunition and weapons sale "before addressing [the] problem of [the] other two cars," but Duvalier had threatened to take his business elsewhere, namely to the French, Corcoran explained in an Aug. 31, 1973 cable. He recommended that "that State/Defense [Departments] reply gently to implied threat to transfer order to French firm that financial outlay of that sort to French company at time U.S. giving economic assistance to Haiti might raise all sorts of questions."



Jean-Claude dressed in uniform of the Leopards, a counter-insurgency unit of the Haitian Army. Washington resumed military aid to train and fund Baby Doc's forces despite continuing political killings, imprisonment, and torture under his regime.

Military aid was also being resumed in this period. The "Embassy can understand Haiti's exclusion from the list of countries eligible for grant military training in the 1960s, owing to political conditions prevailing at that time," Corcoran argued in a Nov. 23, 1973 cable. "However, times in Haiti have changed. The country has a new, young president moving in some positive new directions." He claimed that "in the past few years, repression has been markedly and genuinely eased in Haiti" and that the government was showing "political restraint" and "a clear desire to do more for the economic development of the country."

Most importantly, "in international organizations, the new government in Haiti has been a dependable, good friend of the U.S., for whatever that is worth," Corcoran wrote. "All these are positive tendencies which it seems to us should be encouraged."

This was "why we believe some grant military training for Haiti is very much in our interests," because, among other things, it provided "the opportunity to establish some influence with the whole generation of younger Haitian military officers who know nothing of the U.S.."

"In sum," Corcoran concluded, "it seems illogical that Haiti... should still be singled out for total exclusion from grant training programs enjoyed by nearly every other nation of the hemisphere for many years -- training which will contribute substantially to advancing a number of our important interests in the region."

Indeed, U.S. military aid was resumed, specifically to train units like the Leopards, which was described by the National Coalition for Haitian Rights in a 1986 report as"particularly brutal in dealing with civilians."

Researcher Jeb Sprague explains in his new book "Paramilitarism and the Assault on Democracy in Haiti" that the Leopards were trained and equipped "by former U.S. marine instructors who were working through a company (Aerotrade International and Aerotrade Inc) under contract with the CIA and signed off by the U.S. Department of State. Baby Doc himself trained with the Leopards, forming particularly close bonds with some in the force. A U.S. military attaché bragged that the creation of the force had been his idea. Aerotrade's CEO, James Byers, interviewed on camera, explained that he had 'no trouble exporting massive quantities of arms. The State Department signed off on the licenses, and the CIA had copies of all the contracts. M-16 fully automatic weapons, thousands and thousands of rounds of ammunition, patrol boats, T-28 aircraft, Sikorsky helicopters. Thirty-caliber machine guns. Fifty-caliber machine guns. Mortars. Twenty-millimeter rapid-fire cannons. Armored troop carriers.' A handful of veterans from this force would later serve, off and on, as key figures in various paramilitary forces" which the U.S. used to carry out and maintain coups against the governments of President Jean-Bertrand Aristide in 1991 and 2004.

Jean-Claude Duvalier, who returned to Haiti in January 2011 from a 25 year golden exile in France, is now technically under house arrest in Haiti. An appeals court is receiving testimony and evidence from witnesses charging that Duvalier must be tried for crimes against humanity. Haitian and international human rights groups have documented hundreds of cases of torture and extrajudicial killings and imprisonments under Baby Doc's 15 year rule from 1971 to 1986. In January 2012, investigating judge Carves Jean dismissed the human rights charges against Duvalier, arguing that the statute of limitations had expired. The appeals court may overrule that decision.

About 7,000 of the 1.7 million secret diplomatic cables from 1973 to 1976 deal with Haiti. The cables "were reviewed by the United States Department of State's systematic 25-year

continued on p(15)

SCÉNARIO PRÉCONÇU D'OBAMA E
NUCLÉAIRE EN

Par Peter Symonds

Au cours du mois passé, le gouvernement Obama s'est livré à des provocations téméraires contre la Corée du Nord, envenimant les tensions en Asie du Nord-Est et accentuant les risques de guerre. Sa campagne s'est accompagnée d'une diabolisation incessante du régime nord-coréen et d'affirmations selon lesquelles le renforcement militaire américain était purement « défensif ».

Le Wall Street Journal et CNN ont toutefois révélé, jeudi 4 mars, que le Pentagone suivait à la lettre un plan du nom de playbook (scénario préconçu), qui a été élaboré il y des mois et approuvé par le gouvernement Obama au début de l'année. Les vols à destination de la Corée du Sud effectués les 8 et 26 mars par les bombardiers nucléaires B-52, le 28 mars par les bombardiers B-2 et le 31 mars par les avions de chasse furtifs F-22 Raptor faisaient tous partie de ce scénario.

Il n'y a bien sûr rien de « défensif » en ce qui concerne les bombardiers stratégiques B-52 et B-2 porteurs d'armes nucléaires. Ces vols étaient, en premier lieu, censés prouver à la Corée du Nord la capacité de l'armée américaine à perpétrer des frappes nucléaires à volonté n'importe où en Asie du Nord-Est. Le Pentagone a aussi profité de l'occasion pour annoncer le renforcement des systèmes de défense antimissile balistique en Asie-Pacifique et le stationnement de deux bâtiments de guerre américains dotés d'équipement antimissile au large des côtes de la Corée.

Selon CNN, le playbook a été élaboré par l'ancien secrétaire à la Défense Leon Panetta et « expressément soutenu » par son remplaçant, Chuck Hagel. Le projet se fonde sur des évaluations du renseignement américain disant qu'il « n'y a qu'une faible probabilité de réponse militaire de la Corée du Nord » – en d'autres termes, que Pyongyang ne pose pas de menace sérieuse. Des responsables américains non nommés ont affirmé que Washington était actuellement en train de faire marche arrière, sur fond d'inquiétudes selon lesquelles les provocations américaines « pourraient entraîner une erreur d'appréciation » de la part de la Corée du Nord.

Cependant, après avoir délibérément mis le feu à l'une des plus dangereuses poudrières d'Asie, rien n'indique que le gouvernement Obama est en train de reculer. En effet, mercredi le secrétaire à la Défense Hagel



De gauche à droite le secrétaire à la Défense Chuck Hagel, le Président Barack Obama et le nouveau directeur de la CIA John Brennan

a souligné la menace militaire posée par la Corée du Nord en déclarant que le pays représentait « un danger grave et immédiat. » Le choix des mots était délibéré et menaçant – une reprise de la phrase « un danger grave et présent » utilisée pour justifier les guerres d'agression américaines passées.


L'armée de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) communément appelé la Corée du Nord

Le régime nord coréen instable et divisé a directement fait le jeu de Washington. Ses déclarations belliqueuses et ses menaces militaires creuses n'ont rien à voir avec une lutte authentique contre l'impérialisme et sont hostiles aux intérêts de la classe ouvrière internationale. Loin de s'opposer à l'impérialisme, ces dirigeants staliniens recherchent un accord avec les Etats-Unis et leurs alliés afin de mettre un terme à leur blocus économique qui dure depuis des décennies et d'ouvrir le pays aux entreprises internationales comme nouvelle plateforme de main-d'œuvre à bon marché.

Comme le montre la présente confrontation, l'acquisition de quelques armes nucléaires rudimentaires par Pyongyang n'a en aucune manière accru sa défense face à une attaque américaine. Les deux bombardiers B-2 stealth qui ont été déployés en Corée du Sud pourraient déchaîner suffisamment d'armes nucléaires pour détruire l'ensemble des capacités industrielles et militaires du pays et faire bien plus de victimes que les deux millions de civils tués durant les trois années de guerre menées par les Etats-Unis en Corée dans les années 1950.

Les menaces téméraires lancées par la Corée du Nord d'attaquer des villes américaines, japonaises et sud-coréennes ne font qu'aggraver le climat de crainte que les classes dirigeantes utilisent pour diviser la classe ouvrière internationale – l'unique force sociale capable d'empêcher la guerre.

Les commentateurs des médias internationaux n'arrêtent pas de spéculer sur les raisons du comportement du régime nord-coréen. Mais, la véritable question qui n'est jamais posée devrait être : pourquoi le gouvernement Obama s'est-il livré à une dangereuse escalade des tensions en Asie du Nord-Est ? Les toutes récentes décisions prises par l'armée américaine vont bien au-delà des démarches entreprises en décembre 2010 lorsque les forces navales américaines et sud-coréennes avaient mené des exercices conjoints dans les eaux adjacentes à

Des missiles coréennes


Le jeune lea

ET LA MENACE DE GUERRE
N ASIE !



Kim Jong-un entouré de ses militaires

la fois à la Corée du Nord et à la Chine.

Le playbook d'Obama pour la Corée du Nord n'est qu'un des aspects du soi-disant « pivot vers l'Asie », une stratégie diplomatique, économique et militaire complète visant à garantir l'hégémonie américaine continue en Asie. Les Etats-Unis ont attisé des points névralgiques partout dans la région et en ont créé de nouveaux, tel le conflit entre le Japon et la Chine sur les îles contestées de Senkaku/Diaoyu en Mer de Chine orientale. La principale cible d'Obama n'est pas la Corée du Nord qui est économiquement en faillite, mais son alliée, la Chine que Washington considère être un rival potentiel dangereux. Poussé par l'aggravation de la crise économique mondiale, l'impérialisme américain recourt à sa puissance militaire pour asseoir son hégémonie sur l'Asie et l'ensemble de la planète.

Les Etats-Unis ont déclaré que



Le bombardier furtif américain B-52 (Photo : Bobbie Garcia, US Forces Korea)



ader nord-coréen, Kim Jong-un, le 24 mars dernier

leurs préparatifs militaires contre la Corée du Nord visent à « rassurer » leurs alliés, le Japon et la Corée du Sud, qu'ils les protègeront. Des figures éminentes de ces deux pays ont réclamé le développement de leurs propres armes nucléaires. Les « garanties » américaines visent à empêcher une course aux armes nucléaires en Asie du Nord-Est, non pas pour garantir la paix mais pour consolider le monopole nucléaire américain.

Le durcissement progressif des tensions au sujet de la Corée du Nord exerce d'énormes pressions sur la Chine et la direction nouvellement sélectionnée du Parti communiste chinois. Un débat public sans précédent a débuté à Beijing pour savoir si oui ou non il fallait continuer de soutenir Pyongyang. La direction chinoise a toujours considéré le régime nord-coréen comme une importante zone tampon à ses frontières au Nord-Est mais elle craint maintenant que les tensions constantes sur la péninsule coréenne ne soient exploitées par les Etats-Unis et leurs alliés pour lancer un énorme renforcement militaire.

Toutes les démarches entreprises par le Pentagone au cours de ces derniers mois, à savoir l'amélioration des systèmes antimissiles et les vols d'entraînement des bombardiers nucléaires, ont renforcé la capacité des Etats-Unis à mener une guerre nucléaire contre la Chine. De plus, il est possible que les Etats-Unis ne veuillent pas provoquer de guerre, mais leurs provocations risquent à tout moment d'échapper dangereusement à tout contrôle. Le playbook d'Obama pour la guerre en Asie contient certainement beaucoup d'autres mesures, en plus de la poignée qui a été divulguée à la presse. Le Pentagone prépare toutes les éventualités, y compris la possibilité que la crise coréenne débouche sur une catastrophe nucléaire dans un affrontement entre les Etats-Unis et la Chine.

La seule solution face au danger de guerre nucléaire est l'abolition de ce qui provoque la guerre, à savoir le système capitaliste en faillite et sa division dépassée du monde en Etat-nations rivaux. Les travailleurs en Chine, aux Etats-Unis, en Corée et dans le monde entier doivent rejeter toutes les formes de nationalisme et de chauvinisme pour s'unir dans une lutte commune pour une économie socialiste mondialement planifiée qui mettra fin à la barbarie de la guerre.

Wsws 5 avril 2013

Réflexions du compañero Fidel Castro Le devoir d'éviter une guerre en Corée

J'ai signalé voilà quelques jours les graves périls qui menacent aujourd'hui l'humanité. La vie intelligente est apparue sur notre planète, sauf nouvelles découvertes qui l'infirment, il y a environ deux cent mille ans.

Ne confondons pas la vie intelligente avec la vie tout court qui est apparue voilà des millions d'années sous ses formes élémentaires dans notre système solaire.

Il existe une quantité pratiquement infinie de formes de vie. Les scientifiques les plus éminents du monde ont même déjà conçu l'idée, à partir des instruments les plus perfectionnés, de reproduire les sons qui suivirent le big bang, cette grande explosion survenue voilà plus de 13,7 milliards d'années.

Cette introduction serait trop longue, n'était-ce qu'elle traduit bien la gravité de la situation incroyablement absurde qui vient de se créer dans la péninsule coréenne, dans une zone géographique où vivent presque cinq des sept milliards d'habitants de notre planète.

C'est là un des pires risques de guerre nucléaire qui apparaît depuis la crise des Missiles de 1962, déclenchée autour de Cuba voilà cinquante ans.

La guerre qui éclata dans cette péninsule en 1950 coûta des millions de vies. Cinq ans à peine auparavant, deux bombes atomiques avaient tué et irradié en quelques minutes des centaines de milliers d'habitants des villes civiles d'Hiroshima et de Nagasaki.

Le général Douglas MacArthur voulut utiliser les armes atomiques contre la République populaire démocratique de Corée, mais jusqu'à Harry Truman le lui interdit.

La République populaire de Chine perdit, selon ce qu'on affirme, un million de soldats pour empêcher qu'une armée ennemie ne s'installe à ses frontières. Pour sa part, l'URSS livra des armes, et fournit un appui aérien et une aide technologique et économique.

J'ai eu l'honneur de connaître Kim Il Sung, une figure historique, quelqu'un de notoirement courageux et révolutionnaire.

Si une guerre éclatait, les peuples des deux parties de la péninsule seraient les premiers décimés, sans le moindre avantage pour eux.

La République populaire démocratique de Corée a toujours été amicale envers Cuba, de la même manière que Cuba l'a été et le restera. Maintenant qu'elle a fait la preuve de ses avancées techniques et scientifiques, nous lui rappelons ses devoirs envers les pays qui ont été ses grands amis, car il ne serait pas juste qu'elle oublie que cette guerre toucherait tout spécialement plus de 70 p. 100 de la population de la planète.

Si un conflit de cette nature éclatait, Barack Obama, au second mandat de son administration, serait enseveli sous un tombereau d'images qui en ferait le personnage le plus sinistre de l'histoire étasunienne. Le devoir de l'éviter lui incombe, à lui et au peuple étasunien.

Fidel Castro Ruz
4 avril 2013
23 h 12

Hommage à Hugo Chavez au Forum social mondial, Tunis, 29 mars 2013



Quel que soit le continent où nous vivons, l'action de Chavez est et sera en permanence une source d'inspiration pour nos combats.

Par Bernard Cassen

Camarades vénézuéliens, camarades latino-américains, permettez-moi de vous dire que Chavez n'est pas seulement un Vénézuélien ou un fils de la Grande Patrie latino-américaine. La geste de ce géant de l'histoire, comme celles de Bolivar, du Che ou de Fidel, appartient au patrimoine mondial des luttes pour l'émancipation, pour la liberté et pour la dignité.

Quel que soit le continent où nous vivons, l'action de Chavez est et sera en permanence une source d'inspiration pour nos combats.

Nous, Européens, qui avons le triste privilège d'être actuellement un laboratoire du néolibéralisme et de la régression sociale, nous aimerions avoir un ou plusieurs gouvernements capables, comme l'a fait Chavez, de dire non aux diktats du FMI et de ses complices de la BCE et de la Commission européenne. C'est-à-dire à la sinistre troïka qui est en train de transformer les Etats européens en républiques bananières.

Nous Européens, dont les élites ont choisi depuis longtemps la servitude volontaire vis à vis des Etats-Unis, nous aimerions qu'un de nos gouvernements décide de sortir de l'Otan ; qu'il mène une politique extérieure indépendante ; en particulier qu'il apporte son soutien actif au peuple palestinien au lieu de cautionner le sabotage du processus de paix par les dirigeants israéliens. Là encore Chavez nous donne une leçon de courage et de dignité.

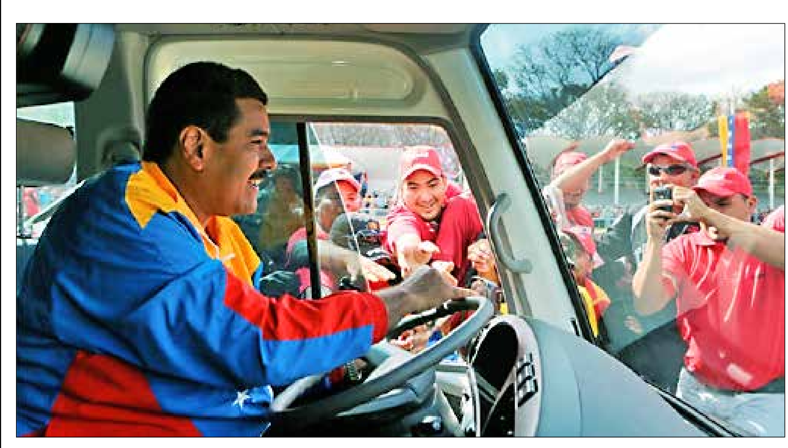
Vous aurez remarqué que je parle de Chavez au présent et pas au passé. Car Chavez est plus que jamais vivant dans nos cœurs, dans nos esprits et dans nos luttes.

Camarade Chavez, en suivant ton exemple, la lutte continue !

Chavez vive ! La lucha sigue !

Forum social mondial,
Tunis, 29 mars 2013
Mémoire des luttes 8 avril 2013

Nicolas Maduro, le chauffeur de bus



Maduro est un révolutionnaire socialiste qui a su composer avec sa formation orthodoxe d'origine pour rejoindre l'ouragan hétérodoxe de la révolution bolivarienne.

Par Luis Hernández Navarro *

Nicolas Maduro est un robuste gaillard d'un mètre quatre-vingt-dix, à la moustache noire et broussailleuse. Il a été chauffeur de bus à Caracas pendant plus de sept ans, ministre des Affaires étrangères pendant six ans, et il est maintenant candidat à la présidence et président par intérim du Venezuela. Il fait partie de cette nouvelle génération de dirigeants latino-américains qui ont fait leur entrée en politique à partir des tranchées des luttes sociales de l'opposition, tout comme l'ouvrier métallurgiste Luiz Inacio Lula da Silva et le responsable syndical des producteurs de feuilles de coca, Evo Morales.

Maduro est un révolutionnaire socialiste qui a su composer avec sa formation orthodoxe d'origine pour rejoindre l'ouragan hétérodoxe de la révolution bolivarienne. Un homme de gauche arrivé au pouvoir sans renoncer à ses principes. Un fidèle collaborateur d'Hugo Chavez qui s'est construit lui-même, et qui est maintenant au gouvernail de l'un des processus de transformation les plus profonds de l'Amérique latine.

La politique coule dans ses veines depuis son plus jeune âge. Il est né en 1962 à Caracas au sein d'une famille profondément engagée dans l'action collective publique. Son père fut l'un des fondateurs du parti socialdémocrate Action démocratique (AD) et il dut fuir et se cacher après l'échec d'une grève dans le secteur pétrolier qu'il avait organisée en 1952 contre la dictature de Marcos Pérez Jiménez.

En 1967, Maduro assiste avec ses parents aux meetings du Mouvement électoral du peuple (MEP), né d'une scission de gauche au sein d'AD. Il participera un an plus tard aux rassemblements massifs de soutien populaire à la candidature de Luis Beltrán Prieto Figueroa. Maduro se confronte durant cette campagne au monde de la pauvreté et à celui des maisons en carton. C'est là que, pour la première fois, il prendra la parole en public du toit d'une voiture où son père l'aura juché avec un micro.

Indépendamment de l'influence paternelle, il se forge très tôt ses convictions politiques propres. Encore élève en CM1, il défend la révolution cubaine face aux critiques des religieuses qui enseignent dans son école. En guise de punition, il sera exclu des cours pendant trois jours et condamné à purger sa peine dans la bibliothèque. En fait, un cadeau inespéré pour ce garçon plein de curiosité qui dévorait tous les livres qui lui tombaient sous la main.

Loin de passer avec le temps, sa précocité politique ne fera que s'intensifier. À 12 ans, alors qu'il est encore lycéen, il commence à militer, sans que ses parents le sachent, dans le mouvement Rupture, structure publique du projet révolutionnaire de Douglas Bravo. L'époque est alors à l'effervescence de la jeunesse. Maduro participera ensuite sans discontinuer aux luttes des quartiers, à la création de ciné-clubs, aux mouvements syndicaux et aux conspirations populaires armées.

Bassiste du groupe de rock Enigma, il a vu dans les quartiers populaires comment beaucoup de jeunes de sa génération se sont laissés entraîner par le monde de l'argent facile, de la culture de la drogue, et comment certains sont devenus toxicomanes et ont perdu la vie dans des guerres de gangs. L'expérience le marquera à vie.

Nicolas Maduro, comme Hugo Chavez, est un excellent joueur de base-ball. Cependant, contrairement au commandant qui était un piètre danseur, il se défend bien sur une piste sur les rythmes de salsa.

La participation à des mouvements populaires lui servira d'université. Comme pour beaucoup d'autres de sa génération, sa formation intellectuelle est directement liée à son engagement dans les luttes révolutionnaires et de masse. Il a étudié les classiques du marxisme et analysé et interprété la réalité vénézuélienne à la lumière de leurs enseignements. Doté d'une extraordinaire capacité d'apprentissage, il a été simultanément autodidacte et dirigeant instruit par des années de participation politique organisée. Jusqu'à la victoire du chavisme, il a été régulièrement victime de la persécution politique, et il a littéralement vécu au jour le jour.

Il a participé à l'Organisation des révolutionnaires et à son bras politique, la Ligue socialiste, groupement révolutionnaire marxiste né d'une scission du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). Son fondateur, Jorge Rodriguez, avait été assassiné en 1976 par les services de renseignement. Maduro se distinguera comme brillant organisateur et agitateur politique des masses.

En 1991, il commence à travailler au métro de Caracas. Plein d'entrain, avenant, charismatique et dévoué aux intérêts des travailleurs, il sera élu par ses camarades comme délégué syndical. Sa vocation pour un syndicalisme démocratique et de classe lui causera de nombreux problèmes au sein de l'entreprise, où il sera souvent sanctionné. Du Caracazo de 1989, il conservera en mémoire l'écho douloureux des lamentations sans fin des pauvres dans les rues, dont les proches avaient été assassinés.

Comme la plupart des Vénézuéliens, Maduro fera la connaissance de Hugo Chavez à la télévision, quand celui-ci assumera la responsabilité de l'insurrection militaire de 1992. Plus d'un an plus tard, le 16 décembre 1993, il le rencontre personnellement en prison, avec un groupe de travailleurs. Le lieutenant-colonel lui donne un nom clandestin – Verde - et lui confie la responsabilité de diverses actions conspiratrices. Lorsque Chavez sort de prison en 1994, Maduro se consacre à plein temps à l'organisation du mouvement.

Nicolas Maduro a siégé à l'Assemblée nationale constituante de 1999 qui rédigea la nouvelle Constitution. Il est élu député un an plus tard et porté à la présidence de l'Assemblée nationale en janvier 2006. Il en démissionnera quelques mois plus tard pour devenir ministre des affaires étrangères. A ce titre il sera un acteur central de la lutte pour l'avènement d'un monde multipolaire, pour l'intégration latino-américaine et la construction de la paix. Il devient ensuite vice-président de la République et assume, depuis le 5 mars, la présidence par intérim.

Maduro est marié à l'avocate Cilia Flores, de neuf ans son aînée. Figure éminente du chavisme, elle a été présidente de l'Assemblée nationale, vice-présidente du PSUV et procureure de la République. Elle a un fils unique, flûtiste, Nicolas Ernesto, et un petit-fils.

Choisi par Hugo Chavez pour être son héritier politique, Nicolas Maduro fera face à l'épreuve des urnes le 14 avril prochain. S'il en sort vainqueur, il devra relever le défi d'être le nouveau pilote de la révolution bolivarienne. Il devra résoudre des problèmes comme ceux de l'insécurité et de la corruption. Il devra assurer la continuité de l'héritage du commandant en combinant radicalité et innovation.

La Jornada, 19 de marzo de 2013
Mémoire des luttes 8 avril 2013

Ndlr. * **Navarro Luis Hernández**. Journaliste mexicain du quotidien *La Jornada*



Washington intensifie l'intervention en Syrie

Par Bill Van Auken

Les militaires américains et jordaniens ont renforcé un programme d'entraînement de milliers de combattants armés destinés à être envoyés en Syrie dans le but d'assurer une zone tampon dans le Sud du pays.

Citant des responsables américains et jordaniens sous couvert de l'anonymat, le Washington Post a rapporté mercredi que Washington a ordonné que la formation de quelque 3.000 officiers pour les soi-disant rebelles s'achève plus tôt qu'initialement prévu. L'objectif est de terminer le programme d'entraînement d'ici la fin du mois afin de profiter des avancées faites par les milices anti-gouvernementales le long de la frontière jordano-syrienne, longue de 375 km.

En octobre dernier, il avait été révélé que le Pentagone avait envoyé une force spéciale de 150 hommes en Jordanie. A l'époque le New York Times avait rapporté que « l'idée d'établir une zone tampon entre la Syrie et la Jordanie – qui serait appliquée par des forces jordaniennes du côté de la frontière syrienne – avait été discutée dans le contexte de la mise en place d'un avant-poste de l'armée américaine situé près de la frontière syrienne. »

Mercredi, les forces anti-régime auraient capturé une base aérienne dans les environs de Daraa, ville du Sud-Ouest de la Syrie, située à à peine quelques kilomètres de la frontière jordanienne. Plus tôt, ces forces s'étaient



Amos Gilad, le chef du bureau de la sécurité diplomatique du ministère israélien de la Défense

emparées du principal passage frontalier entre les deux pays ainsi que de deux avant-postes militaires et d'un tronçon de route conduisant à Damas.

La monarchie jordanienne soutient une zone tampon principalement par instinct de conservation. Elle craint qu'une guerre civile syrienne ne se propage au-delà de la frontière, menaçant son propre régime. Il existe déjà quelque 470.000 réfugiés syriens dans le pays et l'inquiétude grandit au sein du régime jordanien que des éléments islamistes déchaînés contre le gouvernement de Bachar al-Assad cherchent aussi à obtenir un changement de régime en Jordanie.

Ceci fait partie d'un phénomène plus vaste où la guerre civile sectaire soutenue par l'Occident en Syrie est en train de franchir diverses frontières. Mercredi, des articles émanant du Liban ont signalé qu'un hélicoptère de combat syrien avait tiré un missile sur une région servant de base pour l'envoi, au-delà de la frontière, de combattants et d'armement destinés à la guerre civile. Des combats sectaires entre des factions sunnites et chiites ont également éclaté à Tripoli, deuxième ville du Liban.

En Irak, un porte-parole du gouvernement a rapporté que le conflit syrien avait transformé la frontière en un « nid de cellules terroristes. » L'intensification des combats par des éléments associés à al Qaïda en Syrie s'est accompagnée d'une vague de bombardements terroristes à Bagdad et dans d'autres villes irakiennes. « La création d'une zone tampon viserait à convertir des zones actuellement entre les mains des rebelles, en abris sûrs permanents pour les milliers de déserteurs de l'armée et les personnes déplacées dans cette région, » a rapporté le Post. En d'autres termes, le régime jordanien chercherait à repousser les réfugiés au-delà de la frontière dans ces « abris sûrs. » Selon le Post, des députés jordaniens ont exigé de verrouiller la frontière du pays avec la Syrie et de créer des zones tampon. « Ce n'est pas l'une des éventuelles solutions disponibles – c'est devenu l'unique solution

Suite à la page (14)



Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Resumé * Fax Send & Receive
* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue, Brooklyn, NY 11225

souhaite la bien venue aux Gonaïves, la cité de l'opposition. Nous pensons que c'est le moment plus que jamais de planifier toutes les formes d'alternatives nous permettant de contraindre les autorités en place à freiner leurs dérives. L'union des forces vives du pays est l'unique façon de venir à bout de cette dictature en gestation », a fait savoir monsieur Sadrac Dieudonné, député des Gonaives.

Pour assurer le suivi des réunions du Cap, de l'Arcahaie, de Léogane, le Mouvement Patriotique de l'Opposition démocratique réunissant partis, regroupements politiques et organisations de l'opposition a tenu session dans les locaux de l'hôtel Indépendance 2 aux Gonaïves, ce dimanche 7 avril 2013.

Suites aux formalités d'usage, une minute de recueillement a été observée en mémoire de Toussaint Louverture, du Docteur Pierre Denis Amédée, ancien secrétaire général du Pati Louvri Baryè et de Claude Dubique Dirigeant du PROP. L'ex sénateur Samuel fut invité à avaliser les résolutions issues de la rencontre de Léogane. Il s'agissait entre autre d'affirmer la nécessité de garder en mémoire l'analyse faite de la situation ainsi que les engagements pris dans le «Manifeste du Cap-Haïtien».

Les résolutions adoptées lors du 3ème forum tenu dans la cité d'Anacaona ont été soumises à l'appréciation de l'assemblée pour être avalisées. Ce qui a été fait par un applaudissement retentissant. Parti du Cap Haïtien le 17 novembre 2012, il s'est poursuivi à l'Arcahaie le 5 janvier 2013 où les participant/es ont failli laisser leur peau. Un certain Mémé Lajan à la tête d'une douzaine de sbires du pouvoir qui s'étaient affublés du titre de «le Police» (sic) a tenté de lyncher les participants/tes au 2ème forum.

Le 19 du même mois, c'était au tour de la Cité d'Anacaona. En cette occasion, l'assemblée a conclu que nulle forme de violence à la Mémé, ne saurait contraindre les droits humains et la démocratie à faire une marche arrière de cinquante ans. En cette occasion un comité de pilotage a été mis sur pied. Ensuite, un autre comité a été chargé de sensibiliser les populations des dix départements et celles d'outre mer sur le bien fondé de cette démarche.

Ce dimanche 7 avril par contre, l'agronome Jean André Victor, à travers une mise en contexte a dénoncé les manœuvres de l'internationale de confiner Haïti dans les ornières du sous développement. Le secrétaire Général du PLH a aussi fait une analyse judicieuse de la conjoncture internationale marquée par l'imminence d'une guerre entre les Etats-Unis et la Corée du Nord. Parallèlement, ce sont deux pays qui disposent de l'arme nucléaire.



Turneb Delpé

L'agronome Victor a rappelé que la crise découlant de la non organisation des joutes électorales n'est qu'un simple symptôme d'une crise institutionnelle plus globale. La Minustah, le choléra, les violations des droits humains, les jeunes militants injustement emprisonnés, la misère infrahumaine sur fond de pauvreté révoltante ont été autant de thèmes abordés par l'intervenant.

Résolution des Gonaïves

Après plus de 6 heures de temps de débats et d'échanges ces résolutions ont été lues par le député du Cap Hugues Célestin et adoptées par l'assemblée. Face aux dérives répété du pouvoir tèt kale, qui s'est donné pour unique mission de finir une fois pour toutes avec le pays, nous, partis, regroupements de partis, organisations de la société civile, organisations de base, et des personnalités du secteur démocratique et progressiste haitien, réunis aux Gonaives le dimanche 7 avril, avons adopté ce qui suit.

1) Nous nous sommes entendus pour forcer le pouvoir tèt kale à organiser des élections libres honnêtes et démocratiques sans exclusion aucune pour le tiers du sénat et les collectivités territoriales. 2) Pour accompagner les masses populaires dans leurs souffrances atroces quotidiennes ainsi que dans leurs droits légitimes de remettre en cause toute forme de gouvernement qui s'amuse à violer leurs droits tout en augmentant leurs souffrances.

2) Poursuivre et respecter les engagements pris dans les résolutions du Cap, de l'Arcahaie et de Léogane en vue de continuer le dialogue patriotique à travers les dix départements géographiques du pays dans l'objectif de faire une mise en commun de nos expertises jusqu'à la victoire finale pour établir un Etat /Nation basé sur les lois du pays.

3) Contrecarrer toutes les tentatives du pouvoir en place visant à établir un régime de despotes.

Réactions

«Je crois [en] cette initiative visant à faire une mise en commun de notre capacité à nous mobiliser pour dire non au despotisme. Mais nous devons admettre que cet effort doit trouver l'apport de toutes les autres couches qui en sont conscientes. Que ceux qui se ressemblent s'assemblent pour parvenir à la victoire finale», a déclaré l'ex maire de Port-au-Prince Evans Paul.

«En fonction des antécédents qui laissent à désirer, le Konakom du Renouveau ne saurait appuyer ces élections bouyi vide que compte organiser le pouvoir en place. Je suis de préférence favorable au départ de cette équipe qui ne peut rien offrir au pays. Cependant nous ne saurions nous désolidariser de l'opposition», a soutenu le Docteur Dunois Erick Cantave.

« Le Président Martelly a largement laissé passer sa chance. Cependant, cette mobilisation pour le départ de Martelly doit être accompagnée d'un programme de gouvernement viable. Pas la peine de s'attendre à des élections car cette équipe au pouvoir partira bien avant» a affirmé Omar Garat du MRN.

qui refusent de collaborer au relèvement des masses et l'impérialisme étranger qui malgré la soumission apparente du gouvernement exerce une pression constante pour le forcer à liquider définitivement le mouvement populaire.

Jusqu'à ce jour la situation a évolué comme nous l'avions prévu, comme les éléments et les matériaux recueillis nous avaient permis de présumer le déroulement ultérieur des événements.

Ce n'est point qu'il entre du fatalisme ou du défaitisme dans notre conviction. Mais nos calculs et nos prévisions les faits ne les ont pas démentis. Nous avons supputé, par le prolongement dans le devenir des interactions d' hier, tous les atermoiements, les contradictions indissolubles que confronte actuellement le gouvernement issu de cette mascarade électorale concoctée par l'impérialisme en 2010 et qu'il compte répéter très bientôt.

« Cette contradiction interne au sein de cette classe dirigeante est devenue beaucoup plus complexe du fait que Martelly cherche à faire diversion en jetant lui-même de l'huile sur le feu pour brouiller les cartes afin de mieux tirer parti des nouveaux colons, qui eux-mêmes n'ont qu'un seul intérêt chez nous : donner un semblant de stabilité afin de faciliter légalement avec ou sans parlement le pillage des ressources naturelles du pays. Les déchirements actuels vont aller en s'approfondissant alors qu'aucune force politique ne semble en mesure de proposer sinon d'imposer une solution susceptible d'éviter le pire.»

Les assassinats, kidnappings, corruption effrénée ne font que confirmer qu'entre les deux secteurs de l'oligarchie, le secteur macoute et le secteur bourgeois, la lutte pour le contrôle exclusif de l'appareil d'état s'intensifie de jour en jour. C'est malheureusement dans ce feu croisé qu'est tombé Georges Honorat avec qui nous avons dans le passé fait un bon et fructueux bout de chemin.

Georges Honorat s'est laissé aller malheureusement à une dérive certaine. Dérive qu'au journal nous n'avons pas manqué de dénoncer. Avec l'assassinat de Georges une chose est certaine, c'est que la justice devra suivre son cours.

Devant sa dépouille, nous nous découvrons. A ses parents, et à ses amis nous présentons nos sincères condoléances.





A Bon Repos, Haiti
Impasse Josaphat
Sur ¼ carreau cloturé, mais mur lézardé,
Comprenant :
5 chambres à coucher dont 2 en bas, 3 en haut sans mosaiques
5 toilettes – 2 chambres indépendantes pour servit-eur et servante
arbres fruitiers (cocoyer – mangues)
Prix $150.000,00
Pour information sonnez le 305-788-4295

MATHON'S TAX PRO
"When Quality Matters"





Marie Thérèse
Tax Professional

Income Tax Preparation
• Rapid Anticipation Check (RAC)
Direct Deposit • IRS Check
• IRS E-File Provider

You have questions. We have answers.
Nou pale kreyòl.

$40 off with this ad.

1865 Flatbush Avenue (between Aves. K & L) Brooklyn, NY 11210
718.600.7914

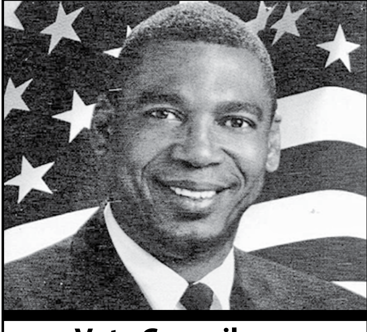
MAXX
REAL ESTATE
Consultant Corp.

REAL ESTATE:
• Residential
• Commercial • Condo
• Coop • Rentals
INCOME TAX:
• Individual • Business
NOTARY PUBLIC

Unique market knowledge & excellent negotiation skills

1424 Flatbush Ave.,
Brookly, NY 11210
(Corner Farragut Road)
718.576.6601
maxxrealtys.com
Nou pale Kreyòl!





Vote Councilman
JEAN RODRIGUE MARCELLUS
for
MAYOR
CITY OF NORTH MIAMI
www.jeanmarcellus.org
victory@jeanmarcellus.org
(786) 290-6619

LACROIX MULTI SERVICES
Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**
1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226
www.lacroixmultiservices.com
• Income Tax • Electronic Filing
• Refund Anticipation Check (RAC)
• Direct Deposit - IRS Check
• Business Tax • Notary Public
• Immigration Services
• Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
• 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
• Resume • Property Management • Credit Repair
LOVE PEACE POWER LMS



Radio Soleil d'Haïti
Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique
www.radiosoleil.com
1622 Nostrand Avenue Brooklyn, NY 11226
(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

Suite de la page (4)

Gouvernement ainsi que sa politique générale. Il est indécent qu'un ministre, indépendamment de sa relation avec le Président de la République ou le Chef du Gouvernement, ait tenu de tels propos qui blessent publiquement la pudeur d'un ou de plusieurs élus. C'est une faute grave qui mérite d'être sanctionnée au nom de la République. Pourquoi Ralph Théano fait encore partie de ce Gouvernement? Pourquoi les femmes-ministres ne réagissent-elles pas ? Elles devraient se sentir blessées dans leur fort intérieur quand un officiel stigmatise les femmes-mères qui, pour une raison ou une autre, se retrouvent avec un ou plusieurs enfants sur les bras sans l'aide d'un père. Au contraire, le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme devrait se retrouver en première loge pour encourager le Parlement à adopter des lois pour forcer les hommes-délinquants à assumer leurs responsabilités vis-à-vis de leur progéniture. Comme ce fut le cas dans plusieurs autres pays notamment les Etats-Unis réputés pour leur «Child Support» ou le Canada pour sa Pension alimentaire.

Quelle est la position du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme qui, en maintes occasions, durant la période carnavalesque exhortait les groupes à pied et sonores à ne pas stigmatiser la gente féminine à travers des refrains grivois et sexistes ? Les propos de Ralph Théano étaient manifestement sexistes. Le Président de la République qui s'est fait le chantre de l'application du quota 40 ou 50% de la participation des femmes au gouvernement et dans d'autres institutions de l'Etat, n'a pas réagi aux déclarations sulfureuses du Ministre vis-à-vis de ces mères victimes d'une société machiste et trop complaisante. Il s'agissait d'un acte purement provocateur de la part du Premier ministre et de tout le Cabinet en foulant la salle de séance de la Chambre des députés avec un ministre aussi conflictuel que mal élevé.

Pour comprendre l'enjeu du conflit, il faudrait remonter au deuxième lundi du mois de janvier 2013 lors de l'ouverture de la session ordinaire de la 49[e] législature. Le Chef du Gouvernement était venu faire l'exposé-bilan de l'action gouvernementale par-devant la Chambre basse. Mr. Lamothe a été empêché par des membres du PRI qui voulaient lui donner l'échange par son refus de répondre aux multiples convocations de ce bloc parlementaire minoritaire sur des dossiers de la République. C'est suite à cette séance que Ralph Théano eut à faire des déclarations à l'emporte-pièce en qualifiant ces députés d'enfants «monoparentaux» et de «kamikazes».

Il faudrait croire que le Premier Ministre ne souhaiterait pas que la séance du 4 avril 2013 ait lieu, tenant compte de son entêtement à se faire accompagner par le ministre Théano qui, depuis un certain temps, n'est pas bien vu au Parlement, notamment par les membres du PRI. A travers la scène du 4 avril dernier, se réglaient des contentieux personnels entre Ralph Théano et certains députés de la majorité présidentielle. En effet, Ralph Théano qui se comporte en super ministre ne voulait pas de Jean Tolbert Alexis à la tête du PSP, ni de la Chambre basse. Jean Tolbert Alexis qui brigue un mandat d'une année à la tête de la Chambre basse n'était pas le choix de M. Théano qui voulait que le députe de Petit-Goave, Jean Timoléon soit propulsé à la tête du bureau de la Chambre. Il a été aussi reproché au député Alexis, de par sa passivité, de faciliter entre autres le choix de Me. Néhémie Joseph, ennemi juré du pouvoir, comme représentant du pouvoir Législatif au sein du Conseil Electoral. Il a été mis en disgrâce par le Président de la République, ainsi que plusieurs de ses collègues au sein du PSP. Cette majorité présidentielle n'est autre qu'une nébuleuse de l'Exécutif à la Chambre basse, sans projet, ni vision et sans directive. Les députés du PSP accusés à tort ou à raison par leurs pairs de monnayer leur adhésion au pouvoir ne défendent que leurs intérêts mesquins et immédiats en jouant tout simplement le rôle de relais du Président Martelly pour contrer les menées des membres du PRI.

Pour comble, la Primature haïtienne a passé des instructions formelles aux Ministres, aux Directeurs Généraux et ceux des Institutions Autonomes de l'Etat à ne plus donner suite aux « petits projets d'aide ou de soutien» présentés par les députés. M. Théano est seul habilité, à partir de la présente, à recevoir et à donner suite aux demandes des députés. La Circulaire de la primature vient de rallumer la flamme et creuser l'écart entre l'Exécutif et députés tous blocs confondus. Elle est aussi une forme d'avilissement pour des députés qui ont échangé en troc leur fonction de législateurs contre de «petits projets». La 49[e] Législature est également celle de la honte nationale pour avoir failli à sa mission constitutionnelle. Les députés font tout, sauf leur travail de législateurs et de contrôleurs de la République. Certains sont passés maitres dans l›art de faire chanter le gouvernement dans des conjonctures bien particulières. Corrupteurs et corrompus, c›est l›équation différentielle entre Exécutif et Législatif!

Il est clair que l'Exécutif est en train de mener une politique visant à déstabiliser les institutions républicaines du pays à son profit propre, contrairement à l'article 136 de la Constitution de 1987 sur la responsabilité du Chef de l'Etat. N'avait-il pas déclaré récemment qu'il était fier de la performance de chacun des membres de son gouvernement, en dépit du dernier rapport du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) le 14 mars dernier relatif à la régression d'Haïti de trois rangs en passant de la 158[e] place à la 161[e] place sur une liste de 186 pays. Il s'agit du dernier classement mondial sur l'Indice de Développement Humain (IDH). L'Equipe a encore fait du bon travail, malgré qu'Haïti soit classée bon dernier sur la liste des principales destinations touristiques dans le monde. Le coach s'est encore attribué un satisfecit, suite à la déclaration du représentant de la MINUSTAH en Haïti, déclarant que le pays n'est pas encore ouvert aux affaires. Tout ceci dans un contexte de faillite du pouvoir qui a eu du mal à faire fonctionner le pays, tant sur le plan politique que sécuritaire. L'organisation des prochaines élections qui devaient se tenir une année plutôt est dans toujours dans l'impasse.

Comment un président de la République se sentirait-il fier d'une équipe qui ne donne pratiquement aucun résultat tangible, sinon que gonfler les chiffres à des fins de propagandes ignobles. On se souvient encore, sinon avec un goût amer, de l'annonce officielle de la scolarisation de plus d'un million d'enfants en moins de deux ans. Et cette semaine encore, comme pour vanter son mérite et celui de son gouvernement dans des élucubrations qui lui sont coutumières, le Président Martelly n'a pas hésité à avancer le chiffre de quatre-cents mille (400,000) emplois créés en deux ans. No Comments! Le premier mandataire de la nation se perd-il en chiffres et en conjectures, alors qu'il est entouré de superbes conseillers politiques et économiques.

Somme toute, les deux pouvoirs, Législatif et Exécutif, viennent de donner un spectacle à la nation à la dimension de ses attentes et espérances. C'est finalement le prix à payer pour une démocratie qui ne dit pas son nom encore. Au mieux, la nation a le gouvernement qu'elle mérite. Hélas !

Jose Clément
Centre International d'Etudes et de Réflexions
Florida, 8 avril 2013

Suite de la page (12)

réaliste pour éviter une crise plus grave en Jordanie, » a confié au journal un député.

A cet effet, le Post cite des responsables américains et jordaniens disant que le principal « obstacle » à l'établissement des zones tampon a été le refus de Washington de fournir une « couverture aérienne. » Une telle action nécessiterait une intervention américaine massive, dont le bombardement des défenses aériennes, des installations de communications et d'autres sites en Syrie.

Il y a des demandes croissantes au sein des cercles dirigeants américains pour que le gouvernement initie de telles attaques. C'était le sujet d'un article d'opinion publié mercredi dans le Wall Street Journal et rédigé par l'ancien sénateur américain du Connecticut et candidat du Parti démocrate pour la vice-présidence, Joseph Liebermann. Liebermann exigeait une « campagne de frappes aériennes menées par les Etats-Unis pour neutraliser les avions, les hélicoptères et les missiles balistiques d'Assad.

Liebermann affirmait que « des intérêts nationaux vitaux sont en jeu en Syrie » et que l'intervention était nécessaire pour contrer l'influence grandissante d'al Qaïda, qu'il attribue à la colère de la Syrie à l'égard de la négligence de Washington d'entreprendre directement une action militaire pour renverser le régime d'Assad.

La réalité, justifiée par de multiples comptes rendus venant de la Syrie, est que les soi-disant rebelles sont dominés par des islamistes sunnites, y compris le groupe Jabhat al-Nusra lié à al Qaïda et qui est crédité du plus grand nombre de victoires sur les forces gouvernementales.

Ces forces auraient reçu la part du lion des armes et de l'aide en provenance des monarchies sunnites du Golfe persique, coordonnée par la CIA qui a mis en place à cet effet une base secrète en Turquie.

Alors que le gouvernement Obama a officiellement désigné le Front Nusra comme une organisation terroriste étrangère, sa véritable attitude est celle d'un soutien tacite aux actions du groupe islamiste, dont des attentats terroristes à la voiture piégée et d'autres attaques perpétrées contre des civils.

Et, alors que les responsables américains ont exprimé leur préoccupation face à l'implantation de forces liées à d'al Qaïda près de la frontière entre la Syrie et Israël, Tel Aviv même semble accorder un soutien tacite à ces éléments. C'est ce qui a clairement été montré par le chef du bureau de la sécurité diplomatique du ministère israélien de la Défense, Amos Gilad, qui a minimisé, dans une interview donnée aux médias israéliens, les dangers émanant d'al Qaïda. « Il ne s'agit pas du même danger que celui posé par l'Iran, la Syrie et le Hezbollah, » a-t-il déclaré. Les avancées réalisées par les forces liées à al Qaïda en Syrie, a-t-il ajouté, « sont un coup porté à la fois à l'Iran et au Hezbollah. »

L'éditorialiste du Washington Post, David Ignatius, qui entretient des liens étroits avec les services de renseignement américain, cite un « ordre de bataille » préparé par l'Armée syrienne libre à l'adresse du département d'Etat américain. Celui-ci fait ressortir, dit-il, que « la plupart des groupes rebelles ont de solides racines islamiques. »

En conséquence, il avertit que « la situation post-Assad pourrait être tout aussi chaotique et dangereuse que la guerre civile elle-même. Les groupes rebelles musulmans tenteront de réclamer le contrôle du puissant arsenal d'Assad, dont les armes chimiques, posant de ce fait de nouveaux dangers. »

Il rapporte que le document reçu par le Département d'Etat décrit deux fronts qualifiés tous deux d'islamistes, l'un appuyé par l'Arabie saoudite et l'autre par de « riches individus saoudiens, koweïtiens et d'autres Arabes originaires du Golfe, » ainsi qu'un troisième « groupe rebelle » financé par le régime monarchique du Qatar.

Le front Nusra qui est lié à al Qaïda compterait quelque 6.000 combattants.

Selon Ignatius, la stratégie américaine consiste à faire pression sur le régime saoudien pour que celui-ci pousse le front islamiste qu'il soutient à faire alliance avec l'Armée syrienne libre basée en Turquie et son commandant soutenu par les Etats-Unis, le général Salim Idriss. « Ceci procurerait une certaine dose d'ordre et ouvrirait la voie pour qu'Idriss négocie un gouvernement militaire de transition qui inclurait des éléments conciliables de l'armée d'Assad, » écrit Ignatius.

Ce scénario fournit un aperçu révélateur de la stratégie de Washington pour la « révolution » syrienne. Après avoir utilisé al Qaïda et des forces similaires comme troupes de choc dans une guerre pour un changement de régime, Washington a l'intention de modeler un nouveau régime dictatorial fondé sur les restes des forces de sécurité d'Assad en le subordonnant totalement aux objectifs prédateurs de l'impérialisme américain dans la région.

Wsws 4 avril 2013



Radio Optimum – 93.1 sca
La direction et le personnel de la Radio Optimum remercient chaleureusement leur audience et annoncent à tous ceux qui ont perdu leur contact que depuis plus de deux ans, la Radio Optimum travaille quotidiennement sur la fréquence de 93.1 sca.
Vous avez aussi la possibilité de la capter sur le site www.radio-optimum.com et bientôt sur www.radiooptimuminter.com
Captez chaque jour, à toutes les heures le 93.1 sca.

AVIS

Le nommé Fleurio Guetjens alias Prince est prié de contacter Haiti Liberté au 718-421-0162 ou de passer de toute urgence à notre bureau situé au 1583 Albany Ave Brooklyn, NY 11210, de 10 : 00 AM jusqu'à 5 : 00 PM pour collecter ses CD et 7 livres qu'il avait laissés à notre librairie Grenadier Books en consignation. Nous l'avons appelé à plusieurs reprises à cet effet, mais jusqu'à présent il n'a pas encore retourné nos appels. Pourtant il se plaît à harasser des membres du journal par messages électroniques prétextant que nous refusons de lui rendre ses livres et CD. Par cet avis, il est prié de venir les chercher.

Berthony Dupont

GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236
718-257-2890

EMMANUEL FUNERAL HOME
"An Oasis of Peace"



14300 West Dixie Highway, Miami, FL
110 South Dixie Highway, Lake Worth, FL
Fritz G. Duvigneaud
561.502.8244 • 561.588.0302
954.942.0056
Pasteur Enoch Milien
305.949.0603 or 6118
786.487.6836
Emmanuelfuneralhome@yahoo.com

gouvernement haïtien et le président Aristide lui-même.

Malheureusement, en voulant détruire Aristide, ils ont jeté le bébé avec l'eau du bain, offrant ainsi aux énergumènes la tête d'Haïti sur un plateau d'or. La question d'Haïti était donc réglée, il ne restait que des formalités à gérer pour accomplir la mission !

Dans un article paru dans « Haïti Liberté », Vol 6 N° 30 du 6 au 12 février 2013 intitulé : « Rayer des pays de la carte ». Qui déroute les Etats en déroute ?, le professeur étasunien, Michel Chossudovsky, a fait de terribles révélations montrant : comment les Etats-Unis d'Amérique n'épargnent rien pour implémenter son hégémonisme mondial, même au prix de la destruction de pays. Il a ajouté à titre d'information, que selon des sources officielles, les Etats-Unis possèdent (737) bases militaires à travers le monde.

Pour définir le concept « d'Etat en déroute », le professeur a fait appel au rapport « Global Trends » (Tendances mondiales, Décembre 2012) dans lequel le national Intelligence council (NIC) prédit qu'un ensemble d'Etats en Afrique, Asie et au Moyen-Orient deviendront des Etats en déroute. Malheureusement, dans cette liste, Haïti est incluse. Dans la logique des stratèges de la Maison blanche, du Pentagone, de la CIA, du congrès américain et d'autres services d'espionnage US, les Etats en déroute constituent une menace pour les Etats-Unis et l'ensemble des pays forts, c'est-à-dire les autres pays impérialistes.

La grande question que tout vrai Haïtien devrait se poser, aujourd'hui, est la suivante : en quoi un pays comme Haïti, colonisé, appauvri par l'Occident, désétatisé, désarticulé mis sous tutelle, pourrait se révéler être un danger potentiel pour ces pays qui pillent, déstabilisent, bloquent tout processus de progrès et de développement des peuples tiermondisés ? Une telle question renvoie à la conscience de nos élites, de ces élites ivres de richesses, qui s'amusent à regarder un peuple périr, mourir, dans un monde où les seigneurs et maîtres imposent leur loi de la mort.

Quand nous sommes restés là, muets, impassibles, attentistes, résignés, dociles, c'est nôtre arrêt de mort que nous scellons. Pourquoi refusons-nous de dire non à ces maîtres et seigneurs ? N'avons-nous même pas le droit de dire non à la mort, à la destruction ? N'avons-nous même pas le droit d'exister, même quand nous ne vivons pas ?

Non, non Haïtiens. Il est impossible d'accepter notre effacement de la surface de la Terre, une Terre qui n'appartient pas seulement aux colons, mais aussi à nous autres qui devons vivre, qui avons le droit de vivre. Cette planète n'appartient à personne, mais à tous les hommes. Dans ce coin de terre qui s'appelle Haïti, nous les Haïtiens, par notre légitimité historique, par la souffrance, la misère, les sacrifices et le sang de nos ancêtres qui a coulé, nous sommes les maîtres. Nous ne devons pas avoir peur de le dire tout haut, clairement aux colons. Nous devons pacifiquement (car nous ne devons pas nous comporter comme des idiots en offrant aux criminels l'opportunité de nous détruire) conduire des luttes intelligentes par notre patriotisme, notre esprit de dépassement, notre altruisme, notre solidarité, pour la désoccupation de notre chère Haïti et le rapatriement de notre souveraineté de peuple.

Quel bonheur nous a apporté l'occupation de notre pays ?

Si un Haïtien, un seul pourrait, sans magouille, sans faux-fuyant, sans faux-semblant, répondre par l'affirmative à cette question, alors courbons-nous, acceptons cette occupation comme la panacée à notre malheur historique. Néanmoins, si c'est l'esprit de domination, de pillage, de puissance, d'exclusion de la majorité, qui anime les adoptes du néolibéralisme impérialiste, alors peuple haïtien, notre devoir est de rejeter ce statu quo et de dire non !

Nous ne devons pas nous perdre en illusion, les colons ne nous aiment pas, ils nous haïssent. Leur projet est de nous détruire pour s'accaparer de notre espace vital. Notre malheur ne vient pas de ce que nous sommes des Noirs de l'Afrique, mais bien de ce que nous sommes des colonisés de l'Occident.

Notre seule solution est la décolonisation. Unissons-nous pour nous décoloniser et décoloniser notre pays !

Suite de la page (7)

Rien ne peut expliquer que le régime Tèt Kale ait créé quatre-cents mille emplois sans que cela ne se reflète sur les conditions de vie de la population majoritairement pauvre ou appauvrie qui vit pratiquement dans une situation de misère atroce

de création d'emplois au niveau de cette zone appartiennent à des prévisions et sont sujets aux aléas négatifs liés à l'instabilité politique et sociale qui affectent le pays. Pourtant, Michel Martelly parle du concret. Il ne fait pas référence aux emplois qui seront créés, mais d'emplois qu'il a déjà créés. Les emplois créés au niveau du secteur de la sous-traitance constituent un palliatif à la crise de l'emploi en Haïti. Ils soulagent un peu les ouvriers, mais ne leur permettent pas d'améliorer, de manière substantielle, leurs conditions de vie. Ils tombent dans la catégorie du sous-emploi. Depuis l'arrivée de Michel Martelly au pouvoir, deux grands hôtels ont ouvert leurs portes en Haïti. Cependant, ces entreprises ne sont pas parvenues à générer à elles seules 500 emplois directs.

Pour l'instant, la Communauté haïtienne en terre étrangère, la terre diaspora reste la plus grande pourvoyeuse d'emplois directs en Haïti à travers la quantité de transferts qui arrive quasi-quotidiennement et totalisant annuellement plus de deux milliards de dollars américains. Malgré tout, cette Communauté est victime d'extorsions de la part du pouvoir en place par l'imposition de taxes illégales sur la communication et sur l'envoi de transferts en Haïti. Les transferts financiers de la diaspora représentent 35% du Produit Intérieur Brut (PIB) d'Haïti. Les transferts d'argent en provenance de la diaspora sont vitaux pour la survie de la majorité de la population.

Pour mieux comprendre la démarche de Michel Martelly qui annonce la création de quatre-cents mille emplois dans le pays, il faut considérer le contexte dans lequel se trouve le pays actuellement. L'administration Martelly/Lamothe fait face aujourd'hui au phénomène de l'impopularité croissante constatée dans tous les secteurs de la sociétal. La réalité est, bien que légitime, puisque Mr. Martelly ne sait pas à quel saint se vouer pour remonter la pente avec des décisions de plus en plus impopulaires et en raison du fait qu'il peine à concrétiser ses promesses électorales. Contre sa volonté, peut-être, le pouvoir doit affronter ses adversaires politiques aux prochaines législatives partielles, municipales et locales. A défaut de satisfaire les revendications populaires, le chef de l'Etat s'inscrit dans une dynamique de campagne électorale permanente. Il continue donc de multiplier les promesses et les vœux de bonnes intentions. Il essaie donc d'emballer tout le monde par des effets d'annonces. Et ces annonces aux relents de propagande se font justement dans la perspective des prochaines élections.

Arrivé au pouvoir le 14 Mai 2011, apparemment plein d'énergie et de fougue sans connaître la réalité du pouvoir haïtien, Michel Martelly s'est toujours montré hyperactif. Il est sur tous les terrains et multiplie les initiatives. Cependant, les résultats ne sont toujours pas au rendez-vous. En moins de deux (2) ans, il affirme avoir scolarisé 1, 250,000 (Un million deux-cents cinquante mille) jeunes haïtiens gratuitement. De nouvelles infrastructures scolaires n'ont pas été construites pour accueillir les nouveaux scolarisés. De même que de nouveaux professeurs n'ont pas été recrutés et d'autres n'ont pas été non plus recyclés pour s'assurer de la qualité de l'éducation offerte. Jusqu'ici, les chiffres relatifs à la scolarisation de ces enfants ne sont pas non plus vérifiables, puisque le gouvernement fonctionne dans une telle opacité que les institutions chargées de faire l'évaluation et le suivi ne sont pas aussi crédibles. Il n'y a donc que le gouvernement qui soit convaincu de la véracité de cette information. Il en est de même pour les quatre-cents mille emplois du président Martelly. Une annonce qui laisse la population dans l'indifférence la plus totale. Il s'agit de pure propagande pour la consommation et l'autosatisfaction du régime. Dans ce cas, il peut, à longueur de journée, se décerner un satisfecit. La réalité est là. Elle ne peut être altérée. Et s'il n'est pas prouvé que ces emplois aient été effectivement créés, l'annonce du chef de l'Etat risque de passer dans l'opinion publique comme le mensonge du siècle. A moins que les bénéficiaires seraient des fantômes !

Francklyn B. Geffrard
Floride, Etats-Unis
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)

continued from p (9)

declassification process," WikiLeaks explains on its PlusD website. The cables were then "either declassified or kept classified with some or all of the metadata records declassified" and then "subject to an additional review by the National Archives and Records Administration (NARA)." Those cables released then " were placed as individual PDFs at the National Archives as part of their Central Foreign Policy Files collection."

However, the cables in their PDF form "are actually quite difficult to get to for the general public," explained Kristinn Hrafnsson, a spokesperson for WikiLeaks and a former Icelandic investigative journalist, to Democracy Now on Apr. 8. "It's very hard to access them. So, in our view, the inaccessibility and the difficulty of accessing them is a form of secrecy... so we found it important to get it to the general public in a good searchable database."

Twenty-five year old U.S. classified documents are supposed to be reviewed and declassified every year. The public should therefore be able to view classified documents as late as 1988. However, the declassification process has only been done until 1976, meaning it is 12 years behind schedule.

Another reason that WikiLeaks established the PlusD database is because "there has been a trend in the last decade and a half to reverse previously declassified policy," Hrafnsson explained. "A policy set out, for example, by Clinton in the mid-'90s was, a few years later under Bush, is reversed. It was revealed in 2006, for example, that over 55,000 documents that were previously available had been reclassified by the demand of the CIA and other agencies. And it is known that this program continued at least until 2009. So, it is very worrying when the government actually starts taking back behind the veil of secrecy what was previously available." The PlusD database cannot be snatched back behind the veil.

The 1973 to 1976 cables cover the period that infamous Secretary of State Henry Kissinger was in office under both Presidents Richard Nixon and then Gerald Ford. WikiLeaks has therefore dubbed the trove the "Kissinger Cables." (After he left his post, Kissinger and his wife visited Duvalier in Haiti.)

In 2011, WikiLeaks provided *Haïti Liberté* exclusively with about 2,000 secret U.S. cables related to Haiti dating from 2003 to 2010. They came from a larger 250,000-cable trove, known as "Cablegate," which was anonymously provided to WikiLeaks by U.S. Corp. Bradley Manning. He has been imprisoned in "pre-trial detention" some 1,050 days under torture-like conditions. He is being court-martialed and may be charged with treason, which can carry the death penalty. There is a world-wide movement denouncing the U.S. government's treatment of Manning, who also gave to WikiLeaks a video showing a U.S. Apache helicopter gunning down 12 civilians in Iraq in 2007, including two Reuters journalists.

With the release of PlusD and the "Kissinger Cables," WikiLeaks has once again provided journalists and people around the world a glimpse into the shrouded world of U.S. foreign policy. While Top Secret cables are not available, the thousands of formerly Secret and Confidential cables from the 1970s provide a clear look into how the State Department fashioned its rationales for many outrageous policies during that period, like the resumption of military aid to an unelected, corrupt, and repressive dictator like Jean-Claude Duvalier.



KATOU
RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am – 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots – Poissons – Poissons Gros Sel
– Dinde – Poulet – Cabri
– Boeuf – Légumes
Bouillon le samedi – Soupe le dimanche – Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant









Spécialités
• Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
• Jus citron • Bonbon amidon
• Bouchées • Cornets
• Pain patate (sur commande)
• Bouillon (chaque samedi)
• Soupe (chaque dimanche)
1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188
1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644



• Breakfast • Lunch
• Dinner • Fritaille
Catering for all occasions
Gran Pan-Pan Rice
FOR SALE:
Wholesale & Retail
1347 Flatbush Avenue
(bet. Foster Ave. & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

Élections présidentielles au Venezuela :: Première échéance de l'après-Chávez

Par André Crespin

15 à 20 points d'écart. C'est ce que les sondages donnent comme avance à Nicolás Maduro face à son rival Henrique Capriles à l'occasion du prochain scrutin du 14 avril. Maduro, le président par intérim et ancien vice-président de Chávez semble promis à une élection confortable. Son mandat aurait comme premier défi celui de garantir la continuité et l'approfondissement de la révolution bolivarienne.



La candidature de Nicolás Maduro fait l'unanimité chez les progressistes vénézuéliens. Cet ancien syndicaliste, âgé de 50 ans, a accompagné Chávez tout au long de sa vie politique

L'opposition, consciente de ses perspectives peu optimistes, tente de faire diversion. Grâce aux 85 % du paysage médiatique qu'elle détient, elle essaie vaille que vaille de faire croire qu'avec le décès de Chávez, c'est la fin d'une époque. Que la révolution bolivarienne a commencé et s'est terminée avec Chávez. Qu'il est temps de commencer une « transition ».

Cependant, la droite n'arrive même pas à se convaincre elle-même de ce qu'elle ne cesse de répéter. Elle s'est (enfin?) rendue à l'évidence que les couches populaires vénézuéliennes n'ont pas l'intention de laisser tomber « leur » révolution. Que du contraire ! Car au-delà des réalisations matérielles concrètes qui ont sensiblement augmenté la qualité de vie de millions de Vénézuéliens, la plus grande victoire de la révolution bolivarienne est celle d'avoir émancipé son peuple. Il a pris goût à la politique, il s'y est impliqué, il a constaté qu'il avait son mot à dire dans les débats et un poids dans la prise des décisions. Au Venezuela, la politique n'est plus une affaire des élites, mais bien de l'ensemble de la population. Et la droite ne sait plus sur quel pied danser pour récupérer son influence et son monopole.

La campagne électorale

C'est dans ce contexte que s'est ouverte la campagne électorale le 2 avril dernier. La droite n'y croit plus trop et cherche plutôt à attaquer Maduro et à insinuer de futures fraudes plutôt que de faire campagne en avançant son propre programme, qu'elle peine d'ailleurs à définir. La gauche, quant à elle, débute confiante en ses grands meetings et ses porte-à-porte dans les quartiers et veut obtenir une « belle et grande victoire en hommage à Chávez ».

Le Parti communiste du Venezuela (PCV) soutient indéfectiblement Nicolás Maduro tout comme il a toujours soutenu Hugo Chávez dans chacun des rendez-vous électoraux qui se sont tenus depuis 1998. Au fil de ceux-ci, les voix obtenues par le PCV sont passées de quelques dizaines de milliers à un demi-million lors du scrutin d'octobre dernier. Le PCV s'est aujourd'hui fixé l'objectif de dépasser ce score et se sent confiant d'y parvenir : « Nous percevons que les conditions sont là pour que beaucoup de travailleurs supplémentaires votent pour Nicolás Maduro sur le bulletin de vote du PCV. »1

Les communistes vénézuéliens appellent par ailleurs à livrer

Suite à la page (17)

Le CNE du Venezuela convoque les candidats à s'engager de reconnaître les résultats des élections



Le Conseil National Electoral du Venezuela

Par Tania Hernández

Le Conseil National Electoral du Venezuela a convoqué les candidats à la présidence à signer un document les engageant à reconnaître les résultats des élections du 14 avril prochain.

Le document appelle à respecter aussi le travail du pouvoir électoral, compte tenu des mises en question de la part de l'opposition sur le travail de cette instance. Nicolas Maduro avait annoncé hier, lors d'un rassemblement dans l'état de Monagas, sa disposition de signer cet engagement. Il a appelé l'opposition à en faire autant.

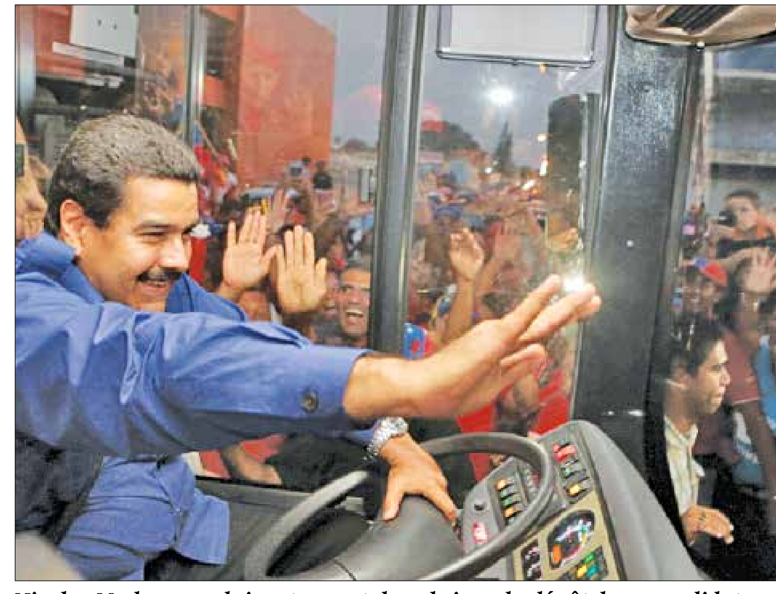
Le président par intérim du Venezuela, a une nouvelle fois, dénoncé les plans de la droite vénézuélienne pour déstabiliser le pays et entraver les élections.

Jeudi seront accrédités les observateurs internationaux qui assisteront aux élections.

RHC 9 avril 2013

Chronique d'une défaite annoncée de l'opposition

Par Romain Migus



Nicolas Maduro conduisant un autobus, le jour du dépôt de sa candidature, ou encore transporter des réfugiés vers leurs logements construits dans le cadre de la Grande Mission Vivienda Venezuela

Un mois après le décès de Hugo Chávez, la figure du leader bolivarien plane sur l´élection présidentielle qui, le 14 avril, désignera son remplaçant. L´opposition vénézuélienne, décidément peu en phase avec son peuple, a décidé de railler le successeur désigné, Nicolas Maduro, pour ses origines populaires. Ancien chauffeur de bus, syndicaliste et acteur des premières heures du chavisme, Maduro est entré en politique par la porte de la lutte des classes. C´est d'ailleurs, peut-être, son seul point commun avec son adversaire Henrique Capriles Radonski. Sauf que ce dernier, issu de la grande bourgeoisie vénézuélienne [1], ne s´est pas lancé en politique pour défendre les opprimés...

L´ancien ministre des affaires étrangères, devenu président de la République par intérim, a décidé de saisir l´opportunité offerte par la droite pour afficher son origine modeste. On a ainsi pu le voir conduire un autobus, le jour du dépôt de sa candidature, ou encore transporter des réfugiés vers leurs logements construits dans le cadre de la Grande Mission Vivienda Venezuela. Le candidat du chavisme mise sur la continuité du processus révolutionnaire et il ne manque pas de se réclamer, de façon assez mystique, de la figure d'un Chávez toujours vivant. Cette posture, peu compréhensible dans des sociétés agnostiques, ne manque pas de faire mouche chez les partisans du Comandante.

Capriles Radonski tente paradoxalement de se revendiquer, lui aussi, du leader défunt qu´il a pourtant tant critiqué. N´étant plus à une contradiction près, il reproche même à Maduro son invocation répétée de Hugo Chávez. Son équipe de campagne porte même le nom de Simon Bolivar, comme pour faire oublier que lors du coup d'Etat d'avril 2002, auquel il participa, la figure et le nom du Libertador furent jetés aux oubliettes. Une semaine à peine après la disparition du Comandante, il a lancé aux chavistes en deuil : « Chávez n´est plus là, personne ne pourra vous le rendre ». Dans ce pays très chrétien, où le respect de la mort passe au dessus de toute considération politique, il n'est pas certain que cette déclaration soit la meilleure façon de se poser en candidat de tous les Vénézuéliens…

Ces effets rhétoriques servent avant tout à occulter son positionnement idéologique. Malgré l'engagement qu'il avait pris en 2012 d'appliquer le programme de la Table de l'unité démocratique (MUD), plateforme électorale de la droite vénézuélienne dont il est le candidat, il a présenté au Conseil national électoral un programme de gouvernement dont les références néolibérales ont été soigneusement rognées.

Conscient que ce positionnement à droite avait été l´une des raisons de sa défaite à l´élection présidentielle d´octobre 2012, comme l´a révélé le président de l´institut de sondage

Suite à la page (17)

Le coeur de Thatcher s'est arrêté. Elle en avait donc un.

"Nelson Mandela is a terrorist" - **Margaret Thatcher**

Par Denis Thomas *



Margaret Thatcher

Margaret Thatcher est morte à 87 ans. La paix vient (enfin) à son âme. La Dame de Fer qui a dirigé le Royaume Uni de 1979 à 1990 fût un exemple pour nombre d'ultra conservateurs de part le monde.

Nicolas Sarkozy n'hésitait pas à la citer en privé. Elle fut la cause de la disparition des bassins miniers anglais au début des années 80. De la destruction progressive de la Sécu britannique, et de la guerre des Malouines. Aussi.

Personne, ou presque, ne s'en souvient, mais au cœur du conflit qui agitait les puits de charbon en lutte pour leur survie, elle avait proféré à la télévision : « il faut éradiquer les pauvres, car ils n'ont aucune utilité pour le pays ».

Dans le pub où j'étais, médusé devant cette déclaration, les bières avaient fusé sur le pauvre téléviseur. Même le barman et propriétaire y était allé de son jet de chope… Les Bobbies chargeaient les grévistes à cheval et à coups de matraques plombées. Je couvrais, tout jeune, l'évènement.

Malouines :
« Réjouissons-nous »

En avril 1982, alors que les troupes britanniques ont à peine débarqué en Géorgie du Sud, qui dépend des Malouines, elle déboule radieuse sur le perron du 10 Downing Street devant les caméras : « Réjouissons-nous », clame-t-elle alors. Le conflit avec cette terre argentine, à 13.000 kilomètres de Londres se soldera par 255 morts britanniques et 650 argentins.

Intraitable aussi avec les grévistes de la faim sous bannière de l'IRA. Bobby Sands y laissera sa peau et, avec lui, neuf de ses camarades. Ce mouvement durera plus de 170 jours dans des conditions effroyables et l'IRA essaiera de se venger par une bombe qui manquera sa cible.

Elle fût l'artisan des privatisations au-delà du Channel et aura la réputation d'avoir stoppé le chômage en Angleterre. De fait, elle fera baisser les chiffres par une radiation draconienne des demandeurs d'emploi et l'entrée dans les statistiques de l'emploi les petits boulots de quelques heures. Les légendes tiennent à peu de choses...

Elle était atteinte de la maladie d'Alzheimer et est morte d'une crise cardiaque. Elle avait donc un cœur. Finalement.

Le Grand Soir. 8 avril 2013
***Denis Thomas. Journaliste à Le Grand Soir**

Un grand merci au compatriote Lavalas 2001

Toute l'équipe du journal apprécie le geste du compatriote Lavalas 2001 pour sa contribution au dîner de solidarité et aussi pour la lettre ci-dessous qu'il nous a envoyée.

New York, 2 avril 2013

Chers compatriotes de "Haiti Liberté"

J'aime et je soutiens « Haiti Liberté » avec ses éditoriaux, analyses et commentaires qui nous régalent chaque semaine.

A l'heure où notre pays connaît une crise de confiance effrénée avec son système politique et la plupart de ses acteurs, nul ne peut se satisfaire de cette situation dégradante.

Et qui plus est, c'est avec des méthodes substiles voire des motifs apparemment généreux que l'on cherche à dévaloriser de façon rampante les droits populaires.

Pour continuer à dénoncer, éviter et arrêter la colonisation de nos Institutions Républicaines par ces imposteurs, j'espère que les patriotes, les lecteurs feront le nécessaire pour la réussite du « Grand Dîner de Solidarité » en perspective et comprendront que « soutenir Haiti Liberté », c'est aussi aider tous les acteurs qui luttent contre la dégradation de la situation sociale dans notre pays afin de disposer des moyens d'information de qualité.

Mes salutations patriotiques aux « Gardiens et Gardiennes du Temple » : Berthony Dupont, Fanfan Latour, Kim Yves, Marie Célie Agnant, Catherine Charlemagne, Pierre Florestal et à tous les autres collaborateurs.

Lavalas 2001

Suite de la page (16) *Chronique d'une défaite...*

Hinterlaces [2], Capriles Radonski part, cette fois-ci, armé d´un nouveau document [3]. Ce texte est une succession de promesses, dont la plupart sont déjà mises en œuvre par le gouvernement bolivarien. Toutefois, le candidat omet délibérément de préciser quelle sera sa politique financière. Il propose seulement, en « garant du bien être collectif », de regagner la confiance du secteur privé grâce à de multiples déductions fiscales. Qui plus est, il entend faire de l´entreprise pétrolière publique Petroleos de Venezuela (PDVSA), une entreprise autonome, telle qu´elle l´était avant l´arrivée d´Hugo Chávez au pouvoir. Sa volonté de détruire l´Etat central au profit d´une décentralisation absolue ouvrirait aussi la voie à de futures politiques de privatisation des services publics.

Ces orientations rendent peu crédibles ses promesses électorales. De fait, dans ses meetings, il se contente de critiquer l´action gouvernementale, tout en affirmant qu´il ne manquera pas d´améliorer les résultats obtenus par gouvernement bolivarien. Les incohérences et les contradictions de son « nouveau » plan de gouvernement donnent à penser que ses véritables intentions restent bien celles décrites dans le programme commun de la droite vénézuélienne [4].

Malgré les discours d´unité, l´opposition vénézuélienne ne constitue cependant pas un bloc monolithique. Le 26 mars 2013, trois députés suppléants se sont retirés de la coalition de droite à l´Assemblée nationale, en accusant la MUD de ne pas vouloir reconnaître une future victoire de Nicolas Maduro au soir du 14 avril [5]. De plus, après les récentes manifestations violentes d´un groupe d´étudiants de droite, le secrétaire général d´Action démocratique (AD), Henry Ramos Allup, s´est emporté, traitant ces alliés inconditionnels de Capriles de « fumeurs de pétards, cocaïnomanes, et fils de p... » [6]. Ces attaques virulentes provenant d´un des principaux partis d´opposition montrent à quel point la défaite annoncée de Capriles rendrait difficiles les futures négociations au sein de l´antichavisme.

Notes

[1] Voir Romain Migus, "Henrique Capriles, candidat de la droite décomplexée au Venezuela", Mémoire des luttes, 28 février 2012, http://www.medelu.org/Henrique-Capriles-candidat-de-la (source consultée le 30 mars 2013)

[2] Oscar Schemel : "Los 6 millones de votos de Capriles, no son un respaldo a la oposición", Noticias24, 9 octobre 2012 : http://www.noticias24.com/oscar-schemel-los-6-millones-de-votos-de-capriles-no-son-un-respaldo-a-la-oposicion (source consultée le 20/03/2013)

[3] Henrique Capriles Radonski, "Programa de Gobierno 2013-2019", Consejo Nacional Electoral : http://www.cne.gob.ve/presidenciales/programas/HENRIQUE_CAPRILES.pdf (source consultée le 30/03/2013).

[4] Pour en savoir plus sur ce programme, voir Romain Migus, El programa de la MUD, Caracas, ed. Barrio Alerta, 2012 : http://www.infocentro.gob.ve/documento_672_El_programa_de_la_MUD.pdf

[5] Ricardo Sánchez retira apoyo a Capriles : "La MUD podría desconocer resultados del 14-A", Noticias24, 26 mars 2013 : http://www.noticias24.com/ricardo-sanchez-retira-apoyo-a-capriles-la-mud-piensa-desconocer-resultados-del-14-a/ (source consultée le 30/03/2013)

[6] Entérese del atajaperro entre Ramos Allup y los Manitos Blancas, Aporrea, 27/03/2013. http://www.aporrea.org/oposicion/n225803.html (source consultée le 30 mars 2013.

Mémoire des luttes 8 avril 2013

Suite de la page (16)

une grande bataille politique en ce moment historique que vit leur pays et ce, « en hommage à ce qu'a entrepris le Président Chávez, en poursuivant son œuvre, en renforçant et en approfondissant ce processus révolutionnaire ».2 Pour ce faire, les communistes vénézuéliens comptent, au cours de cette campagne, mettre l'accent sur le contenu idéologique du programme. Le but étant de renforcer la conscience révolutionnaire des travailleurs « par le biais de l'étude, du débat, de l'organisation et de la lutte politique du peuple».

Maduro : de chauffeur de bus à président

La candidature de Nicolás Maduro fait l'unanimité chez les progressistes vénézuéliens. Cet ancien chauffeur de bus et syndicaliste, âgé de 50 ans, a accompagné Chávez tout au long de sa vie politique. Il fut un des fondateurs du Mouvement de la Cinquième République (MVR), parti qui permit à Chávez d'accéder à la présidence du pays en 1998. Il a été co-rédacteur de la nouvelle Constitution, élu député en 1999, président de l'Assemblée Nationale en 2005, nommé ministre des Affaires étrangères en 2006 et élu vice-président de la république en 2012. Depuis le départ de Chávez à Cuba pour y soigner son cancer en décembre 2012 et jusqu'au jour de son décès, Maduro a géré de manière exemplaire, avec le soutien du peuple vénézuélien, la situation délicate que vivait son pays, cible de rumeurs et d'attaques en tout genre provenant de la droite et des États-Unis. Son parcours porte donc à croire qu'il inscrira son action politique dans la lignée de son prédécesseur. Le 10 mars dernier, il a témoigné de la confiance qu'il accorde aux communistes vénézuéliens en les invitant à participer à la conduite de la révolution.

Solidaire 1 Avril 2013

Suite de la page (4)

des armes de poing de calibre 38 et 45, des fusils M-1, des carabines M-2, des mitrailleuses de 30 mm et 50 mm, des mortiers de 60 et 81 mm, des lance-grenades, des cartouchières, et des clips de munitions de grande capacité.

Le 25 juillet 1973, Corcoran a envoyé un autre câble confidentiel où il a encouragé les départements d'État et de la Défense à « *prendre des mesures le plus rapidement possible* », à faire un « *effort extraordinaire pour accélérer le traitement de la paperasse*» et à répondre favorablement à la demande de Duvalier parce que, entre autres raisons, « *le gouvernement haïtien est prêt à payer pour ses besoins, et il n'y a aucune raison pour que les États-Unis n'obtiennent pas la vente* ». (Peu de temps auparavant, Haïti avait acheté des armes en provenance d'Israël et de la Jordanie, ainsi que de « *marchands privés d'armes se vendant rapidement (« fast-buck")* », selon Corcoran.

En outre, la « *demande [de Duvalier] semble être une excellente occasion de renforcer encore plus l'influence américaine auprès du Gouvernement haïtien ... et de gagner les bonnes grâces des différents officiers de l'armée haïtienne* », a écrit Corcoran dans le câble.

Les États-Unis avaient réduit l'aide militaire et les ventes à Haïti après que François Duvalier eut expulsé une mission des Marines américains du pays en 1963. Mais après la mort de Papa Doc en Avril 1971, son fils «Baby Doc» héritant de la «présidence à vie» commença à réparer et à améliorer les relations avec les Etats-Unis, dont il voulait de l'aide et des investissements.

En effet, la vente fut approuvée et le Gouvernement haïtien « *livra à l'Ambassade [des États-Unis] le 19 septembre 1973 un chèque au numéro 163211 tiré sur la Banque Nationale de la République d'Haïti, daté du même jour, à l'ordre de USAFSA [Forces Armée des Etats-Unis en Amérique du Sud] au montant de $ 273,411.40* », a écrit Corcoran dans un câble du 19 septembre 1973. La vente équivaudrait à plus de $ 1,4 millions de dollars en 2013.

Néanmoins, les Etats-Unis étaient préoccupés par les apparences, et Corcoran a écrit dans un câble du 17 août 1973 que « *aucune, je répète aucune livraison d'avion de l'USG [US Gouvernement] n'est envisagée* ». Finalement, les armes et des munitions sont arrivées par deux vols charters de la Pan Am le 26 septembre et le 1er octobre 1973, c'est ce que montrent les câbles.

Vers la même époque, l'ambassade américaine était également en train de négocier avec le régime la vente de six « *voitures commando blindées de la marque Cadillac-Gage* », dont deux seraient utilisées par les Léopards, une unité d'élite de contre-insurrection de l›armée haïtienne.

Les États-Unis voulaient procéder à la vente de seulement quatre voitures, dont une demande avait été faite en Juin, avant le feu au dépôt d'armes. L'ambassade voulait en finir avec la vente des deux autres, mais Duvalier avait menacé de mener ses affaires ailleurs, à savoir avec les Français, ce que Corcoran a expliqué dans un câble du 31 août, 1973. Il a recommandé que les Départements « *d'Etat / Défense répondent gentiment à la menace implicite de transférer la commande à une société française parce que les débours financiers de ce genre à une société française au moment où les Etats-Unis donnent une aide économique à Haïti pourraient soulever toutes sortes de questions* ».

L'aide militaire allait être reprise durant cette période. « *L'ambassade peut comprendre l'exclusion d'Haïti à partir de la liste des pays admissibles à l'aide à la formation militaire dans les années 1960, en raison de la situation politique prévalant à ce moment-là* », a fait valoir Corcoran dans un câble du 23 novembre 1973. « *Cependant, les temps ont changé en Haïti. Le pays dispose d'un nouveau, jeune président allant dans des directions nouvelles, positives* ». Il a affirmé que « dans les dernières années, la répression a été nettement et réellement assouplie en Haïti » et que le gouvernement faisait preuve de « *modération politique* » et d'« *un désir clair de faire plus pour le développement économique du pays* ».

Plus important encore, « *dans les organisations internationales, le nouveau gouvernement en Haïti a été un fiable et bon ami des Etats-Unis, pour ce que cela vaut* », a écrit Corcoran. « *Toutes ces tendances sont positives, il nous semble qu'elles devraient être encouragées* ».

C'est « *pourquoi nous croyons que l'aide pour une formation militaire à Haïti est tout à fait dans nos intérêts* », parce que, entre autres choses, il a fourni « *la possibilité d'établir une certaine influence sur toute une génération de jeunes officiers militaires haïtiens qui ne savent rien des Etats-Unis* ».

« *En somme* », a conclu Corcoran, « *il semble illogique que Haïti ... doive toujours être totalement exclue des programmes subventionnés de formation dont ont bénéficié presque toutes les autres nations de l'hémisphère pendant de nombreuses années - formation qui contribuera de manière substantielle à l'avancement d'un certain nombre de nos intérêts importants dans la région* ».

En effet, l'aide militaire américaine a été reprise, en particulier pour former des unités comme les Léopards, décrite par la Coalition nationale pour les droits des Haïtiens dans un rapport de 1986 comme « *particulièrement brutale quand elle a affaire avec des civils* ».

Le chercheur Jeb Sprague explique dans son nouveau livre « *Paramilitarisme et l'Assaut sur la démocratie en Haïti* » que les Léopards ont été formés et équipés « *par d'anciens instructeurs marins américains qui travaillaient dans une société (Aerotrade international et Aerotrade Inc) sous contrat avec la CIA et approuvée par le Département d'État américain. Baby Doc lui-même a été formé avec les Léopards, établissant des liaisons particulièrement étroites avec certains membres de la force. Un attaché militaire américain s'est vanté que la création de la force avait été son idée. Le PDG d'Aerotrade, James Byers, interviewé devant caméra, a expliqué qu'il n'avait "aucune difficulté à exporter des quantités massives d'armes. Le Département d'Etat approuvait les licences, et la CIA avait des copies de tous les contrats. Des armes M-16 entièrement automatiques, des milliers et des milliers de munitions, patrouilleurs, avions T-28, hélicoptères Sikorsky. Des mitrailleuses de calibre 30. Des mitrailleuses de calibre 50. . Mortiers. Des canons à tir rapide de 20mm. Transporteurs de troupes blindés". Une poignée de vétérans de cette force servirait plus tard, par intervalles, comme des figures clés dans diverses forces paramilitaires* » que les Etats-Unis avaient l'habitude d'utiliser pour réaliser et maintenir les coups d›Etat contre les gouvernements du président Jean-Bertrand Aristide en 1991 et 2004.

Jean-Claude Duvalier, qui est rentré en Haïti en Janvier 2011 d'un exil doré de 25 années en France, est désormais techniquement en résidence surveillée en Haïti. Une cour d'appel reçoit les témoignages et les dépositions des témoins à charge que Duvalier doit être jugé pour crimes contre l'humanité. Les groupes de défense des droits de l'homme haïtien et internationaux ont documenté des centaines d'exécutions et emprisonnements extrajudiciaires et la torture sous le régime de 15 ans de Baby Doc de 1971 à 1986. En Janvier 2012, le juge d'instruction Jean Carves a rejeté les accusations des crimes de droits de l'homme contre Duvalier, faisant valoir que le délai de prescription avait expiré. La cour d'appel peut annuler cette décision.

Environ 7.000 des 1,7 million de câbles diplomatiques secrets de 1973 à 1976 concernent Haïti. Les câbles « *ont été examinées suite au processus de déclassification systématique du Département d'État américain au bout de 25 ans* »; c'est ce que WikiLeaks explique sur son site PlusD. Les câbles ont ensuite été « *soit déclassifiés ou conservés classés avec tout ou partie des métadonnées enregistrés déclassifiés* », puis « *l'objet d'une évaluation par le National Archives and Records Administration (NARA)* ». Ces câbles sont déclassifiés puis « *ont été placés dans des documents PDF aux Archives nationales dans le cadre de leur politique de fichier central de collecte des Affaires étrangères* ».

Toutefois, les câbles sous leur forme PDF « *sont en fait assez difficile d'accès pour le grand public* », a expliqué Kristinn Hrafnsson, un porte-parole de WikiLeaks et un ancien journaliste d›investigation islandais, à *Democracy Now* le 8 avril. « *Il est très difficile d'y accéder. Donc, à notre avis, l'inaccessibilité et la difficulté d'y accéder sont une forme de secret ... donc nous avons trouvé qu'il était important de le rendre à la population en général dans une bonne base de données consultables*».

Après 25 ans, les documents américains classés sont censés être examinés et déclassifiés chaque année. Le public devrait donc être en mesure de voir des documents classifiés aussi tard que 1988. Cependant, le processus de déclassification n'a été fait que jusqu'en 1976, ce qui signifie qu'il est en retard de 12 ans.

Une autre raison pour laquelle WikiLeaks a créé la base de données PlusD, c'est parce que « *il ya eu une tendance dans la dernière décennie et demi à inverser la politique préalablement déclassifiée* », a expliqué Hrafnsson. « *Une politique énoncée, par exemple, par Clinton dans le milieu des années 90 a été inversée, quelques années plus tard, sous l'administration Bush. Il a été révélé en 2006, par exemple, que plus de 55.000 documents qui étaient précédemment disponibles ont été reclassés sur demande de la CIA et d'autres agences. Et il est connu que ce programme s'est poursuivi au moins jusqu'en 2009. Donc, c'est très inquiétant que le gouvernement commence en fait à remettre sous le voile du secret ce qui était disponible auparavant* ». La base de donnés de PlusD ne peut pas être ainsi saisie pour être remise à nouveau sous le voile du secret.

Les câbles de 1973 à 1976 couvrent la période pendant laquelle l'infâme secrétaire d'Etat Henry Kissinger était en poste pendant la présidence et de Richard Nixon Richard et de Gerald Ford. Wikileaks a donc surnommé la trouvaille «Câbles Kissinger». (Après avoir quitté son poste, Kissinger et son épouse ont visité Duvalier en Haïti.)

En 2011, WikiLeaks a fourni à *Haïti Liberté* en exclusivité d'environ 2.000 câbles secrets américains concernant Haïti, allant de 2003 à 2010. Ils provenaient d'une plus grande mine à trésors de plus de 250,000 câbles, connue sous le nom de «Cablegate», fournie à WikiLeaks anonymement par le corporale de l'armée américaine Bradley Manning, qui a été mis en prison en «détention provisoire» durant 1.050 jours dans des conditions semblables à la torture. Il est en cour martiale et peut être accusé de trahison, passible de la peine de mort. Il y a un mouvement à l'échelle mondiale dénonçant l'attitude du gouvernement des Etats-Unis envers Manning, qui a également donné à WikiLeaks une vidéo montrant un hélicoptère Apache américain criblant 12 civils en Irak en 2007, dont deux journalistes de Reuters.

Avec la sortie de PlusD et les « câbles Kissinger », Wikileaks a une fois de plus fourni aux journalistes et à des gens du monde entier un aperçu du monde glauque de la politique étrangère américaine. Alors que les câbles «Top Secret» ne sont pas disponibles, les milliers de câbles autrefois secrets et confidentiels des années 1970 donnent un aperçu clair de la façon dont le Département d'Etat élaborait ses plans et actions à des fins d'outrageuse politique pendant cette période, comme par exemple la reprise de l'aide militaire à un dictateur non-élu, corrompu, et répressif comme Jean-Claude Duvalier.

L'énigme des deux Chavez par Gabriel Garcia Marquez

Par Gabriel Garcia Marquez

En 1999, peu avant la prise de fonction d'Hugo Chavez à la présidence, l'écrivain Gabriel Garcia Marquez l'interviewa à bord d'un avion les conduisant de La Havane à Caracas. Au fil de la conversation, le Prix Nobel colombien allait découvrir une personnalité qui ne correspondait en rien à l'image de despote que les médias en avaient donnée. C'était un autre Chavez. Lequel des deux était le vrai ? Portrait d'un président qui, adolescent, devint soldat pour pouvoir jouer au baseball, qui récitait par cœur des poèmes de Neruda ou de Walt Whitman, et qui est décédé du cancer à l'âge de 58 ans.

À la tombée du jour, Carlos Andrés Pérez descendit de l'avion qui le ramenait de Davos, en Suisse, et fut surpris de trouver, pour l'accueillir, le général Fernando Ochoa Antich, son ministre de la Défense. « Qu'y a-t-il ? » demanda le président, intrigué. Le ministre usa d'arguments si efficaces pour le rassurer que le président ne se rendit pas au Palais de Miraflores, au cœur de Caracas, mais à sa résidence de La Casona. Il commençait à s'assoupir lorsque le même ministre le réveilla au téléphone pour l'informer qu'un soulèvement militaire avait lieu dans la région de Maracay. Il regagnait à peine Miraflores quand éclatèrent les premières décharges d'artillerie.

C'était le 4 février 1992. Le colonel Hugo Chavez Frias, avec son culte liturgique pour les dates historiques, dirigeait le soulèvement depuis son quartier général improvisé dans les locaux du Musée historique de La Planicie. Le président comprit alors que son unique recours était le soutien populaire et gagna les studios de télévision pour parler au pays. Deux heures plus tard, le coup d'État avait échoué. Chavez se rendit, à condition qu'on lui permette de s'adresser, lui aussi, au peuple.

Le jeune colonel créole, coiffé de son béret rouge de parachutiste et avec son admirable aisance d'élocution, assuma l'entière responsabilité du mouvement. Son allocution à la télévision fut un triomphe politique. Il passa deux années en prison avant d'être gracié par le président Rafael Caldera. Cependant, nombre de ses partisans – et de ses adversaires – avaient compris que son discours, au moment de la défaite, était le premier d'une campagne électorale qui allait le conduire à la présidence de la République, qu'il assumera en 1999.

Le président Hugo Chavez me racontait cette histoire, il y a quelques semaines, dans l'avion des forces aériennes vénézuéliennes qui nous conduisait de La Havane à Caracas. Nous nous étions rencontrés pour la première fois trois jours auparavant à La Havane, lors d'une réunion avec les présidents Fidel Castro et Andrés Pastrana, de Colombie. Ce qui m'impressionna d'emblée chez ce personnage fut la puissance que dégageait son corps de granit. Il avait la cordialité spontanée et la grâce créole d'un Vénézuélien de souche. Nous avions tous deux tenté de nous revoir sans y parvenir à cause de nos emplois du temps respectifs ; c'est donc dans l'avion pour Caracas que nous avons pu nous entretenir de ses actions et de ses projets.

Ce fut une expérience enrichissante de journaliste au repos. En l'écoutant me raconter sa vie, je découvrais une personnalité qui ne correspondait en rien à l'image de despote que les médias en avaient donnée. C'était un autre Chavez. Lequel des deux était le vrai ?


L'écrivain Gabriel Garcia Marquez et Hugo Chávez Frías

Sous le signe de Bolivar

L'argument majeur qui avait joué en sa défaveur, lors de la campagne électorale de 1998, avait été son passé de conspirateur et de putschiste. Mais l'histoire du Venezuela en avait déjà digéré plus de quatre. En commençant par Romulo Bétancourt, reconnu, à tort ou à raison, comme le père de la démocratie vénézuélienne, qui avait renversé Isaias Medina Angarita, un ancien militaire démocrate qui tentait de purger son pays des 36 ans de dictature de Juan Vicente Gómez. Son successeur, l'écrivain Romulo Gallegos, fut renversé par le général Marcos Pérez Jiménez, qui resta pratiquement onze ans à la tête du pouvoir. Celui-ci, à son tour, fut détrôné par toute une génération de jeunes démocrates, et cela inaugura la plus longue période de présidents élus.

Le coup d'État de février 1992 semble être la seule chose que le colonel Hugo Chavez ait ratée. Il y a pourtant vu un revers providentiel. C'est sa façon d'appréhender la chance, ou tout ce qui émane du souffle magique qui inspire ses gestes depuis sa venue au monde à Sabaneta, dans la région de Barinas, le 28 juillet 1954, sous le signe du pouvoir : le lion. Catholique convaincu, Chavez attribue son heureuse destinée au scapulaire vieux de plus de cent ans qu'il porte au cou depuis l'enfance, héritage d'un arrière-grand-père maternel, le colonel Pedro Pérez Delgado, un de ses héros tutélaires.

Ses parents parvenaient difficilement à survivre avec leur salaire d'instituteurs, et il dut les aider dès l'âge de neuf ans en vendant, dans les rues, des friandises et des fruits. Parfois, à dos d'âne, il rendait visite à sa tante maternelle à Los Rastrojos, un village voisin. À ses yeux, une vraie ville, parce qu'il possédait une petite centrale électrique qui dispensait deux heures de lumière au début de la nuit, et une sage-femme qui les avait mis au monde, lui et ses quatre frères. Sa mère voulait qu'il soit curé, mais il n'était parvenu qu'à être enfant de chœur, et sonnait les cloches avec tant de grâce que tout le monde le reconnaissait à sa façon de les faire carillonner. « Tiens, c'est Hugo qui sonne les cloches », disait-on. Un jour, parmi les livres de sa mère, il dénicha une encyclopédie providentielle dont le premier chapitre le séduisit immédiatement : « Comment réussir dans la vie ».

C'était, en fait, un répertoire de carrières, et il les essaya pratiquement toutes. Peintre admiratif de Michel-Ange et de David, il remporta un premier prix à l'âge de douze ans, lors d'un concours régional. Musicien, il se rendit indispensable dans les fêtes d'anniversaire et les sérénades, tant sa maîtrise de la guitare et sa voix étaient remarquables. Au baseball, il devint un catcher formidable. L'option militaire ne faisait pas partie de la liste, et lui-même n'y aurait jamais songé si on ne lui avait dit que le meilleur moyen de rejoindre les grandes équipes de baseball était d'intégrer l'Académie militaire de Barinas.

Il y étudia les sciences politiques, l'histoire du marxisme au léninisme. Se passionna pour la vie et l'œuvre de Bolivar, son plus grand « Lion », dont il apprit tous les discours par cœur. Son premier conflit avec la politique réelle eut lieu lors de la mort de Salvador Allende, en septembre 1973. Chavez ne comprenait pas pourquoi, si les Chiliens avaient élu Allende, les militaires chiliens devaient le renverser. Peu de temps après, son capitaine lui confia la mission de surveiller le fils de José Vicente Rangel*, que l'on soupçonnait d'être communiste. « La vie réserve des surprises, me dit Chavez en éclatant de rire. Aujourd'hui, son père est mon ministre des affaires étrangères ! »

Autre ironie du sort : à la fin de sa carrière, il reçut son sabre d'officier des mains du président qu'il devait tenter de renverser vingt ans plus tard : Carlos Andrés Pérez.

« En plus, lui dis-je, vous avez failli le tuer. » « Absolument pas, protesta Chavez. Notre projet était d'installer une Assemblée constituante et de retourner dans nos casernes. »

Dès le premier instant, je m'étais rendu compte que c'était un narrateur né. Un pur produit de la culture populaire vénézuélienne, qui est fort créatrice et poétique. Il a un grand sens du temps et une mémoire presque surnaturelle qui lui permet de réciter par cœur des poèmes entiers de Neruda ou Whitman, et de pleines pages de Romulo Gallegos**.

Très jeune, il découvrit par hasard que son arrière-grand-père n'était pas un brigand de grand chemin, comme disait sa mère, mais un guerrier légendaire du temps de Juan Vicente Gomez. Son enthousiasme fut tel qu'il décida d'écrire sa biographie pour purifier son souvenir. Il fouilla dans les archives historiques et les bibliothèques militaires, arpenta la région avec une besace d'historien pour reconstruire, d'après les témoignages des survivants, les itinéraires de l'aïeul. Il décida finalement de l'ajouter à l'autel de ses héros et résolut de porter, autour du cou, le scapulaire protecteur de l'ancêtre.

Un jour, plongé dans ses recherches, il traversa par mégarde la frontière au pont d'Arauca, et le capitaine colombien qui fouilla sa sacoche trouva maintes raisons de l'accuser d'espionnage : il portait un appareil photo, un magnétophone, des documents secrets, des vues de la région, une carte militaire avec des graphiques, et deux pistolets réglementaires. Les papiers d'identité, comme chez tout bon espion, pouvaient être faux.

La discussion se prolongea durant plusieurs heures dans un bureau où trônait un portrait de Bolivar à cheval. « Je n'en pouvais plus, me raconta Chavez, car, plus je lui expliquais, moins il me comprenait. » Il eut alors l'idée salvatrice : « Voyez comment sont les choses, mon capitaine : il y a à peine un siècle, nous étions une seule armée, et celui du tableau qui nous regarde était notre chef à tous les deux. Comment pourrais-je être un espion ? » Le capitaine, ému, commença à dire alors des merveilles de la Grande Colombie, et tous deux finirent la nuit dans une taverne d'Arauca à boire des bières des deux pays. Le lendemain matin, avec une migraine partagée, le capitaine rendit à Chavez ses instruments d'historien et prit congé de lui en lui donnant une longue accolade au milieu du pont international.

« C'est à cette époque que j'ai commencé à comprendre que quelque chose allait mal au Venezuela », me dit Chavez. Il avait été nommé commandant d'un peloton de treize soldats et d'une équipe de transmissions dans la province d'Oriente pour liquider les derniers foyers de guérilleros. Un soir de grande pluie, un colonel des services de renseignement à la tête d'une patrouille de soldats et de quelques guérilleros supposés, verdâtres et squelettiques, demandèrent à s'abriter dans leur caserne. Vers 10 heures du soir, comme Chavez commençait à s'endormir, il entendit dans la pièce voisine des cris déchirants.

« C'étaient les prisonniers que les soldats tabassaient avec des battes de baseball enveloppées dans des chiffons pour ne pas laisser de traces », me raconta Chavez. Indigné, il ordonna au colonel de lui remettre les prisonniers ou de quitter la caserne sur-le-champ. « Le lendemain, on me menaça d'un procès militaire pour désobéissance, me dit Chavez, mais on se borna à me placer, pendant quelque temps, en observation. »

Quelques jours plus tard, il eut une nouvelle expérience plus éprouvante. Un hélicoptère militaire atterrit dans la cour de sa caserne avec un chargement de soldats grièvement blessés dans une embuscade tendue par des guérilleros. Chavez prit dans ses bras un jeune soldat blessé de plusieurs balles, terrorisé : « Ne me laissez pas mourir, mon lieutenant... » Il eut juste le temps de l'installer dans un véhicule. Sept autres devaient mourir. Cette nuit-là, dans son hamac, Chavez se demandait :

« Qu'est-ce que je fais ici ? D'un côté, des paysans en tenue militaire torturent des paysans guérilleros, et de l'autre, des paysans guérilleros tuent des paysans en tenue militaire. Alors que la guerre est terminée, cela n'a plus aucun sens de tirer les uns sur les autres. » Et il conclut, dans l'avion qui nous conduisait à Caracas :

« Ce fut ma première crise existentielle. »

Le lendemain, il se réveilla convaincu que sa destinée était de fonder un mouvement. Et il le fit à l'âge de 23 ans, avec un nom évident : Armée bolivarienne du peuple du Venezuela. Ses membres fondateurs : cinq soldats et lui, avec le grade de sous-lieutenant. « Dans quel but ? » lui demandai-je. Très simple, me dit-il :

« Dans le but de nous préparer au cas où. » Un an après, devenu officier parachutiste au sein d'un bataillon blindé de Maracay, il commença à conspirer sérieusement. Mais il me précisa qu'il utilisait le mot conspiration seulement au sens figuré : convoquer des volontés pour un objectif commun.

Sauveur ou despote ?

Telle était la situation le 17 décembre 1982, lorsqu'un épisode inattendu, que Chavez considère comme décisif dans sa vie, se produisit. Il était devenu capitaine du second régiment de parachutistes et officier de renseignement. Alors qu'il ne s'y attendait pas, le commandant du régiment, Angel Manrique, lui demanda de prononcer un discours devant 1 200 officiers et soldats. Une fois le bataillon rassemblé sur un terrain de football, à une heure de l'après-midi, le maître de cérémonie lui donna la parole.

« Et votre discours ? » lui demanda le commandant en le voyant monter, sans aucun papier, à la tribune. « Je ne l'ai pas écrit », lui dit Chavez. Et il commença à improviser. Ce fut un discours bref, inspiré de Bolivar et de Marti, mais avec une réflexion personnelle sur la situation d'injustice en Amérique latine deux cents ans après l'indépendance.

Les officiers l'écoutèrent impassibles. Parmi eux, le capitaine Felipe Acosta Carle et Jesus Urdaneta Hernandez, sympathisants de son mouvement. Le commandant, très mécontent, lui lança à la cantonade ce reproche :

« Chavez, vous m'avez l'air d'un politicien. » Felipe Acosta, qui mesurait deux mètres, s'avança alors vers le commandant : « Vous vous trompez, mon commandant. Chavez n'est pas un politicien, c'est un capitaine de la nouvelle génération, et, quand certains puissants corrompus l'écoutent, ils fientent dans leur froc. »

Après cela, Chavez s'en alla à cheval avec les capitaines Felipe Acosta et Jesus Urdaneta vers le Saman del Guere, à 10 kilomètres de là, où ils reprirent le serment solennel de Simon




TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.
819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

ADOPTION
A childless couple seeks to adopt. Loving home with tenderness, warmth, happiness. Financial security. Expenses paid. Regis & David (888) 986-1520 or text (347)406-1924; www.davidandregisadopt.com

ADOPTION
Educated, financially secure, affectionate married couple want to adopt a baby into a nurturing, warm, and loving enviroment. Expenses paid. Cindy and Adam. 1-800-860-7074

APARTMENTS FOR RENT
Studio.... $800
1 Bed..... $1000
2 Bed..... $1200
3 Bed..... $1400
SUN PIE GROUP REALTY
Phone: (646) 594-0028

HELP WANTED
AIRLINES ARE HIRING –Train for hands on Aviation Career. FAA approved program. Financial aid if qualified -Job placement assistance. CALL Aviation Institute of Maintenance 866-296-7093

HELP WANTED
Driver- Two raises in first year. Qualify for any portion of $.03/mile quarterly bonus: $.01 Safety, $.01 Production, $.01 MPG. 3 months OTR experience. 800-414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED
Drivers- HIRING EXPERIENCED/ INEXPERIENCED TANKER DRIVERS! Earn up to $.51/mile! New Fleet Volvo Tractors! 1 Year OTR Exp. Req.-Tanker Training Available. Call Today: 877-882-6537 www.OakleyTransport.com

HELP WANTED
HOME HEALTH AIDES: Immediate Work! Free Training-Nassau/Suffolk Only. Sign-on Bonus, Paid Vacation, Paid In-Service, Direct Deposit, FAMILY AIDES, INC. Nassau 516-681-2300, Suffolk 631-654-0789, Bronx 718-741-9535, Queens 718-429-6565.

LAND FOR SALE
NY LAND BARGAINS- Herkimer County 59.9 acres, woods $68,000. Montgomery County 33.4 acres, fields $69,000. Otsego County 2.7 acres $29,000. Owner financing www.helderbergrealty.com CALL HENRY: 518-861-6541.

LEGAL
REAL ESTATE CLOSINGS $895.00. Expd Attorney. Free Buy/Sell Guide. ESTATES/CRIMINAL MATTERS Richard H. Lovell, P.C., 10748 Cross Bay, Ozone Park, NY 11417. 718 835-9300. LovellLawnewyork@gmail.com

MISCELLANEOUS
SAWMILLS from only $3997.00- MAKE & SAVE MONEY with your own bandmill- Cut lumber any dimension. In stock ready to ship. FREE Info/DVD: www.NorwoodSawmills.com 1-800-578-1363 Ext.300N

MISCELLANEOUS
ATTEND COLLEGE ONLINE from home. *Medical, *Business, *Criminal Justice *Hospitality, Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV Authorized. Call 888-201-8657. www.CenturaOnline.com

REAL ESTATE
Sebastian, Florida
Affordable custom factory constructed homes $45,900+, Friendly community. No Real Estate or State Income Taxes ,minutes to Atlantic Ocean. 772-581-0080, www.beach-cove.com. Limited seasonal rentals.

REAL ESTATE
Discover Delaware's beauty, low taxes, milder weather! Distinctive, gated community, amazing amenities- equestrian facility, Olympic pool. New Homes mid $40's. Brochures available 1-866-629-0770 or www.coolbranch.com.

VACATION RENTALS
OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419.



IMMEDIATE WORK AVAILABLE


CERTIFIED Bilingual English/Spanish H.H.A'S
$$$ • Sign On Bonus Upon Hire • $$$
UPON HIRE $125 Live-in / $50 All Certified UPON HIRE
• Paid Vacation • Paid In-Service
• Direct Deposit • Referral Bonus
• 401K

EOE
FAMILY AIDES INC.
CALL FOR APPOIINTMENT
607511
Bronx 718-741-9535 Queens 718-429-6565
Nassau 516-681-2300 Suffolk 631-654-0789

DAISLEY INSTITUTE
2172 Flatbush Ave., Brooklyn, NY
718-377-4070

TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

NURSE AIDE	$685
HHA	$520
PCA/HOME ATTENDANT	$300
MEDICAL ASSISTANT	$6000
PHARMACY TECH	$900
EKG & PHLEBOTOMY	$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course....$2500
Morning, evening & Saturday classes, loans available.
Call 718-377-4070

Outer Banks, NC Vacation Homes!


Over 500 Vacation Homes, from Duck to Kill Devil Hills to Corolla, Outer Banks, Oceanfront to Soundfront, Private Pools, Hot Tubs, Pets and More…
Book Online at www.brindleybeach.com
1-877-642-3224
"SERVICE FIRST… FUN ALWAYS!"



Is Your Nonprofit Worried about Survival?
Get Practical Lessons from Top-Performing Nonprofits!
Apply now for the 2013 New York Community Trust-New York Magazine Nonprofit Excellence Awards
Learn how you stack up in 8 nationally recognized management areas AND how to make your nonprofit sustainable.
The 2013 guidelines and application are available online at npexcellence.fcny.org. Application deadline is10:00am, May 3, 2013.
Contact Melkis Alvarez at **malvarez@npccny.org** or **212-502-4191 x 25** with any questions!


WNYC
philanthropy new york


Bolivar sur le mont Aventin. « À la fin, bien sûr, je l'ai modifié un peu », me dit Chavez. Au lieu de : « Lorsque nous aurons brisé les chaînes qui nous oppriment par la volonté du pouvoir espagnol », ils dirent: « Jusqu'à ce que nous ayons brisé les chaînes qui nous oppriment et qui oppriment le peuple par la volonté des puissants. »

Tous les officiers qui rejoignaient le mouvement secret devaient désormais prêter ce serment. Pendant des années, ils ont tenu des congrès clandestins, avec des représentants militaires de tout le pays. « Pendant deux jours, nous faisions des réunions dans des endroits secrets, nous étudiions la situation du pays, produisions des analyses, établissions des contacts avec des groupes civils amis. En dix ans, me dit Chavez, nous réussîmes à tenir cinq congrès sans être découverts. »

L'événement le plus important dans la vie du commandant Chavez fut le « Caracazo », l'insurrection populaire qui ravagea Caracas en février 1989. Il répète souvent : « Napoléon dit qu'une seconde d'inspiration du stratège décide du sort d'une bataille. » A partir de cette pensée, Chavez développa trois concepts. Un : l'heure historique. Deux : la minute stratégique. Trois : la seconde tactique.

Un drame terrible eut lieu, et ils n'y étaient pas préparés. « Oui, admet Chavez, nous fûmes surpris par la minute stratégique. » Il faisait allusion à l'insurrection du 27 février 1989 : le « Caracazo ». Élu à une large majorité, Carlos Andrés Pérez venait d'accéder à la présidence, et il était inconcevable que, à peine vingt jours plus tard, une révolte aussi violente puisse se produire. « Je me dirigeais vers l'université suivre un cours de doctorat, le soir du 27, et me suis arrêté à la caserne Tiura prendre un peu d'essence », me raconta Chavez quelques minutes avant d'atterrir à Caracas. « Je vois des troupes sortir. Je demande à un colonel : « Où vont ces soldats ? » On faisait même sortir les hommes de la logistique qui n'ont pas été entraînés, encore moins pour le combat de rue. C'étaient des recrues effrayées par leur propre fusil. Je demande donc au colonel : « Mais où vont ces gens ? » Et le colonel me dit : « Tenir la rue. J'ai reçu l'ordre d'arrêter les troubles par tous les moyens. Et je vais le faire. » Et moi, je lui dis : « Mais, mon colonel, vous imaginez ce qui peut se passer ? » Il me répond : « Écoutez, Chavez, c'est un ordre ! Il n'y a rien à faire. A la grâce de Dieu ! »

Chavez se souvient qu'il avait beaucoup de fièvre ce soir-là, une crise de rubéole. Quand il démarra sa voiture, il vit venir en courant un petit soldat avec le casque de travers, le fusil brinquebalant et dispersant ses munitions.

« Alors je m'arrête et l'appelle, dit Chavez. Il monte, tout agité, en sueur, un jeune homme de dix-huit ans. » Et je lui demande : « Où cours-tu ? - C'est que j'ai perdu ma brigade, elle est dans ce camion qui s'éloigne là-bas. Aidez-moi, major, rattrapez-le. » Alors je rattrape le camion et interroge l'officier : « Où allez-vous ? - Je l'ignore, me dit-il, personne ne le sait ! » »

Chavez reprend son souffle, il crie presque, et manque de s'étouffer en replongeant dans l'angoisse du souvenir de cette nuit terrible. « Tu sais, on envoie les soldats dans la rue, paniqués, avec des fusils et cinq cents cartouches. Et ils tirent sur tout ce qui bouge. Ils arrosaient de balles les rues, les bidonvilles, les quartiers populaires. Ce fut un désastre. Des milliers de morts. Et parmi eux, Felipe Acosta. Mon instinct me dit qu'ils l'ont fait tuer, affirme Chavez. C'était le moment que nous attendions pour agir. » À partir de là, ils ont commencé à préparer le coup d'État qui devait échouer trois ans plus tard.

L'avion atterrit à Caracas vers 3 heures du matin. Je regardais par le hublot le lac de lumières de cette ville inoubliable. Avec une accolade caribéenne, le président prit congé de moi. Tandis que je le voyais s'éloigner, entouré de ses gardes militaires décorés, je fus saisi par l'étrange sensation d'avoir voyagé et conversé avec plaisir avec deux hommes fort distincts. L'un, auquel la chance obstinée offrait la possibilité de sauver son pays. Et l'autre, un illusionniste, qui pouvait bien rester dans l'histoire comme un nouveau despote. (Tiré du Monde diplomatique)

Article original. Le Monde diplomatique. août 2000
Reproduit dans Granma. La Havane. 14 Mars 2013

Ndlr. ***José Vicente Rangel Vale** est un avocat, journaliste et homme politique vénézuélien. Il a été candidat à la présidence à trois reprises dans les années 1970 et 1980, puis a soutenu Hugo Chávez. Il a été successivement ministre des Relations extérieures, ministre de la Défense puis vice-président.

** **Rómulo Gallegos Freire** fut un romancier et homme d'État vénézuélien, président de la République. Il est considéré comme le meilleur représentant de la littérature vénézuélienne du XXe siècle.

Grand Dîner de Solidarité

Avec

Haiti Liberté

Le Samedi 27 Avril 2013

de 9 p.m. à 3 a.m.

au

Lady of Miracles Auditorium

741 East 86th Street

(entre Glenwood Road & Flatlands Avenue)

Brooklyn, NY 11236

Des plats exquis de la bonne cuisine haïtienne préparés par les meilleurs cordons bleus de New York feront les délices de vos palais.

Venez danser toute la nuit au rythme ensorceleur de

L'incomparable

RÉTRO BAND

Ce dîner dansant vous offrira un cadre attrayant pour rencontrer des amis et des camarades progressistes qui feront le déplacement pour cette grande rencontre que rehausseront de leur présence :

Le sénateur Moise Jean-Charles et l'avocat Mario Joseph

Admission : $50 à l'avance • $60 à la porte

Pour vous procurer vos tickets ou pour plus d'information, téléphonez Haïti Liberté au **718.421.0162**

ou visitez notre bureau au

1583 Albany Avenue, Brooklyn, NY 11210.

Mario Joseph

Moïse Jean-Charles

Animation : Rétro Band



